



AMENDEMENT AU DOCUMENT D'ENREGISTREMENT UNIVERSEL

2019 > 2020

INCLUANT LE RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2021

Sommaire

1. Présentation du groupe Ecore	2
1.1 Présentation de l'activité de groupe Ecore	2
1.2 Situation financière et résultats d'exploitation	8
2. Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise	18
2.1 Le Conseil d'administration	18
2.3 Le Directeur général délégué	19
2.5 Déclaration des dirigeants sur les transactions sur les titres de la Société	20
2.6 Conventions réglementées	21
2.7 Tableau récapitulatif des délégations de l'assemblée générale au Conseil d'administration (L. 225-100 du Code de commerce)	22
3. Rapport de gestion du Groupe	23
3.1 Événements marquants de l'exercice	23
3.2 Résultat des différentes activités et situation financière	24
3.3 Facteurs de risque	36
3.4 Actionnariat et franchissement de seuils	40
3.6 Organigrammes du Groupe	41
4. États financiers	46
4.4 Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021	46
4.5 Information financière <i>pro forma</i> consolidée non auditée	89
5. Informations sur la Société et le capital	99
5.2 Capital autorisé mais non émis	99
5.7 Actions détenues par l'émetteur ou par ses filiales	100
5.8 Droits de vote	101
5.9 Seuil statutaire de 2%	102
5.11 Liste des détenteurs de tout titre contenant des droits de contrôle spéciaux	103
5.12 Actionnariat des salariés	104
6. Informations complémentaires	105
6.1 Responsable du Document d'Enregistrement Universel	105
6.5 Bilan du programme de rachat d'actions	106
6.11 Table de concordance entre le Document d'Enregistrement Universel Derichebourg et l'annexe 1 et 2 du Règlement délégué (UE) 2019/980	107

Annexe 1	Comptes annuels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020	109
Annexe 2	Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding pour le semestre clos le 31 mars 2021	167



Amendement au Document d'Enregistrement Universel

2019/2020

incluant le rapport financier semestriel 2021

Le présent Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019/2020 de Derichebourg est déposé dans le contexte de l'acquisition prévue de Groupe Ecore Holding S.A.S. Il comporte :

- une description du groupe Ecore
- l'information financière semestrielle du groupe Derichebourg pour le semestre clos le 31 mars 2021
- une mise à jour des facteurs de risque de l'Émetteur
- des comptes *pro forma* de l'acquisition de Groupe Ecore Holding S.A.S. au 30 septembre 2020 et 31 mars 2021
- une mise à jour des autres rubriques du Document d'Enregistrement Universel, en fonction des événements survenus depuis le 14 décembre 2020, date du dépôt de ce dernier auprès de l'Autorité des marchés financiers sous le numéro D.20-0987, et auquel le lecteur est invité à se reporter pour sa complète information
- Deux annexes :
 - les comptes annuels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. au 30 septembre 2020, dans leur langue d'origine, annexés au présent Amendement
 - les comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. au 31 mars 2021, dans leur langue d'origine, annexés au présent Amendement



Le présent Amendement du Document d'Enregistrement Universel a été déposé le 7 juin 2021 auprès de l'Autorité des marchés financiers, en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) n° 2017/1129, sans approbation préalable conformément à l'article 9 dudit règlement.

Le Document d'Enregistrement Universel peut être utilisé aux fins d'une offre au public de valeurs mobilières ou de l'admission de valeurs mobilières à la négociation sur un marché réglementé s'il est complété par une note relative aux valeurs mobilières et le cas échéant, un résumé et tous les amendements apportés au Document d'Enregistrement Universel. L'ensemble alors formé est approuvé par l'AMF conformément au règlement (UE) 2017-1129.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

1. Présentation du groupe Ecore

La présentation de l'activité et des informations financières du groupe Ecore en section 1 sont extraites des états financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. annexés au présent Amendement.

Les informations financières de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, certifiées par BDO, commissaire aux comptes de Groupe Ecore Holding S.A.S., sont présentées en annexe 1 au présent Amendement. Les informations financières de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 ayant fait l'objet d'un examen limité par BDO, en la qualité de commissaire aux comptes de Groupe Ecore Holding S.A.S., sont présentées en annexe 2 au présent Amendement.

1.1. Présentation de l'activité de groupe Ecore

1.1.1. Synthèse

Ecore est l'un des principaux acteurs du marché français du recyclage des métaux, intégré depuis la collecte des déchets jusqu'à la vente des matériaux recyclés. Au 31 mars 2021, Ecore opérait sur 83 sites (dont 68 sites de collecte) dans le monde, principalement en France où Ecore détient une part de marché d'environ 10-15 %. Ecore vend principalement des métaux ferreux tels que la ferraille (81 % des volumes vendus au 31 mars 2021), des métaux non ferreux tels que l'aluminium, l'acier inoxydable, le cuivre et le laiton (6 % des volumes vendus au 31 mars 2021), d'autres matériaux, tels que le papier, le plastique et le carton (12 % des volumes vendus au 31 mars 2021) et le plomb pour batteries (1 % des volumes vendus au 31 mars 2021). Ecore se concentre principalement sur : (i) la collecte des déchets grâce à ses réseaux locaux ; (ii) l'utilisation de ses installations industrielles pour trier et traiter les déchets qu'elle collecte et pour fournir à ses clients de grands volumes de matériaux recyclés de qualité ; et (iii) l'exploitation de ses capacités logistiques et de son accès aux ports en eaux profondes pour répondre rapidement aux conditions du marché dans les zones où elle opère.

Au 30 septembre 2020, en moyenne 22 % du chiffre d'affaires d'Ecore était réalisé en France, tandis que le reste était réalisé dans d'autres pays européens et à en dehors d'Europe.

Le Groupe Ecore a réalisé au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 un chiffre d'affaires de 881 M€, et un EBITDA publié (après application de la norme IFRS 16) de 53 M€. Elle emploie 1.300 collaborateurs, et développe ses activités de recyclage de déchets métalliques (92% du chiffre d'affaires) sur 83 sites situés en France, Belgique, Suisse, Roumanie, Hongrie.

Les volumes traités par Ecore au cours de l'exercice clos le 30/9/2020 sont les suivants :

- Ferrailles : 2.238 Kt (dont 518 Kt de négoce)
- Métaux non-ferreux : 216 Kt (dont 37 Kt de batteries)

Pour la période de douze mois close le 31 mars 2021, Ecore a généré un chiffre d'affaires de 1 067 millions d'euros et un EBITDA de 77,5 millions d'euros.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

1.1.2. Histoire d'Ecore

En 1965, GDE a été créé par Guy Dauphin. En 1993, le fils de Guy Dauphin, Claude Dauphin, a créé le groupe Ecore avec GDE comme filiale française.

Une phase d'investissements lourds a débuté, jusqu'en 2014, pendant laquelle Ecore a engagé environ 280 millions d'euros de (i) dépenses d'investissement, en achetant un large éventail d'actifs industriels de premier ordre avec des installations et (ii) des dépenses de fusion et d'acquisition qui ont entraîné une augmentation significative de la part de marché d'Ecore.

En 2016, H.I.G. Capital, une importante société mondiale d'investissement en capital-investissement, a pris une participation stratégique importante dans Ecore. Une nouvelle équipe de direction, dirigée par Jean-François Varagne, a été recrutée.

L'activité principale d'Ecore consiste à collecter les déchets métalliques auprès de ses fournisseurs, à peser, trier et traiter les déchets collectés et à vendre des matières premières secondaires à ses clients. Les matières traitées par Ecore comprennent principalement les métaux ferreux, les métaux non ferreux (tels que l'aluminium, le cuivre et l'acier inoxydable), les batteries de voiture à base de plomb et, dans une moindre mesure, le plastique, le papier et le carton.

Bien que la majorité des produits vendus par Ecore soient recyclés par l'intermédiaire de ses plates-formes de traitement, Ecore a également développé une précieuse activité de négoce, qui implique l'achat de matériaux traités et la vente et l'expédition directe à ses clients. L'activité de négoce de métaux ferreux de Ecore sert également son activité principale de recyclage à l'exportation, car elle permet à Ecore de remplir ses navires affrétés (qui représentent 20 000 à 30 000 tonnes) plus rapidement et donc d'accélérer la rotation des stocks.

1.1.3. Collecte et traitement des déchets

1.1.3.1. Fournisseurs de déchets

Ecore achète des déchets métalliques auprès d'un ensemble diversifié de fournisseurs. Ecore bénéficie d'une base de fournisseurs importante et diversifiée, ses dix premiers fournisseurs représentant moins de 25 % du volume total qu'elle a acheté au 30 septembre 2020. Ces fournisseurs vont des particuliers aux grands groupes industriels (les pourcentages sont calculés sur la base des chiffres de l'exercice clos le 30 septembre 2020) :

- 58% des volumes ont été achetés auprès de petits et moyens récupérateurs de métaux. Cela inclut les revendeurs de déchets et les démolisseurs de voitures, qui revendent souvent une partie ou la totalité de leurs déchets métalliques à de grands acteurs tels qu'Ecore, en raison de leur manque de capacité interne pour traiter le volume qu'ils collectent, de leur accès limité aux marchés internationaux et aux clients de matières premières secondaires (qui ont tendance à imposer des règles de conformité strictes à leurs fournisseurs) et de leur manque de relations durables nécessaires pour sécuriser l'approvisionnement ;
- 17% collectés à partir des chutes de production de l'industrie automobile, de l'industrie aérospatiale, des emboutisseurs de métaux et d'autres usines locales ;
- 12% collectés auprès de particuliers et d'artisans ;
- 4% de déchets générés par les activités de construction et de démolition achetés auprès d'entreprises de construction et de démolition ;
- 4% collectés auprès de propriétaires de trains (dont la SNCF) et d'éco-organismes et
- le reste provient de villes et de sites de déchets municipaux, qui représentaient 5% des volumes d'Ecore au 30 septembre 2020.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

1.1.3.2. Catégories de déchets

Les déchets collectés par Ecore peuvent être classés en trois grandes catégories : les déchets métalliques (ferreux et non ferreux), les batteries et les autres matériaux.

Les métaux ferreux commercialisés sont les ferrailles préparées et les déchets de fonte, qu'Ecore fournit aux aciéries, et aux fonderies. Ecore a collecté 2.722 milliers de tonnes de métaux ferreux au cours de la période de douze mois se terminant le 31 mars 2021. Ecore a traité un volume total de 1.553 milliers de tonnes de déchets métalliques ferreux au cours de la période de douze mois se terminant le 31 mars 2021. En ce qui concerne les métaux non ferreux, les produits commercialisés sont l'aluminium, le plomb, l'acier inoxydable, le cuivre, le zinc et le laiton, que Ecore fournit aux métallurgistes et affineurs. Ecore a collecté 170 milliers de tonnes de métaux non ferreux au cours de la période de douze mois se terminant le 31 mars 2021. Un volume total de 38 milliers de tonnes de métaux non ferreux a été traité par Ecore au cours de la période de douze mois se terminant le 31 mars 2021.

Ecore traite également les batteries pour en extraire le plomb. Le volume total de plomb produit par Ecore au cours de la période de douze mois se terminant le 31 mars 2021 était de 34 milliers de tonnes. En outre, le traitement d'autres matériaux (principalement le papier, le plastique et le carton) constitue une part de l'activité de Ecore. Ecore a livré 353 milliers de tonnes d'autres matériaux au cours de la période de douze mois se terminant le 31 mars 2021.

1.1.3.3. Matériels

Grâce à l'investissement important réalisé dans sa base d'actifs, Ecore dispose d'une base d'actifs industriels lui permettant de collecter, trier et recycler les métaux et autres matériaux. Ecore possède notamment 6 broyeurs de métaux pour les déchets non ferreux et ferreux. Ecore possède également 3 usines de post-traitement qui sont utilisées pour le post-traitement des métaux ferreux et d'autres usines de traitement pour les batteries et les plastiques.

En outre, au 30 septembre 2020, Ecore utilisait 4 barge sur le Rhône, la Seine et la Méditerranée, qui servent principalement à la collecte des déchets et aux livraisons aux clients ; 46 cisailles fixes et mobiles pour les ferrailles et les déchets ferreux; 267 grues fixes et mobiles, y compris des grues portuaires pour les expéditions ; 252 camions utilisés pour le transport entre les sites des fournisseurs, les sites de collecte et les sites de transformation.

Sites

Au 30 septembre 2020, les activités d'Ecore couvrent 83 sites actifs en France et à l'international. Ces propriétés sont détenues par plusieurs filiales de Ecore. 13 sites sont exploités par le biais de concessions (notamment les 4 ports de Ecore) et 14 des sites actuellement utilisés dans les opérations de Ecore sont loués. Le reste est la propriété de Ecore.

Le portefeuille dense de sites de Ecore associe des zones industrielles, des zones de chutes de production, des zones de forte population et de consommation, et des zones industrielles dynamiques avec des installations de recyclage. Une large empreinte géographique permet à Ecore d'être plus proche de ses fournisseurs et de ses clients, ce qui est un facteur important contribuant aux importants volumes de déchets collectés et traités par Ecore, tout en permettant à Ecore de réduire ses coûts de transport et ses délais.

Les sites d'Ecore peuvent être répartis dans les trois catégories générales suivantes : les sites de collecte, les sites de transformation et les sites situés dans les ports.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

1.1.4. Vente de matières premières secondaires

La majorité des revenus de Ecore provient du recyclage des matériaux ferreux. Au 31 mars 2021 (12 mois), Ecore a vendu 2.460 kilotonnes de métaux ferreux, dont 581 kilotonnes au travers de son activité négoce. Les métaux ferreux représentent 81% du volume total des matériaux de recyclage vendus par Ecore au cours de la période.

En ce qui concerne les métaux non ferreux, Ecore a vendu un volume total de 235 kilotonnes au cours de la période de douze mois close le 31 mars 2021 (incluant 43 kilotonnes de batteries).

Le recyclage d'autres matériaux a représenté un volume de 353 kilotonnes au cours de la même période.

Portefeuille de clients pour les matières premières secondaires

Ecore bénéficie d'un portefeuille de clients large et diversifié dans le segment des matières premières secondaires. Ecore entretient des relations de longue date avec de nombreux clients. La durée de la relation avec les cinq principaux clients de Ecore, qui représentent environ 33% des ventes nettes au 30 septembre 2020, est de l'ordre de 5 à 15 ans. L'activité de vente de matières premières secondaires de Ecore n'est pas régie par des relations contractuelles formelles, mais fonctionne plutôt sur la base de commandes ponctuelles sur une base mensuelle.

Les clients d'Ecore dans le domaine des métaux ferreux comprennent de grands aciéristes et fonderies, tels qu'ArcelorMittal, Riva Acier, BSW, Habas et Swiss Steel. Arcelor Mittal est le client le plus important d'Ecore dans l'ensemble en termes de ventes pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, contribuant à hauteur de 10% des ventes totales pour cette période, suivi de Riva et Habas, contribuant respectivement à hauteur de 8% et 8%. Les clients d'Ecore dans le domaine des métaux non ferreux comprennent des raffineries, des transformateurs de ferraille et des aciéries, à savoir Aurubis, Aperam, Profilglass, Befesa et Industeel. Aurubis est le client le plus important d'Ecore pour les métaux non ferreux en termes de ventes pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, contribuant à hauteur de 5% des ventes totales, suivi par Industeel et Aperam, contribuant respectivement à hauteur de 2% chacun des ventes totales.

Négoce

Bien que la majorité des produits vendus par Ecore soient issus d'un processus de recyclage, Ecore a également développé une activité de négoce, qui implique l'achat de matériaux auprès de fournisseurs et la vente et l'expédition directes au client final, sans aucun traitement des matériaux par Ecore. L'activité de vente au négoce de ferrailles de Ecore sert également son activité principale de recyclage à l'exportation, car elle permet à Ecore de remplir plus rapidement ses expéditions (d'un volume standard de 20 kilotonnes à 30 kilotonnes) et donc d'accélérer la rotation des stocks.

Une partie importante de l'activité de négoce de Ecore est livrée en Turquie. Bien que cela représente une grande partie du volume d'Ecore, Ecore a la capacité de réacheminer facilement ce volume vers l'Espagne, l'Inde, l'Arabie Saoudite.

En outre, comme la plupart des volumes vendus à la Turquie proviennent de l'activité de négoce, l'impact sur l'EBITDA est limité.

1.1.5. Fixation du prix d'achat et de vente

La grande majorité des achats de Ecore sont réalisés dans le cadre d'un système d'achat au comptant. Cependant, Ecore a conclu des accords à terme (généralement trois ans) avec des usines pour leurs déchets de fabrication et de grands groupes industriels tels que la SNCF et Suez pour leurs déchets. Pour ces accords à terme, le prix d'achat est basé sur des indices (Q06, BDSV) construits pour refléter les fluctuations des prix de vente.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

Les ventes de matières premières secondaires issues du recyclage de Ecore sont centralisées par des structures commerciales spécialisées par produit et conçues pour distribuer efficacement les volumes disponibles aux utilisateurs finaux à travers le réseau de Ecore. L'équipe commerciale de Ecore est en contact régulier avec son réseau de clients afin de surveiller les stocks, d'orienter la production en fonction de la demande, de négocier les prix, de contribuer à assurer les livraisons dans les délais et de gérer les réclamations éventuelles.

Prix des métaux ferreux

Les prix auxquels Ecore achète les métaux ferreux découlent d'une approche descendante et sont fixés en fonction des facteurs suivants : (i) les prix de vente négociés avec les clients de Ecore (par exemple, les sidérurgistes) sur une base mensuelle ; (ii) les coûts de production et de logistique ; et (iii) les marges cibles de Ecore.

Les prix d'achat d'Ecore sont basés sur :

- les prix demandés par les sidérurgistes situés à proximité de la région concernée (par exemple, Riva France pour l'Île-de-France et la Normandie, Arcelor Luxembourg pour l'Est et le Nord, Riva Italie et Celsa Espagne pour Rhône-Alpes) ;
- la concurrence locale, ainsi que les prix demandés par les sidérurgistes espagnols et non-européens dans le cas des régions Bretagne-Atlantique et Normandie ; et
- les prix demandés par les sidérurgistes non-européens dans le cas de l'exportation en négoce à partir du port de Gand.

En définitive, les prix d'achat des métaux ferreux que Ecore propose à ses fournisseurs sont déterminés par les prix de vente fixés pour ses clients et sont fixés par la direction générale de Ecore sur une base hebdomadaire, ou plus souvent si nécessaire, après discussion avec l'équipe commerciale nationale et les directeurs régionaux.

Prix des métaux non ferreux

La stratégie de Ecore consiste à couvrir, dans la mesure du possible, ses achats par une vente.

Chaque jour, Ecore contacte une majorité de ses clients pour identifier leurs besoins et leur base de prix. Ensuite, une liste de prix est envoyée à tous les sites de vente et aux représentants des achats afin de mettre à jour les prix d'achat en temps réel. L'équipe nationale consolide quotidiennement les volumes achetés, catégorie par catégorie, afin de les faire correspondre aux volumes vendus.

Les achats doivent être couverts par une vente, et Ecore peut vendre plusieurs fois par jour au même client si nécessaire. Chaque mois, Ecore achète et vend environ 20 kilotonnes de métaux non ferreux.

Ecore peut vendre au comptant (environ 90 % des ventes de Ecore) ou par le biais de "contrats ouverts" (environ 10% des ventes de Ecore au 31 mars 2021). Ces contrats ont une durée de deux mois maximum et, en raison des bonnes relations entre Ecore et ses clients, peuvent généralement être livrés avec une grande flexibilité.

Ecore peut vendre à un prix fixe (aluminium secondaire) ou à un pourcentage de l'indice LME correspondant. Dans ce dernier cas, Ecore achète également à un pourcentage de l'indice LME, plusieurs fois par jour si nécessaire, afin d'imputer la vente sur le contrat et de protéger sa marge.

Ecore adapte en permanence les volumes vendus aux volumes achetés, en utilisant comme variable d'ajustement les lots achetés par ses représentants acheteurs. Parallèlement, Ecore ajuste quotidiennement le prix d'achat au prix de vente (fixe ou indexé). Par conséquent, Ecore n'est pas exposée aux fluctuations du marché.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

1.1.6. Questions d'environnement, de santé et de sécurité

Les opérations de recyclage peuvent être une source de pollution pour l'environnement si elles ne sont pas effectuées dans des centres de traitement disposant des équipements nécessaires à la protection de l'environnement, ou si les règles et réglementations applicables en matière d'environnement, de santé et de sécurité ne sont pas respectées lors de ces opérations.

Ecore s'engage à respecter des normes élevées dans le domaine de la sécurité environnementale. 14 des plus importants chantiers de Ecore sont certifiés ISO 14001 et 17 chantiers sont certifiés ISO 9001. Au cours des dernières années, Ecore a réalisé d'importants investissements dans ses chantiers afin de garantir un niveau élevé de protection de l'environnement. Les chantiers de Ecore sont officiellement enregistrés auprès des administrations municipales concernées, comme l'exigent les lois et règlements en vigueur, et respectent les exigences générales et/ou les exigences spécifiques qui peuvent être imposées dans le cadre de leur licence d'exploitation d'un tel chantier. Les sites de Ecore sont également régulièrement inspectés par des agents du gouvernement ou leurs représentants.

1.1.7. Salariés

Au 31 mars 2021, Ecore comptait un total de 1.445 salariés (1.353 hors intérimaires extérieurs), en France et à l'étranger. La majorité des salariés de Ecore sont sous contrat de travail à durée indéterminée et travaillent à temps plein. Ecore fait occasionnellement appel à une main-d'œuvre temporaire. Au 31 mars 2021, 6% de l'effectif de Ecore était composé de travailleurs intérimaires.

Au 31 mars 2021, le département de production et de maintenance de Ecore employait 855 personnes, soit 63 % de l'effectif total de Ecore (à l'exclusion des travailleurs temporaires) et se composait principalement de contremaîtres, de grutiers, de conducteurs de chariots élévateurs, de manutentionnaires, et de personnel administratif sur site ; le département de transport et de logistique de Ecore employait 249 personnes et se composait principalement de conducteurs de camions et de responsables de la chaîne d'approvisionnement ; le département commercial de Ecore employait 174 personnes et se composait principalement d'acheteurs ; Le service financier et administratif de Ecore employait 61 personnes et se composait de comptables, de trésoriers et de contrôleurs financiers ; le service commercial de back-office de Ecore employait 54 personnes ; l'équipe de direction de Ecore employait 12 personnes ; le service qualité et HSE de Ecore employait 19 personnes ; le service des ressources humaines de Ecore employait 21 personnes ; et le service informatique de Ecore employait 8 personnes.

Les employés à temps plein de Ecore sont couverts par l'accord de participation aux bénéfices obligatoire de Ecore et par le plan d'épargne de Ecore. L'ensemble du personnel de Ecore est couvert par une convention collective nationale de travail pour l'industrie et le commerce du recyclage et pour les entreprises de logistique. Ecore n'a pas connu de grèves locales importantes ou d'arrêts de travail au cours des trois dernières années. Les membres des comités d'entreprise sont régulièrement informés et consultés dans le cadre des différents projets envisagés par Ecore, et jusqu'à présent, tous ces projets ont été considérés favorablement par les comités d'entreprise. Dans l'ensemble, Ecore estime avoir de bonnes relations avec les représentants du personnel.

La santé et la sécurité sont l'une des principales priorités de Ecore, qui a mis en œuvre une série de mesures pour améliorer la sécurité et réduire le nombre d'accidents du travail. Ecore a mis en place des comités de santé et de sécurité dédiés pour suivre les progrès. En outre, Ecore dispose d'un chef de la sécurité, d'un responsable de la sécurité et de coordinateurs de la qualité, de la sécurité et de l'environnement qui sont chargés de mettre en œuvre les procédures de sécurité. En outre, les employés de Ecore suivent régulièrement des formations à la sécurité, telles que celles relatives à la conduite de véhicules, à l'utilisation d'un extincteur, à la manipulation d'équipements électriques et à la manipulation de fluide frigorigène.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

1.1.8. Assurance

Le programme d'assurance de Ecore est géré de manière centralisée. Ecore estime qu'elle maintient les types et les montants d'assurance habituels dans son secteur et dans les juridictions dans lesquelles elle opère et considère que sa couverture d'assurance est adéquate pour ses activités ; toutefois, Ecore ne peut garantir que sa couverture d'assurance la protégera de manière adéquate contre tous les risques qui peuvent survenir ou dans des montants suffisants pour éviter toute perte importante.

Ecore maintient des polices d'assurance comme l'exigent les lois applicables des juridictions dans lesquelles elle opère. Ecore souscrit des polices d'assurance, dans lesquelles Ecore est incluse en tant qu'assuré, pour couvrir les risques environnementaux, financiers et techniques (y compris les risques d'assemblage et de construction, le cas échéant) et la responsabilité potentielle pour les blessures ou les dommages causés aux équipements ou aux matériaux utilisés par Ecore et par des tiers. Les administrateurs et les dirigeants de Ecore sont également couverts contre les responsabilités de tiers.

1.1.9. Litiges

De temps à autre, dans le cours normal de ses activités, Ecore est partie à diverses procédures gouvernementales, réglementaires, judiciaires et d'arbitrage.

Guy Dauphin Environment S.A., filiale à 100 % de GEH (" GDE "), a fait l'objet de poursuites pénales pour des faits présumés de manipulation frauduleuse par des employés, visant à réduire le poids des déchets recyclables achetés aux fournisseurs, ou à augmenter le poids des déchets recyclables facturés aux clients. Ces faits présumés se sont déroulés entre janvier 2011 et janvier 2014 sur le site du Mans. Le tribunal correctionnel du Mans a rendu un jugement le 22 septembre 2017, prononçant une amende pénale de 700 K€ à l'encontre de GDE, une condamnation à 728 K€ de dommages-intérêts dus par GDE et l'ancien PDG conjointement aux parties civiles, qui ont été désintéressées depuis, et la saisie d'un million d'euros sur les comptes de GDE en compensation des dommages subis par les parties civiles. Cette sentence constituait le montant le plus élevé des sanctions monétaires disponibles en vertu des lois applicables et fait actuellement l'objet d'un appel par le groupe. L'exécution de la sentence a été suspendue en attendant l'appel. Ecore a pris des mesures importantes pour s'assurer que les pratiques à l'origine de ce litige ne sont plus employées par le groupe Ecore.

Ecore n'est pas actuellement, et n'a pas été au cours des douze derniers mois, partie à d'autres procédures gouvernementales, réglementaires, litigieuses ou arbitrales importantes, y compris toute procédure de ce type qui est en cours ou dont Ecore a connaissance, qui pourrait avoir, ou a eu dans un passé récent, des effets significatifs sur la position financière ou la rentabilité de Ecore.

1.2. Situation financière et résultats d'exploitation

Vue d'ensemble

Les résultats d'exploitation de Ecore ont été historiquement affectés par les volumes de déchets recyclés, les conditions économiques, les tendances du marché du recyclage, la capacité à protéger les marges contre les risques du marché, les modifications du réseau de collecte de Ecore, les lois et réglementations environnementales, les coûts de transport et les coûts fixes et variables.

Les informations financières discutées ci-dessous ont été extraites des états financiers de GEH. Ecore a préparé ses états financiers conformément aux normes IFRS. Voir " Présentation des informations financières et autres - Informations financières historiques de Ecore ".

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

1.2.1. Compte de résultat

Le tableau ci-dessous présente le compte de résultat consolidé et d'autres données de Ecore pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019 et pour les périodes de six mois closes les 31 mars 2021 et 2020.

	Exercice clos le 30 septembre		Semestre clos le 31 mars	
	2020	2019	2021	2020
	Post-IFRS 16	Post-IFRS 16	Post-IFRS 16	Post-IFRS 16
	(audité)	(non-audité)		
<i>En millions d'euros</i>				
Chiffre d'affaires	880,5	1,159,7	658,0	471,1
Achats consommés	(595,3)	(825,5)	(467,7)	(321,4)
Frais de transport	(96,6)	(118,1)	(62,5)	(52,6)
Coût des ventes	(691,9)	(943,5)	(530,3)	(373,9)
Charges externes	(60,4)	(78,1)	(36,6)	(33,2)
Charges de personnel	(68,9)	(72,8)	(37,9)	(36,4)
Autres produits et charges opérationnels	(6,7)	(2,3)	(3,0)	(2,3)
EBITDA	52,7	63,0	50,2	25,3
Dotation aux amortissements	(42,2)	(43,0)	(20,3)	(19,7)
Impairment	0,0	0,0	-	-
Autres produits et charges non-opérationnels	12,3	(8,2)	-	-
Résultat d'exploitation	22,8	11,8	29,9	5,7
Charge d'intérêts	(22,6)	(18,9)	(11,4)	(11,3)
Produits d'intérêts	0,0	0,1	-	-
Coût financier net	(22,6)	(18,9)	(11,4)	(11,3)
Autres produits et charges financiers	(0,7)	(2,4)	(1,5)	(1,1)
Résultat des sociétés mises en équivalence	0,2	0,2	-	0,1
Résultat avant impôt des activités poursuivies	(0,3)	(9,3)	17,0	(6,7)
Impôt sur les sociétés	10,2	(16,8)	(3,5)	(1,7)
Résultat net	9,9	(26,2)	13,6	(8,3)

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

1.2.1.1. Comparaison des semestres se terminant le 31 mars 2021 et 2020

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-dessous présente le chiffre d'affaires d'Ecore par secteur d'activité pour les semestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

	Semestre clos le 31 mars		
	2021	2020	% variation
	en millions d'euros		
Chiffre d'affaires			
Ferrailles.....	402,5	271,4	48%
Métaux non-ferreux.....	182,3	142,9	28%
Batteries.....	23,8	19,3	23%
Autres.....	49,3	37,5	32%
Total chiffre d'affaires.....	658,0	471,1	40%

Le chiffre d'affaires d'Ecore a augmenté de 186,9 M€, soit 39,7 %, passant de 471,1 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 658,0 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021. Cette hausse est principalement due à une augmentation de 16,3 % des volumes mondiaux vendus par Ecore et à une augmentation de 20,1 % des prix de vente. Les prix des métaux ferreux ont atteint des sommets pluriannuels au cours de la période. Le chiffre d'affaires d'Ecore pour le semestre clos le 31 mars 2020 a été affecté par la rétention des fournisseurs au cours du premier trimestre de l'exercice clos le 30 septembre 2020 en raison de prix bas sur plusieurs années et du début de la crise du COVID-19 au cours du deuxième trimestre de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Coût des matières premières

Le coût des matières premières a augmenté de 146,4 M€, soit 45,6 %, passant de 321,4 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 467,7 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021. Cela est principalement dû à un effet de volume positif ainsi qu'à une augmentation des prix d'achat des ferreux et des non-ferreux.

Frais de transport

Les frais de fret ont augmenté de 9,9 M€, soit 18,9 %, passant de 52,6 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 62,5 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des volumes vendus qui a été partiellement compensée par la baisse des coûts de carburant et les économies de coûts suite à la mise en œuvre du plan d'efficacité du transport et de la logistique.

Charges externes

Les charges externes ont augmenté de 3,5 M€, soit 10,4 %, passant de 33,2 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 36,6 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021. Cette hausse est principalement due à l'augmentation des coûts d'entretien et de réparation en relation avec l'augmentation du volume traité.

Frais de personnel

Les frais de personnel ont augmenté de 1,6 million €, soit 4,3 %, passant de 36,4 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 37,9 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021. Cette augmentation est principalement due à un échelonnement différent des primes et des provisions pour retraite et à une augmentation des salaires.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation ont augmenté de 0,7 million €, passant de 2,3 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 3,0 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021. Cela est principalement dû à une augmentation de la provision environnementale.

Dépréciation/amortissement

Les dépréciations / amortissements ont augmenté de 0,6 million €, soit 3,0 %, passant de 19,7 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 20,3 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021.

Coût de l'endettement net

Le coût de la dette nette a augmenté de 0,1 million €, passant de 11,3 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 11,4 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021. Cela est principalement dû au tirage sur la facilité de crédit renouvelable au cours du semestre clos le 31 mars 2021.

Charges d'impôt sur les sociétés

L'impôt sur le résultat a augmenté de 1,8 million €, passant de 1,7 million € pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 3,5 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2021.

1.2.1.2. Comparaison des exercices clos le 30 septembre 2020 et 2019

Chiffre d'affaires

Le tableau ci-dessous présente les revenus de Ecore par secteur d'activité pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019.

	Exercice clos le 30 septembre		% variation
	2020	2019	
	<i>en millions d'euros</i>		
Chiffre d'affaires			
Ferrailles	511,3	684,4	(25)%
Métaux non-ferreux	263,2	329,9	(20)%
Batteries	34,5	47,4	(27)%
Autres	71,5	97,9	(27)%
Total chiffre d'affaires.....	880,5	1 159,7	(24)%

Le chiffre d'affaires de l'activité Ferrailles d'Ecore a diminué de 173,1 M€ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 en raison d'un effet de volume négatif associé à une baisse des prix, en raison de la pandémie de Covid-19. La baisse du chiffre d'affaires des activités non ferreuses et des batteries d'Ecore au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 est également principalement due à la pandémie de Covid-19, qui a réduit les volumes vendus au cours de la période.

Les revenus de Ecore ont diminué de 279,1 millions d'euros, soit 24,1 %, passant de 1 159,7 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 880,5 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cela est principalement dû à la diminution des volumes mondiaux d'Ecore de 17 % sur la période en raison de la pandémie de Covid-19 conjointement à une baisse du prix de vente moyen des métaux ferreux et non ferreux.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

Coût des achats consommés

Le coût des matières premières a diminué de 230,2 M€, soit 27,9 %, passant de 825,5 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 595,3 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette baisse est principalement due à une diminution des volumes et du prix d'achat moyen des métaux ferreux et non ferreux.

Frais de transport

Les frais de transport ont diminué de 21,4 M€, soit 18,1 %, passant de 118,1 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 96,6 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cela s'explique principalement par la diminution des volumes vendus induite par l'impact de la pandémie Covid-19 ainsi que par les économies de coûts suite à la mise en œuvre du plan d'efficacité du transport et de la logistique.

Charges externes

Les charges externes ont diminué de 17,7 M€, soit 22,6 %, passant de 78,1 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 60,4 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette diminution est due à la première mise en œuvre de la norme IFRS 16 sur les contrats de location avec un impact de 8,6 M€ sur les coûts de location de Ecore et aux économies sur nos coûts opérationnels résultant de la diminution de l'activité.

Charges de personnel

Les charges de personnel ont diminué de 3,9 M€, soit 5,4 %, passant de 72,8 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 68,9 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette baisse s'explique principalement par les mesures de chômage partiel mises en œuvre principalement pendant la première période de confinement en Europe entre mars et mai 2020.

Autres produits et charges d'exploitation

Les autres produits et charges d'exploitation ont augmenté de 4,4 M€, passant de 2,3 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 6,7 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette augmentation est principalement due à une reprise de provision exceptionnelle en 2019.

Dépréciation/amortissement

Les dépréciations / amortissements ont diminué de 0,8 million €, soit 1,8 %, passant de 43,0 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 42,2 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Autres produits et charges non récurrents

Les autres produits ont augmenté de 20,5 millions d'euros, passant de (8,2) M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 12,3 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, principalement en raison d'une indemnité de 12 M€ reçue de la compagnie d'assurance d'Ecore concernant l'incendie qui a entraîné la destruction du centre de tri des déchets de Ecore situé à Rocquancourt, en France, en décembre 2018. Cette augmentation comprend également 4,4 M€ de coûts exceptionnels encourus en raison de cette destruction, qui ont été compensés par une reprise de provision de 5,5 M€ comptabilisée en septembre 2019 et 0,9 million € de coûts exceptionnels liés à la pandémie Covid-19.

Coût de l'endettement net

Le coût de la dette nette a augmenté de 3,7 M€, passant de 18,9 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 22,6 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette augmentation est principalement due à l'impact en année pleine des obligations à taux variable garanties de premier rang et du tirage sur la facilité de crédit renouvelable au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

Autres produits et charges financiers

Les autres produits et charges financiers ont diminué de 1,7 M€, passant de 2,4 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 0,7 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Charges d'impôt sur les sociétés

L'impôt sur le résultat a diminué de 27 M€, passant de (16,8) M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 10,2 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette augmentation est principalement due à la variation des impôts différés.

1.2.2. Liquidité et ressources en capital

La liquidité décrit la capacité de Ecore à générer des flux de trésorerie suffisants pour répondre aux besoins de trésorerie de son activité, y compris les besoins en fonds de roulement, les obligations de service de la dette, les dépenses d'investissement, les pertes d'exploitation, les acquisitions et les obligations et engagements contractuels.

Les principales sources de liquidités de Ecore sont les flux de trésorerie d'exploitation, les liquidités existantes de Ecore, le fonds de roulement et les emprunts, y compris dans le cadre de sa facilité de crédit renouvelable et de sa facilité d'affacturage.

1.2.2.1. Comparaison des périodes de six mois se terminant le 31 mars 2021 et 2020

Besoin en Fonds de roulement net

Le besoin en fonds de roulement net d'Ecore est défini comme les stocks plus les créances, moins les dettes et plus le besoin en fonds de roulement non commercial. Le tableau suivant présente le besoin en fonds de roulement net d'Ecore pour le semestre clos le 31 mars 2021, par rapport aux exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019.

	Au 31 Mars	Au 30 Septembre	Variation
	2021	2020	
	en millions d'euros		
Stocks	74,1	54,9	19,2
Créances clients	80,9	49,9	31,0
Dettes fournisseurs	(233,1)	(171,8)	(61,2)
Besoin en fonds de roulement d'exploitation.....	(78,1)	(67,1)	(11,0)
Besoin en fonds de roulement hors exploitation	5,3	5,3	(0,1)
Besoin en fonds de roulement net	(72,8)	(61,8)	(11,0)

Le besoin en fonds de roulement net a diminué de (11,0) M€, passant de (61,8) M€ au 30 septembre 2020 à (72,8) M€ au 31 mars 2021.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente un résumé des flux de trésorerie de Ecore provenant des activités d'exploitation, des activités d'investissement et des activités de financement, pour les semestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

	Semestre clos le 31 mars		
	2021 (non-audité)	2020 (non-audité)	Variation
	en millions d'euros		
Résultat net.....	13,6	(8,3)	21,9
Dotation aux amortissements et provisions	20,3	19,7	0,6
Coût de l'endettement financier net.....	11,4	11,3	0,1
Augmentation (baisse) des provisions	0,5	(3,4)	3,9
Autres (produits) et charges non opérationnels	0,7	(0,8)	1,4
Variation du besoin en fonds de roulement net	11,0	1,0	10,1
Dividendes reçus des participations	-	-	-
Impôts (payé) ou reçu	(3,0)	0,8	(3,8)
Impôt sur les sociétés (courant et différé)	3,5	1,7	1,8
Flux de trésorerie des activités opérationnelles.....	57,8	21,9	35,9
Flux de trésorerie des activités d'investissement.....	(10,1)	(8,1)	(2,0)
Flux de trésorerie des activités d'investissement.....	(17,9)	29,6	(47,6)
Trésorerie et équivalents en début de période.....	123,7	56,0	67,7
Trésorerie et équivalents en fin de période	153,4	99,4	54,0
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	29,7	43,4	13,6

Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation ont augmenté de 35,9 M€ au cours du semestre clos le 31 mars 2021 par rapport au semestre clos le 31 mars 2020. Cette forte augmentation au cours du premier semestre de l'exercice se terminant le 30 septembre 2021 est due à la génération d'EBITDA couplée à une optimisation positive continue du fonds de roulement d'Ecore.

Flux de trésorerie net provenant des (utilisé dans les) activités d'investissement

Le flux de trésorerie net utilisé dans les activités d'investissement a diminué de (2,0) M€ au cours du semestre clos le 31 mars 2021 par rapport au semestre clos le 31 mars 2020.

Flux de trésorerie nets provenant des (utilisés dans les) activités de financement

Le flux de trésorerie net utilisé dans les activités de financement a diminué de (47,6) M€ au cours du semestre clos le 31 mars 2021 par rapport au semestre clos le 31 mars 2020. Cela s'explique principalement par le tirage de 40 M€ de la facilité RCF d'Ecore ainsi que par le tirage de 8,5 millions € de ses lignes de crédit bancaire en mars 2020.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

Dépenses d'investissement

Le tableau suivant présente un résumé des dépenses d'investissement de Ecore, hors IFRS 16, pour les semestres clos les 31 mars 2021 et 2020.

	Semestres clos le 31 mars		
	2021	2020	Variation
<i>en millions d'euros</i>			
Projets d'investissements	1,2	0,5	0,7
Investissements de maintenance et autres	13,6	11,3	2,4
Investissements corporels	15,0	11,8	3,1
Investissements incorporels.....	0,2	0,3	(0,1)
Total Investissements.....	15,1	12,0	3,0
Investissements payés en trésorerie.....	11,1	8,3	2,9
Investissements finançés par crédit-bail.....	3,9	3,8	0,2

Les dépenses d'investissement ont augmenté de 3,0 M€, passant de 12,0 M€ pour le semestre clos le 31 mars 2020 à 15,1 millions € pour le semestre clos le 31 mars 2021. Cela est principalement dû à l'augmentation des dépenses d'investissement de maintenance. Les dépenses d'investissement dans les projets font référence aux investissements dans des projets spécifiques réalisés par Ecore.

1.2.2.2. Comparaison des exercices clos le 30 septembre 2020 et 2019

Besoin en fonds de roulement net

Le besoin en fonds de roulement net d'Ecore est défini comme les stocks plus les créances, moins les dettes, plus le besoin fonds de roulement hors exploitation. Le tableau suivant présente le besoin en fonds de roulement net d'Ecore pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019.

	Au 30 septembre		
	2020	2019	Variation
	Post-IFRS 16	Post-IFRS 16 (audité)	
<i>en millions of euros</i>			
Stocks	54,9	52,9	2,0
Créances clients	49,9	50,1	(0,2)
Dettes fournisseurs	(171,8)	(172,7)	0,9
Besoin en fonds de roulement d'exploitation	(67,1)	(69,7)	2,6
Besoin en fonds de roulement hors exploitation	5,3	8,4	(3,1)
Besoin en fonds de roulement net.....	(61,8)	(61,3)	0,5

Le besoin en fonds de roulement net a diminué de 0,5 M€, passant de (61,3) millions € au 30 septembre 2019 à (61,8) M€ au 30 septembre 2020. Ecore a bénéficié de paiements différés de charges sociales pour 7,7 millions € au 30 septembre 2020 en raison de la pandémie COVID-19.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

Flux de trésorerie

Le tableau suivant présente un résumé des flux de trésorerie de Ecore provenant des activités d'exploitation, des activités d'investissement et des activités de financement pour les exercices clos les 30 septembre 2020 et 2019.

	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	Variation
	Post-IFRS 16	Post-IFRS 16	
	(audité)		
<i>en millions d'euros</i>			
Résultat net.....	9,9	(26,2)	36,1
Dotation aux amortissements et provisions	42,2	42,6	(0,4)
Coût de l'endettement financier net.....	22,6	18,9	3,7
Augmentation (baisse) des provisions	(4,8)	3,6	(8,3)
Autres (produits) et charges non opérationnels	(1,7)	0,7	(2,4)
Variation du besoin en fonds de roulement net	0,5	62,8	(62,4)
Dividendes reçus des participations	(0,0)	(0,0)	(0,0)
Impôts (payé) ou reçu	(0,3)	(5,0)	4,7
Impôt sur les sociétés (courant et différé)	(10,2)	16,8	(27,1)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles.....	58,2	114,2	(56,0)
Flux de trésorerie des activités d'investissement.....	(16,6)	(15,1)	(1,5)
Flux de trésorerie des activités d'investissement.....	26,1	(116,3)	142,4
Trésorerie et équivalents en début de période.....	56,0	73,2	(17,2)
Trésorerie et équivalents en fin de période	123,7	56,0	67,7
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	67,7	(17,2)	84,8

Flux de trésorerie net provenant des activités d'exploitation

Les flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation ont diminué de 56,0 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019. Cela est principalement dû à la variation nette du fonds de roulement qui a atteint 0,5 M€ en septembre 2020, contre 62,8 M€ en septembre 2019. La variation nette du fonds de roulement en septembre 2019 était principalement liée au démarrage de la nouvelle facilité d'affacturage sans recours en novembre 2018.

Flux de trésorerie nets provenant des (utilisés dans les) activités d'investissement.

Le flux de trésorerie net utilisé dans les activités d'investissement a augmenté de 1,5 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019. Cette augmentation est principalement due à l'acquisition d'une société basée dans l'Ouest de la France.

Flux de trésorerie nets provenant des (utilisés dans les) activités de financement.

Les flux de trésorerie nets utilisés dans les activités de financement ont augmenté de 142,4 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 par rapport à l'exercice clos le 30 septembre 2019. Les 116,3 M€ de flux de trésorerie utilisés dans les activités de financement pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 sont liés au paiement de 325 millions € aux actionnaires, partiellement compensé par l'émission d'obligations de 255 M€. Les 26,1 M€ reçus des activités de financement pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 s'expliquent principalement par un prêt à terme de 20 M€ signé avec les principaux partenaires bancaires français d'Ecore, bénéficiant d'une garantie de 90 % de l'État français (" Prêt Garanti par l'État ") et le tirage de 40 M€ dans le cadre de la facilité de crédit renouvelable partiellement compensé par le remboursement de la dette de location et le paiement des intérêts.

1 Présentation du groupe Ecore

Présentation de l'activité du groupe Ecore

Dépenses d'investissement

Le tableau suivant présente un résumé des flux de trésorerie de Ecore provenant des activités d'exploitation, des activités d'investissement :

	Exercice clos le 30 septembre		
	2020	2019	<i>Variation</i>
	<i>(audited)</i>	<i>en millions of euros</i>	
Projets d'investissements	1,2	3,6	(2,4)
Investissements de maintenance et autres	21,0	31,4	(10,4)
Investissements corporels	22,2	34,9	(12,7)
Investissements incorporels.....	0,5	0,7	(0,2)
Total Investissements.....	22,7	35,6	(13,0)
Investissements payés en trésorerie.....	16,3	18,7	(2,4)
Investissements finançés par crédit-bail.....	6,3	16,9	(10,6)

Les dépenses d'investissement ont diminué de 13,0 M€, passant de 35,6 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2019 à 22,7 M€ pour l'exercice clos le 30 septembre 2020. Cette baisse est principalement due à la diminution des dépenses d'investissement de maintenance.

Les dépenses d'investissement de projet font référence aux investissements dans des projets spécifiques réalisés par Ecore.

1.2.2.3. Caractéristiques de certaines lignes de financement d'Ecore

Ligne d'affacturage

Ecore a signé un contrat d'affacturage de ses filiales, en date du 28 mars 2017, modifié depuis par avenant, avec Factofrance, au titre duquel certaines de ses filiales cèdent au factor des créances sans recours. La date d'échéance de ce contrat est le 30 avril 2023. Les créances sont cédées sans recours sur Ecore. Le montant maximal des créances pouvant être acquises par le factor est de 118 M€. Au 31 mars 2021, 82,7 M€ de créances étaient cédées sans recours.

Prêts Garantis par l'Etat

GDE, filiale française d'Ecore, a signé 5 prêts garantis par l'Etat (à hauteur de 90%) en juillet 2020, pour un montant total de 20 M€. Ces prêts ont été signés avec une maturité initiale de 1 an, et peuvent être renouvelés pour étendre la date de maturité entre 1 et 5 ans. Ces prêts sont sans sûretés associées. Ils comportent des clauses usuelles de changement de contrôle, au titre de laquelle, les établissements financiers, s'ils le souhaitent, peuvent demander le remboursement anticipé.

2 Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Le Conseil d'administration

Les sections suivantes amendent les mêmes sections et notes figurant dans le Document d'Enregistrement Universel 2019/2020 de Derichebourg.

2. Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

2.1. Le Conseil d'administration

2.1.4. La composition du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration est composé du Président-directeur général, d'un Directeur général délégué non-administrateur et de sept administrateurs, dont quatre administrateurs indépendants. Aucune évolution n'est intervenue au cours de ce semestre, mis à part le nombre d'actions détenues par M. El Aoufir.

Présentation synthétique de la composition du Conseil d'administration et de ses Comités

Prénom et nom	Âge	Sexe	Nationalité	Nombre d'actions	Nombre de mandats dans des sociétés cotées	Date initiale de l'indépendance	Échéance du mandat	Années de présence au Conseil	Comité d'audit	Comité des nominations et des rémunérations
Daniel Derichebourg	68	M	Française	117	1	29/06/2006	AG 2022	14		
Abderrahmane El Aoufir	59	M	Française	0	2	08/01/2014	AG 2022	4		
Bernard Val	78	M	Française	1	1	✓ 24/06/2004	AG 2022	16	✓	✓
Matthieu Pigasse	52	M	Française	1	2	✓ 25/10/2005	AG 2022	15		
Thomas Derichebourg	44	M	Française	56	1	18/07/2007	AG 2023	13		✓
Boris Derichebourg	42	M	Française	56	1	18/07/2007	AG 2023	13	✓	
CFER				65 745 648		18/02/2013	AG 2023	7		
représentée par										
Mme Ida DERICHEBOURG	89	F	Française	112	1					
Françoise Mahiou	57	F	Française	662	1	✓ 10/02/2016	AG 2022	4	✓	✓
Catherine Claverie	51	F	Française	1000	1	✓ 30/01/2017	AG 2023	3	✓ (Présidente)	✓

Au titre de leurs mandats, l'ensemble des membres du Conseil élit domicile au siège social : 119, avenue du Général Michel Bizot, 75012 Paris.

2 Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Le Directeur général délégué

2.3. Le directeur général délégué

Date initiale de nomination : CA 08/01/2014

Date du dernier renouvellement : CA 10/02/2016

Échéance du mandat : 10/02/2022

Nombre d'actions détenues : 0

2 Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Déclaration des dirigeants sur les transactions sur les titres de la Société

2.5. Déclaration des dirigeants sur les transactions sur les titres de la Société

Le 29 janvier 2021, la Société a été informée de la cession de 25 000 titres par M. Abderrahmane EL AOUFIR réalisée le 28 janvier 2021 au prix unitaire de 5,5000 euros.

2 Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Conventions réglementées

2.6. Conventions réglementées

2.6.1. Dispositions relatives aux conventions réglementées

Procédure d'évaluation des conventions courantes

Le Conseil d'administration du 20 mai 2021, sur la proposition du Secrétariat Général et de la Direction Juridique, a approuvé une charte interne sur les conventions réglementées et sur la procédure de qualification et d'évaluation des conventions réglementées et des conventions courantes conclues à des conditions normales.

Une nouvelle convention réglementée a été conclue depuis le dépôt du Document d'Enregistrement Universel 2019/2020.

2.6.2. Conventions de prestations de services

Une convention de prestations de services a été conclue, à effet du 1^{er} janvier 2012 pour une durée initiale de trois ans puis renouvelée au 1^{er} janvier 2015, puis au 1^{er} janvier 2018, et puis au 1^{er} janvier 2021 pour des durées successives de trois ans, avec DBG Finances, société contrôlée par la famille de M. Daniel Derichebourg, qui vise à définir les modalités de l'intervention de DBG Finances dans la définition et le pilotage de la stratégie du Groupe.

Les prestations couvertes par cette convention sont :

- conduite de la politique et définition de l'orientation stratégique du Groupe ;
- assistance à l'établissement du plan d'affaires ;
- contacts avec les directions des grands groupes clients nationaux et internationaux ;
- développement interne et externe des activités du Groupe ;
- assistance en matière de croissance externe ;
- événementiel d'entreprise et relations clients ;
- assistance dans le cadre du recrutement de cadres dirigeants ;
- assistance et recherche de solutions en matière d'ingénierie juridique et fiscale ;
- assistance en matière financière, de comptabilité et de gestion.

Pour la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021, la société Derichebourg a constaté une charge de 650 k€ au titre de cette convention. Ce montant, établi selon un budget prévisionnel de dépenses, couvre notamment les éléments de rémunération versés par cette société à MM. Daniel Derichebourg, Thomas Derichebourg, Boris Derichebourg, Abderrahmane El Aoufir tels que détaillés en section 2.4 du Document d'Enregistrement Universel 2019/2020.

2 Rapport du Conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise

Conventions réglementées

2.7. Tableau récapitulatif des délégations de l'assemblée générale au Conseil d'administration (L. 225-100 du Code du commerce)

Date AG	Nature des délégations et autorisations	Plafond/limite	Durée de validité	Utilisation au cours de l'exercice
10 février 2021	Délégation en vue d'émettre toutes valeurs mobilières donnant immédiatement ou à terme accès au capital de la Société avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	50 000 000 € (500 000 000 € à titre d'émission de créances)	26 mois à compter de l'assemblée, soit jusqu'au 9 avril 2023	Néant
10 février 2021	Délégation en vue d'émettre toutes valeurs mobilières donnant immédiatement ou à terme accès au capital de la Société avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	50 000 000 € (500 000 000 € à titre d'émission de créances)	26 mois à compter de l'assemblée, soit jusqu'au 9 avril 2023	Néant
10 février 2021	Délégation en vue d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices, primes ou autres sommes dont la capitalisation serait admise	50 000 000 €	26 mois à compter de l'assemblée, soit jusqu'au 9 avril 2023	Néant
10 février 2021	Délégation en vue d'émettre des actions et/ou des valeurs mobilières donnant accès au 20 % du capital social par an capital et/ou des titres de créances, par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires	50 000 000 € dans la limite de (500 000 000 € à titre d'émission de créances)	26 mois à compter de l'assemblée, soit jusqu'au 9 avril 2023	Néant
10 février 2021	Autorisation à l'effet d'opérer sur les actions de la Société	10 % du capital social au prix maximum de 20 € par action	18 mois à compter de l'assemblée, soit jusqu'au 9 août 2022	Néant
10 février 2021	Autorisation à effet de réduire le capital social par annulation d'actions	10 % du capital social par période de 24 mois	18 mois à compter de l'assemblée, soit jusqu'au 9 août 2022	Néant

3 Rapport de gestion du Groupe

Événements marquants de l'exercice

3. Rapport de gestion du Groupe

3.1. Événements marquants de l'exercice

3.1.1. Contexte sanitaire

Malgré le contexte sanitaire difficile à cause de la recrudescence du COVID-19 en France (2ème et 3ème vagues), l'activité du Groupe pris dans son ensemble n'a pas été significativement perturbée au cours de ce semestre, même si certains métiers font face à un niveau d'activité plus bas depuis un an.

3.1.2. Signature du contrat d'acquisition du groupe Ecore

Le 30 décembre 2020, Derichebourg Environnement a soumis aux actionnaires de Groupe Ecore Holding une offre ferme et irrévocabile d'acquisition de 100% du capital de Groupe Ecore Holding, sur la base de laquelle ces derniers ont consenti une période de négociations exclusives.

Le 26 février 2021, Derichebourg Environnement et les actionnaires de Groupe Ecore Holding ont signé le contrat d'acquisition, dont la réalisation est soumise à l'autorisation des autorités compétentes en charge du contrôle des concentrations.

Le groupe Ecore a réalisé au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 un chiffre d'affaires de 881 M€, et un EBITDA publié (après application de la norme IFRS 16) de 53 M€. Elle emploie 1.300 collaborateurs, et développe ses activités de recyclage de déchets métalliques (92% du chiffre d'affaires) sur 68 sites situés en France, Belgique, Suisse, Roumanie, Hongrie.

Les volumes traités par Ecore au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 sont les suivants :

- Ferrailles : 2.238 Kt (dont 518 Kt de négoce)
- Métaux non-ferreux : 216 Kt (dont 37 Kt de batteries)

Le groupe Derichebourg a sécurisé le financement lié à cette acquisition.

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

3.2. Résultat des différentes activités et situation financière

3.2.1. Résultats du Groupe

(en millions d'euros)	2021 6 mois	2020 6 mois	Var.	Var.%
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 649,9	1 302,3	347,6	26,7%
EBITDA courant	172,6	91,5	81,2	88,8%
en % du CA	10,5%	7,0%		
Résultat opérationnel courant	112,3	33,4	79,0	236,6%
en % du CA	6,8%	2,6%		
Perte sur contrats Turquie - Multiservices	(0,3)			
Restructuration LYRSA	(0,3)			
Litige Veolia/Poly-Environnement	3,7			
Changement de méthode de consolidation - REYFRA	7,7			
Résultat cession AEP MULTISERVIZI	(2,3)			
Propriété - fin d'un litige relatif à des cotisations sociales	2,9			
Autres	0,3			
Résultat opérationnel	115,5	41,9	73,6	175,9%
Frais financiers nets	(7,2)	(5,7)		
Gains et pertes de change et autres	0,6	(0,3)		
Résultat avant impôt	108,9	35,9	73,0	203,7%
Impôts sur les bénéfices	(33,4)	(13,1)		
Part de résultat des sociétés mises en équivalence	(0,8)	0,2		
Résultat net de l'ensemble consolidé	74,7	23,1	51,6	224,1%
Revenant aux actionnaires de la société	73,6	22,4		
Revenant aux minoritaires	1,1	0,7		

Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé du semestre s'élève à 1,65 milliards d'euros, en progression de 27% par rapport à l'exercice précédent. Cette augmentation provient principalement de la division Services à l'Environnement (+42%), atténuée par la légère diminution du chiffre d'affaires de l'activité Multiservices par rapport au 1^{er} semestre de l'an passé (-3%).

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

EBITDA courant¹

L'EBITDA courant du premier semestre s'élève à 172,6 M€, en augmentation de 88,8% par rapport à l'an passé. Une forte progression des volumes de ferrailles et des marges unitaires (tant des ferrailles que des métaux non-ferreux) dans l'activité Services à l'Environnement explique l'essentiel de cette progression.

L'EBITDA courant du groupe Derichebourg sur 12 mois glissants s'élève à 262 M€. Il intègre l'impact négatif du confinement en avril et mai 2020.

Résultat opérationnel courant²

Après prise en compte de 60,4 M€ de dotation aux amortissements sur le semestre, le résultat opérationnel courant s'élève à 112,3 M€, en progression de 236,6% par rapport au premier semestre de l'an passé.

Résultat opérationnel

Peu d'éléments non-récurrents sont à recenser sur le semestre, notamment un profit de 2,9 M€ suite à une reprise de provision pour litige devenue sans objet chez Derichebourg Multiservices et Derichebourg Propreté.

Le résultat opérationnel s'élève à 115,5 M€ en progression de 175,9% par rapport à la période comparable de l'exercice précédent.

Résultat avant impôt

Après prise en compte de 7,2 M€ de frais financiers, et d'autres produits financiers pour 0,6 M€, le résultat avant impôt du Groupe s'élève à 108,9 M€, en progression de 203,7% par rapport à l'an passé.

Résultat net de l'ensemble consolidé

Après prise en compte d'une charge d'impôt sur les sociétés de 33,4 M€, faisant ressortir un taux d'impôt sur les sociétés de 30,7%, le résultat net de l'ensemble consolidé est de 74,7 M€, dont 73,6 M€ revenant aux actionnaires de l'entité consolidante (soit +229% par rapport à l'an passé).

¹EBITDA courant = Résultat opérationnel courant + dotation nette aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles et des droits d'utilisation

² Résultat opérationnel courant : Résultat opérationnel +/- éléments non-courants

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

3.2.2. Activité Services à l'Environnement

(en millions d'euros)	2021 6 mois	2020 6 mois	Var.	Var.%
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 220,3	857,6	362,6	42,3%
EBITDA courant	153,3	70,7	82,5	116,7%
en % du CA	12,6%	8,2%		
Résultat opérationnel courant	107,1	26,6	80,5	302,4%
en % du CA	8,8%	3,1%		
Restructuration LYRSA	(0,3)			
Litige Veolia/Poly-Environnement	3,7			
Changement de méthode de consolidation - REYFRA	7,7			
Résultat cession AEP MULTISERVIZI	(2,3)			
Autres	0,9			
Résultat opérationnel	108,0	35,4	72,6	204,8%

Le chiffre d'affaires de l'activité Services à l'Environnement s'établit à 1.220 M€, en progression de 42% par rapport à l'an passé. Le chiffre d'affaires de Derichebourg España est consolidé depuis le 1^{er} janvier 2020.

Les volumes traités et le chiffre d'affaires évoluent comme suit :

en milliers de tonnes	2021 6 mois	2020 6 mois	Variation (%)
Ferrailles	1 998,3	1 654,8	20,8%
Métaux non ferreux	322,1	297,7	8,2%
Total volumes	2 320,4	1 952,5	18,8%
en millions d'euros	2021 6 mois	2020 6 mois	Variation (%)
Ferrailles	578,7	361,0	60,3%
Métaux non ferreux	505,6	368,7	37,1%
Prestations	135,9	128,0	6,2%
Total chiffre d'affaires	1 220,3	857,6	42,3%

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

Ferrailles

Le volume de ferrailles commercialisées est en progression de 20,8%. Hors contribution de Derichebourg España sur la période octobre-décembre 2020 (pour neutraliser l'effet de l'acquisition au 1^{er} janvier 2020), la progression est de 14%.

Plusieurs éléments expliquent cette progression :

- Un effet de base favorable, les livraisons ayant été faibles au premier trimestre de l'exercice 2019-2020
- Une demande croissante et soutenue en ferrailles, y compris de la part des hauts-fourneaux, car les ferrailles contribuent à diminuer les émissions de CO₂ de ces derniers
- Une demande robuste de la part des aciéries turques tout au long du semestre écoulé, ce qui a soutenu les volumes et le prix de vente
- La reprise tardive de l'activité de certains haut-fourneaux, arrêtés l'an dernier pendant la première période de crise sanitaire, a créé des effets de pénurie sur certains produits, et entraîné, pour les produits pour lesquels cela est possible, un report de demande vers les aciers produits par la filière électrique. Cela a notamment entraîné une progression des prix de vente des ferrailles au mois de janvier 2021, d'une ampleur jamais vue (+90 à 100 € d'un mois sur l'autre, soit environ +40 à + 50%).

Les prix de vente moyens ont été beaucoup plus élevés que l'an passé, +33%, si bien que le chiffre d'affaires Ferrailles progresse de 60% à 578,7 M€.

Métaux non-ferreux

Le volume de métaux non-ferreux commercialisés est en progression de 8,2%. Hors contribution de Derichebourg España sur la période octobre-décembre 2020 (pour neutraliser l'effet de l'acquisition au 1^{er} janvier 2020), les volumes seraient en retrait de 10%, principalement à cause d'un retrait marqué dans la filiale américaine.

La progression du volume de métaux non-ferreux est inférieure à celle des ferrailles car il a été difficile d'obtenir des créneaux de livraison pour certains produits tels que le cuivre. Par ailleurs, l'activité a été tellement soutenue sur les ferrailles, que certains fournisseurs ont préféré se concentrer sur ce produit.

Il convient de noter que presque tous les métaux non ferreux traités par le Groupe ont été orientés positivement sur le semestre :

- Aluminium : si les prix du mois d'août se situaient à un point bas de dix ans, le prix des lingots d'aluminium a atteint sur le semestre des records à la hausse sur cinq ans. Une bonne tenue du marché automobile avant les difficultés de production liées à la pénurie de semi-conducteurs, et une demande chinoise importante ont expliqué cette rapide progression.
- Cuivre : les prix du cuivre ont été en hausse sur tout le semestre, vraisemblablement portés par les besoins liés à l'électrification (véhicules, ...)
- Inox (nickel) : les producteurs européens d'acier inoxydable ont retrouvé progressivement des niveaux d'activité plus habituels, après 18 mois d'activité très faible.
- Plomb : la tendance a été globalement haussière sur le semestre

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

Prestations

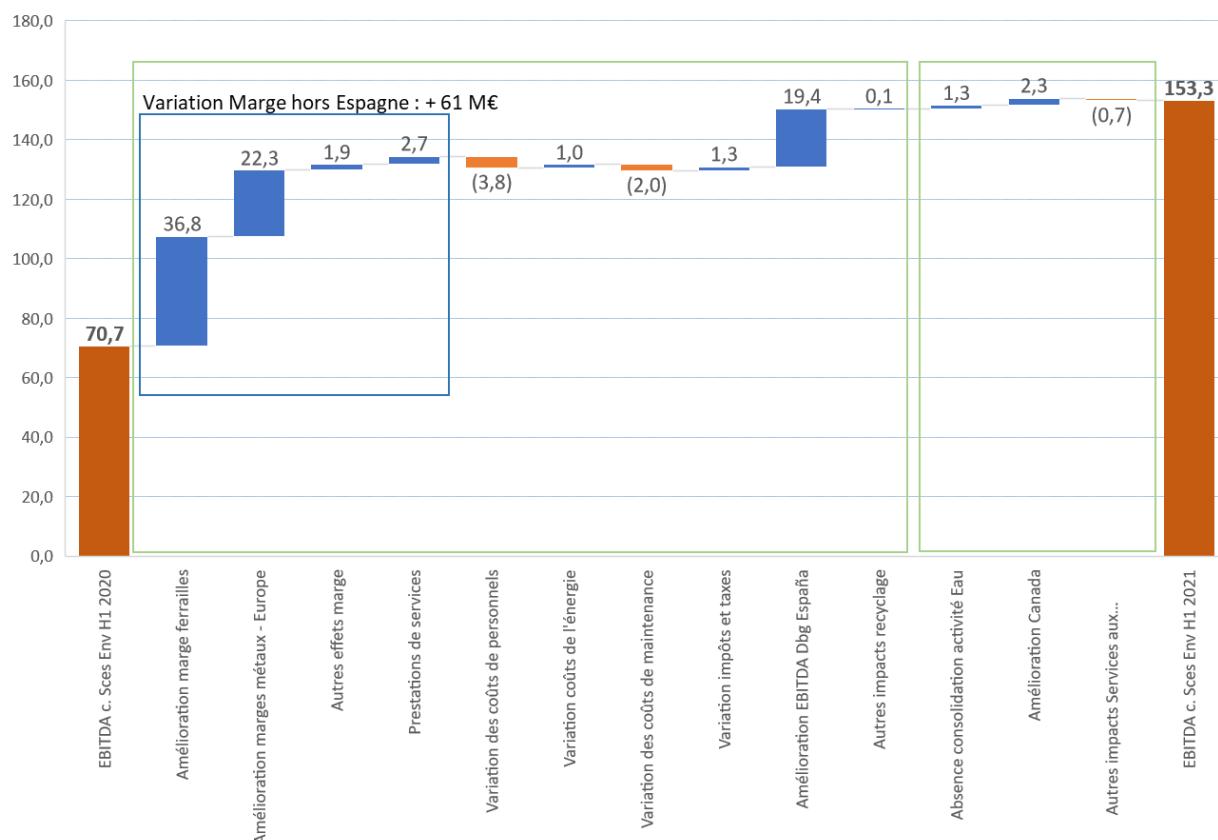
Le chiffre d'affaires des prestations liées au Recyclage est en progression de 12%.

Le chiffre d'affaires des prestations de services aux collectivités (72,7 M€) est proche de l'équilibre, en légère hausse de 1%. Il n'inclut plus le chiffre d'affaires des activités de distribution d'eau potable et de traitement des eaux, suite à la cession de leur contrôle à Saur en août 2020. Le chiffre d'affaires des activités de collectes de déchets ménagers est en progression de 8%. Le chiffre d'affaires de la filiale canadienne progresse de 21% suite au renouvellement de la première vague de contrats.

Les gains de contrat enregistrés en fin d'exercice passé et sur le semestre (Caen la Mer, Cœur de Nacre) se traduiront dans les chiffres du second semestre, car leur démarrage est intervenu au 1^{er} avril 2021.

EBITDA courant

L'EBITDA courant de l'activité Services à l'Environnement s'élève 153,3 M€, en progression de 117% par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.



La marge commerciale du semestre est en très forte augmentation (+ 61 M€, hors Espagne).

Elle est impactée positivement par :

- Un effet positif sur les ferrailles traitées sur les centres de recyclage : + 36,8 M€
- Un effet positif sur les métaux non-ferreux en Europe : +22,3 M€

Les hausses de coûts sont tout à fait contenues et concernent principalement les éléments variables de rémunération.

La filiale Derichebourg España, consolidée 3 mois au 1^{er} semestre 2020, connaît une amélioration de son EBITDA courant de 19,4 M€, elle a évolué dans un contexte identique à celui décrit ci-dessus.

3 Rapport de gestion du Groupe

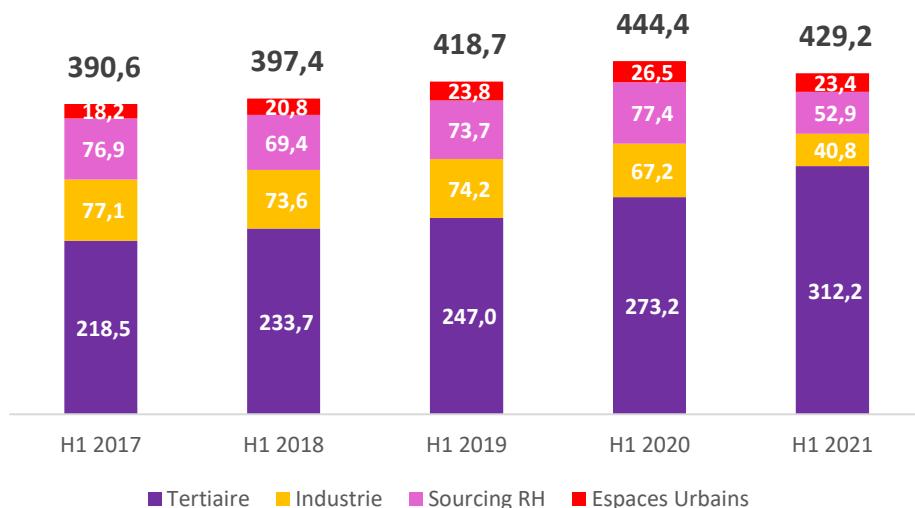
Résultat des différentes activités et situation financière

3.2.3. Activité Multiservices

(en millions d'euros)	2021 6 mois	2020 6 mois	Var.	Var.%
CHIFFRE D'AFFAIRES	429,2	444,4	(15,1)	(3,4%)
EBITDA courant	24,0	22,3	1,7	7,7%
en % du CA	5,6%	5,0%		
Résultat opérationnel courant	11,6	9,7	1,9	19,1%
en % du CA	2,7%	2,2%		
Perte sur contrats - filiale Turquie Multiservices	(0,3)			
Résultat opérationnel	11,6	9,4	2,2	22,8%

Les tableaux ci-dessous détaillent l'évolution du chiffre d'affaires et de l'EBITDA courant de l'activité Multiservices.

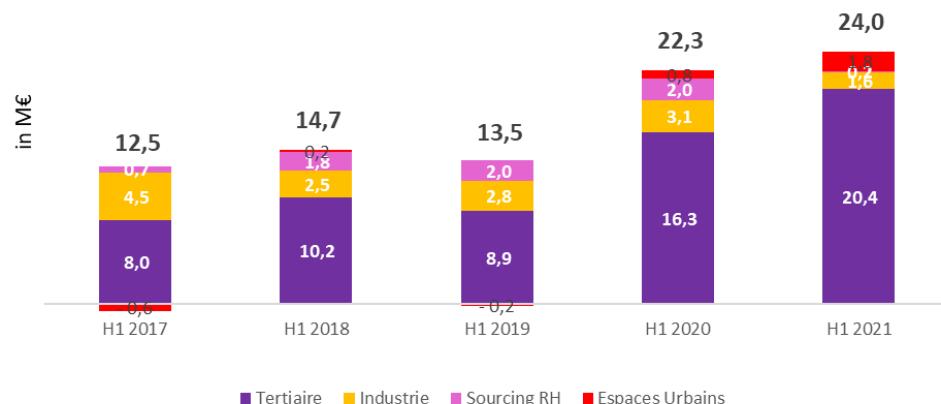
Multiservices - Evolution du chiffre d'affaires



3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

Multiservices - Evolution de l'EBITDA courant



Le chiffre d'affaires de l'activité Multiservices est en diminution de 3,4% sur le premier semestre, et s'établit à 429,2 M€. L'EBITDA courant est en progression de 7,7%, et s'établit à 24,0 M€, il représente 5,6% du chiffre d'affaires.

Sur le semestre écoulé, les métiers du Multiservices ont connu des tendances différentes :

- Solutions Tertiaires : les métiers de la Propreté ont continué à voir leur chiffre d'affaires progresser (France : +18%, Espagne - Portugal : + 16%, à la fois grâce à une croissance organique du portefeuille de contrats récurrents, mais également grâce à des prestations complémentaires dans un contexte sanitaire demeuré difficile : les prestations de propreté contribuent à sécuriser l'environnement professionnel des occupants des sites clients. Toujours dans les solutions Tertiaires, le métier Energie a vu son chiffre d'affaires progresser de 4%.

L'EBITDA courant des Solutions Tertiaires, progresse de 25% et s'établit à 20,4 M€. Il représente 6,5% du chiffre d'affaires. Cette progression est liée à la croissance du chiffre d'affaires du métier Propreté.

Dans les autres activités du Multiservices, le chiffre d'affaires a été en baisse sur le semestre, pour les raisons suivantes :

- Solutions Industries : Les services rendus aux clients du monde aéronautique sont en baisse de 39%. Le niveau d'activité observé sur le semestre est inférieur de 40 à 50% à ce qu'il était avant les conséquences sur le secteur aéronautique de la crise sanitaire. Ce niveau d'activité a tendance à demeurer stable depuis un an, et n'augmentera qu'après la reprise du trafic aérien. Rappelons que la principale filiale, Derichebourg Aeronautics Services France a mis en place en juillet 2020 un accord de performance collective, qui combiné aux mesures d'activité partielle de longue durée mises en place par le gouvernement, lui permet de supporter cette période difficile, et de conserver les qualifications de ses collaborateurs.

Comme attendu, l'EBITDA des Solutions pour l'Industrie est en forte baisse par rapport au premier semestre à l'an passé (période pré-Covid), et s'établit à 1,6 M€.

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

- Solutions Sourcing RH : Au global, le chiffre d'affaires des solutions Sourcing RH est en diminution de 32% sur le semestre. Le recul limité du chiffre d'affaires du segment Travail Temporaire Généraliste (-5%) ne compense pas le recul du chiffre d'affaires du segment Travail Temporaire Spécialisé en Aéronautique (-61%).
L'EBITDA courant des solutions Sourcing RH s'établit à 0,2M€, en baisse de 91% par rapport à l'an passé. Un rapprochement entre les deux sociétés de travail temporaire est en cours.
- Solutions Espaces Urbains : le chiffre d'affaires recule de 12%. Le recul des activités d'affichage dans un contexte peu propice est partiellement compensé par une progression des activités d'éclairage public.

Au global, c'est l'augmentation du chiffre d'affaires et l'amélioration de la profitabilité des activités de Propreté qui emporte la tendance dans le Multiservices.

3.2.4. Activité holding

(en millions d'euros)	2021 6 mois	2020 6 mois	Var.	Var.%
CHIFFRE D'AFFAIRES	0,5	0,4	0,1	27,0%
EBITDA courant	(4,6)	(1,5)	(3,1)	199,7%
en % du CA	na	Na		
Résultat opérationnel courant	(6,3)	(3,0)	(3,4)	114,2%
en % du CA	na	na		
Propreté - fin d'un litige relatif à des cotisations sociales	2,9			
Autres	(0,6)			
Résultat opérationnel	(4,0)	(3,0)	(1,1)	35,8%

L'évolution de l'EBITDA courant Holding s'explique principalement par une augmentation de frais de personnel, et par des honoraires de préparation de l'acquisition d'Ecore.

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

3.2.5. Perspectives d'avenir

3.2.5.1. Communication à l'occasion de la publication des comptes semestriels

Le 30 décembre 2020, Derichebourg Environnement a soumis aux actionnaires de Groupe Ecore Holding une offre ferme et irrévocabile d'acquisition de 100% du capital de Groupe Ecore Holding, sur la base de laquelle ces derniers ont consenti une période de négociations exclusives.

Le 26 février 2021, Derichebourg Environnement et les actionnaires de Groupe Ecore Holding ont signé le contrat d'acquisition, dont la réalisation est soumise à l'autorisation des autorités compétentes en charge du contrôle des concentrations.

Le dossier de pré-notification relatif au projet d'acquisition d'Ecore est en cours d'étude par les autorités compétentes en charge du contrôle des concentrations.

Le Groupe s'attend à ce que les conditions favorables pour les activités de recyclage qui ont prévalu au premier semestre continuent au second, avec un environnement de prix élevés pour les matières premières.

La demande chinoise en acier est soutenue : à compter du 1^{er} mai 2021, la Chine a supprimé les droits d'importations sur les aciers et ferrailles.

Le Groupe poursuivra sa politique d'investissement et lancera en fin de semestre ou début d'exercice 2021-2022 :

- Un accroissement de sa capacité de traitement de DEEE (déchets électriques, électroniques, électro-ménagers) en France
- Un accroissement de sa capacité de production de lingots de plomb

Une croissance du chiffre d'affaires des activités de services (services aux collectivités et multiservices) est également escomptée.

3.2.5.2. Principaux agrégats attendus après l'acquisition d'Ecore

Une fois l'acquisition d'Ecore réalisée, et sous réserve des éventuels engagements qui pourraient être négociés avec les autorités en charge du contrôle des concentrations, les principaux chiffres du nouvel ensemble seraient les suivants :

Chiffre d'affaires <i>pro forma</i>	3 880 M€	(1)
EBITDA courant <i>pro forma</i>	341 M€	(1)
EBITDA courant <i>pro forma</i> ajusté des synergies anticipées	362 M€	(1)
Volume annuel de ferrailles commercialisées	5.963 Ktonnes	(1)
Volumes de métaux non-ferreux commercialisés	812 Ktonnes	(1)
Part de marché estimée dans le traitement des déchets métalliques en France	30% à 35%	
Employés	43 300	
dont métiers du recyclage	4 300	

(1) pour la période de 12 mois close le 31 mars 2021

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

Le groupe Derichebourg a identifié 21 M€ de synergies potentielles liées à l'acquisition, dont 11 M€ liées à des économies attendues sur le transport de marchandises compte tenu d'un meilleur maillage territorial.

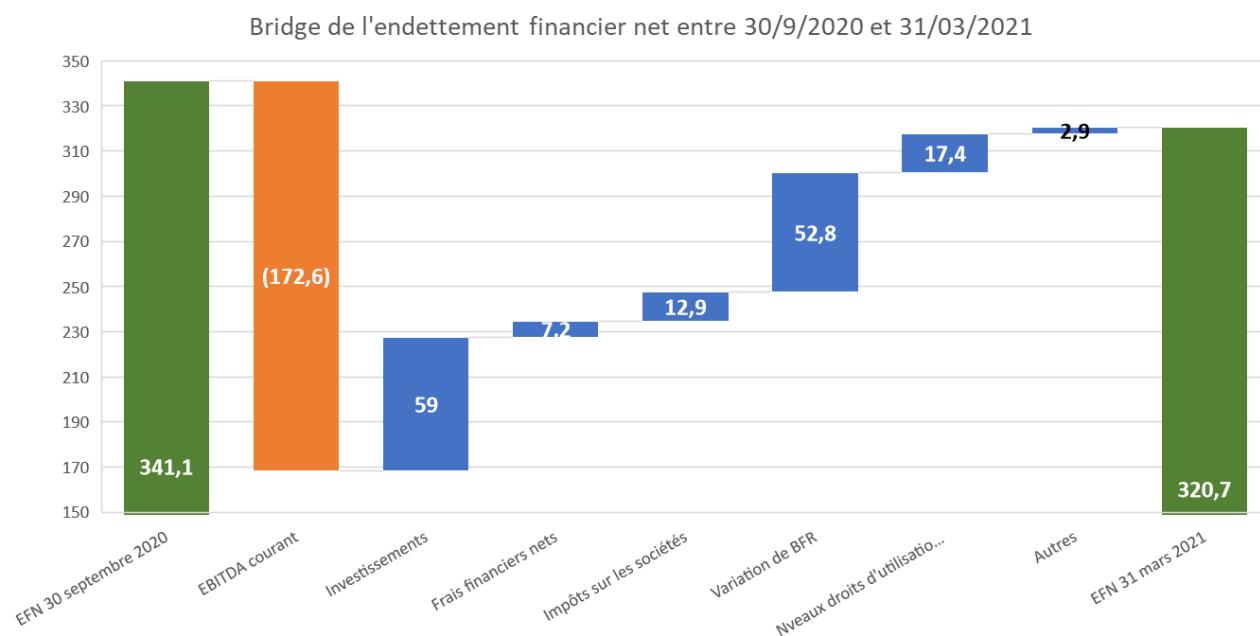
Compte tenu de ces synergies attendues, l'EBITDA courant *pro forma* ajusté ressortirait à 362 M€, toutes choses égales par ailleurs. Compte tenu d'un Endettement net *pro forma* de 781,3 M€, le ratio de levier *pro forma* ajusté ressortirait à 2,2.

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

3.2.6. Financement et Evolution de l'Endettement

L'endettement financier du Groupe évolue comme suit sur le semestre :



L'EBITDA courant s'élève à 172,6 M€, il est détaillé dans les sections précédentes.

La variation de besoin en fonds de roulement représente un besoin supplémentaire de 52,8 M€. Cette augmentation s'explique par la forte progression des prix des matières traitées par le Groupe, ainsi que par une moindre déconsolidation du poste clients à cause d'agrément délivrés par les assureurs-crédit insuffisants pour quelques clients par rapport au besoin à fin mars.

Les investissements s'élèvent à 59 M€ sur le semestre. Additionnés aux nouveaux droits d'utilisation (ou renouvellement de droits d'utilisation), cela représente un taux de réinvestissement de l'EBITDA de 44%.

Les lignes de financement dont dispose le Groupe, ainsi que leur amortissement sont détaillés dans les graphiques ci-dessous :

3 Rapport de gestion du Groupe

Résultat des différentes activités et situation financière

Détail des lignes de crédit au 31 mars 2021



Maturité des lignes de crédit



3 Rapport de gestion du Groupe

Facteurs de risque

3.3. Facteurs de risque

3.3.2. Synthèse des principaux risques identifiés et du dispositif de maîtrise de ces risques

Le lecteur est tout d'abord invité à se reporter au Document d'Enregistrement Universel 2019-2020, où les principaux facteurs de risque auxquels l'Émetteur est confronté sont détaillés en section 3.3, aux pages 106 à 109.

En complément, l'Émetteur souhaite ajouter les facteurs de risque suivants :

Risque	Dispositif de maîtrise
Risques réglementaires	
L'Union européenne étudie une réforme en profondeur des conditions d'exportations hors de l'Union des déchets. En fonction des textes réglementaires applicables à l'issue des réflexions en cours, il se peut que le Groupe ne puisse plus exporter hors de l'Union Européenne certains types de déchets qu'il exporte aujourd'hui, ce qui pourrait impacter son chiffre d'affaires, sa profitabilité et sa position financière.	Certains produits exportés par le groupe sont d'un niveau de qualité qui permet, sous certaines conditions, de « sortir » du statut de déchet pour obtenir celui de produit. Le groupe se prépare à ces évolutions réglementaires, en favorisant la qualité de ses ferrailles et métaux non-ferreux, de manière à pouvoir continuer à exporter hors d'Union Européenne
Certains acteurs économiques pourraient souhaiter modifier la nature des relations contractuelles qu'ils ont avec le Groupe, demeurer propriétaire des matières confiées, et utiliser le groupe comme prestataire de services.	Certains contrats fonctionnent déjà selon ce schéma. S'il est financièrement moins intéressant en période de hausse des cours, il est plus protecteur en cas de baisse des cours des matières.
Risques liés au déroulement des opérations	
Le succès des opérations du Groupe dépend notamment des compétences, du savoir-faire et de l'implication du management. Le Directeur Général, le Directeur Général Délégué, les directeurs des principales activités du Groupe sont des personnes essentielles au bon déroulement des opérations. Le départ ou l'indisponibilité prolongée de l'un d'entre eux pourrait être préjudiciable au groupe.	
Risques liés à l'acquisition d'Ecore	
La position de la Commission Européenne, autorité compétente en matière du contrôle de cette opération de concentration, n'est pas encore connue. En fonction de ses décisions, le Groupe pourrait être conduit à accepter des « mesures correctives » pour que l'opération soit autorisée.	En fonction de la pratique concurrentielle qui prévaut jusqu'à présent, le Groupe estime qu'il ne se placera pas en situation de monopole en France sur la valorisation de déchets métalliques, et qu'il existera encore de nombreux acteurs à même de faire vivre la concurrence.

3 Rapport de gestion du Groupe

Facteurs de risque

Risque	Dispositif de maîtrise
<p>Le montant des actifs incorporels (goodwill) qui figureront au bilan du groupe après l'acquisition seront significatifs (de l'ordre de 500 M€, avant éventuelle affectation d'une partie de l'écart d'acquisition). Nous aurons à mener annuellement des tests de perte de valeur sur les écarts d'acquisition, et plus souvent en cas d'indice de perte de valeur. Un retournement durable de la conjoncture économique, des difficultés dans l'intégration d'Ecore, ou l'absence de concrétisation des synergies anticipées pourraient être des éléments qui auront un impact négatif dans la mise en œuvre de ces tests de perte de valeur.</p>	<p>Le Groupe a un bon « track record » d'acquisitions qui ont eu un impact positif ces dernières années (Bartin, Lyrsa, ...), il demeure confiant dans la conjoncture économique et sa capacité à intégrer les activités d'Ecore.</p>
<p>L'information financière <i>pro forma</i> n'est pas nécessairement représentatifs de la performance future du Groupe. Ils doivent être lus selon les modalités décrites dans la note qui les accompagne.</p>	
<p>L'endettement net du groupe sera plus élevé après l'acquisition d'Ecore (781,3 M€ selon le bilan <i>pro forma</i> au 31 mars 2021). Dans cette situation, le Groupe consacrera une part importante de son <i>free cash flow</i> à son désendettement. Il pourrait être amené à souhaiter limiter le montant des dividendes qu'il versera à ses actionnaires, ou ne pas donner suite à des opportunités de croissance externe.</p>	<p>Compte tenu de son bon niveau d'activité depuis le début de l'exercice, il en est de même pour celui d'Ecore qui opère dans le même secteur, le ratio de levier <i>pro forma</i> ajusté du Groupe sur 12 mois au 31 mars 2021 demeurerait tout à fait soutenable, aux alentours de 2,20x. En outre, le financement mis en place pour cette acquisition est à long terme (7 ans, remboursable <i>in fine</i>).</p>

3 Rapport de gestion du Groupe

Facteurs de risque

3.3.5. Litiges significatifs

3.3.5.1. Belgique

- Un contrôle fiscal est intervenu au sein de la filiale belge Derichebourg Belgium, portant sur l'identification des fournisseurs de métaux et de ferrailles pour les exercices 2006 à 2010. En novembre 2017, la cour d'appel de Mons a estimé que la société n'avait pas respecté la législation en matière d'identification à la TVA des fournisseurs et a rejeté la déductibilité des factures d'achat jugées non conformes. Cela s'est traduit par le paiement à titre conservatoire des rehaussements d'impôt, soit 6 M€, constatés en charge au cours de l'exercice 2016/2017. La société s'est pourvue en cassation. La Cour de cassation belge a cassé le 17 septembre 2020 l'arrêt de la Cour d'appel de Mons au motif et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Liège. Aucune conclusion n'a été tirée dans les comptes, dans l'attente de la décision de la Cour d'appel de Liège.

3.3.5.2. France

- Plusieurs filiales de l'activité collecte d'ordures ménagères ont été condamnées solidiairement en juin 2018 en première instance au paiement d'une somme de 3,7 M€ à des entités du groupe Veolia, après un jugement du tribunal de commerce de Paris dans le cadre d'une procédure portant sur les conditions de transfert de personnel en 2014 après que le groupe Veolia a succédé à la filiale Polyurbaine pour la collecte des ordures ménagères dans les 11^e et 19^e arrondissements de Paris. Le Groupe avait interjeté appel de ce jugement. Le jugement d'appel de mars 2020 est favorable au Groupe. Le montant de 3,7 M€, payé en 2018 à Veolia, a été remboursé sur l'exercice 2019/2020, enregistré en résultat non-courant. Veolia s'est pourvu en cassation.
- Dans le cadre de ses activités de services, le Groupe fait régulièrement l'objet de contrôles URSSAF. La filiale Derichebourg Aeronautics Service France a fait l'objet d'un contrôle au cours de l'exercice 2017/2018. À la suite de ce contrôle, la filiale a provisionné une somme de 1,5 M€ correspondant à un redressement probable. Elle conteste une somme de 3,2 M€, non provisionnée, portant sur des indemnités de panier non soumises à charges sociales, car elle estime ce redressement non fondé.
- Derichebourg SA et la filiale AFM Recyclage (en tant que dernier exploitant) avaient signé en 2012 un protocole avec une société d'économie mixte agissant pour le compte d'une municipalité, réitéré en 2018 et 2019, au titre duquel elles devaient libérer un terrain, le céder à la société d'économie mixte, et déplacer son activité sur un site proche. Conventionnellement, l'obligation financière au titre de la dépollution se limitait à une dépollution à usage industriel, non sensible dont le montant avait été estimé sur la base d'études préalables laissant apparaître un coût faible. Sur la base de sondages plus approfondis, un chiffrage estimatif du coût de cette dépollution a été réalisé, dont le montant remet en cause l'économie de l'opération. Des discussions ont débuté entre les parties prenantes afin de voir s'il est possible de trouver une solution acceptable par tous. Si tel n'était pas le cas, la filiale AFM Recyclage chercherait à poursuivre son activité sur ce site.

3 Rapport de gestion du Groupe

Facteurs de risque

- Litige avec l'acquéreur de la société DSIN : Le 27 septembre 2019, Derichebourg Multiservices Holding a cédé avec effet au 1^{er} octobre 2019 les titres de la société DSIN à la société DNUC, spécialisée dans le domaine des prestations dans le secteur nucléaire. La vente comportait la cession des titres et la cession d'une créance en compte-courant, dont le prix dépendait des soldes de certains postes du bilan au 30 septembre 2019. Le cessionnaire conteste le prix de cession proposé par le cédant. Les parties ne sont pas parvenues à un accord sur l'établissement du prix de cession de la créance en compte-courant, compte tenu du désaccord portant principalement sur la valeur de certaines créances clients. La société DSIN a requis le bénéfice d'une procédure de sauvegarde en décembre 2020 pour se prémunir des conséquences éventuelles des demandes d'un client au titre de l'inexécution partielle ou de la mauvaise exécution de prestations contractuelles et du préjudice subséquent. Postérieurement à l'arrêté du 31 mars 2021, le Cessionnaire a introduit une action judiciaire estimant que le Cédant avait retenu la transmission de certaines informations relatives à un contrat commercial. Elle réclame au cédant le montant de la créance déclarée par le tiers en question dans le cadre de la procédure de sauvegarde, soit 6,5 M€, majorée d'un certain nombre de coûts. Le cédant soutient qu'il a transmis au Cessionnaire les informations dont il disposait sur le contrat en question dans le cadre des due diligence qu'il a effectuées, que le préjudice établi par ce tiers n'est pas étayé, et que cette créance devrait donc être rejetée par la procédure ouverte au bénéfice de la société DSIN. Les premières audiences auront lieu au mois de mai 2021. Aucune autre conséquence que celles liées à l'ouverture de la procédure de sauvegarde sur les différentes créances détenues par des sociétés du groupe (dépréciation de créances à hauteur de 1,1 M€) n'a été tirée dans les comptes au 31 mars 2021, le groupe estimant les demandes infondées.
- Action intentée par le propriétaire d'un terrain voisin d'un site exploité par le groupe à Condette : En juin 2020, la filiale Revival, venant aux droits de la société STRAP, a été assignée par la SCI propriétaire d'un terrain voisin du site qu'elle exploite à Condette (Pas de Calais), qui prétend que cette dernière y aurait enfoui illégalement des déchets, et réclamant 27 M€ au titre des coûts allégués de dépollution (y compris les taxes d'enfouissement y afférentes). Cette affirmation se base sur un rapport d'expertise (qui avait conclu en sens opposé avant l'attestation évoquée ci-après) dont les conclusions reposent sur une attestation fournie par un ancien directeur général et ancien actionnaire de la société STRAP, en mauvais termes avec le groupe Derichebourg depuis son licenciement en 2003, devenu par la suite employé du propriétaire de la SCI en question. Revival, venant aux droits de STRAP, soutient qu'elle est totalement étrangère à cette pollution, qu'elle n'a jamais exploité les parcelles sur lesquelles ces déchets sont enfouis, que le type de déchets enfouis ne correspond pas à ceux générés par son activité, et que si son ancien directeur général (par ailleurs gendre de l'ancien propriétaire de STRAP à qui appartenaient à l'époque de la pollution les parcelles en question) a enfoui des déchets sur ce terrain appartenant à ses beaux-parents, cela relèverait d'une faute personnelle, séparable de son mandat de directeur général. Par ailleurs, Revival dispose d'éléments prouvant que le propriétaire de la SCI était informé de l'état de pollution du terrain avant qu'il ne l'acquière, ne le loue à un concurrent de Derichebourg, auquel il a fait en justice, et en vain, les mêmes griefs que ceux qu'il fait aujourd'hui à Revival. Revival estime que ces demandes sont totalement infondées, procèdent d'une falsification des faits et se réserve toutes possibilités afin de préserver ses intérêts.

Une audience relative à une demande de consignation des fonds a eu lieu le 11 mai 2021 et la décision a été mise en délibéré au 6 juillet 2021. Aucune provision n'a été constituée dans les comptes au 31 mars 2021.

3 Rapport de gestion du Groupe

Actionnariat et franchissements de seuils

3.4. Actionnariat et franchissements de seuils

La section intitulée « Actionnariat et franchissements de seuils » de la Section 3.4 du Document d’Enregistrement Universel 2019/2020 est mise à jour et complétée comme suit.

3.4.2. Actionnariat

En complément des informations Le tableau suivant donne les informations concernant les actionnaires connus de la Société au 31 mars 2021.

Actionnaires	Nombre de titres	% du capital	Nombre de droits de vote	% des droits de vote
CFER*	65 745 648	41,25	131 491 296	57,80
FINANCIÈRE DBG*	65 894	0,04	65 894	0,03
Salariés	1 690 000	1,06	1 690 000	0,74
Autodétention	0	0	0	0
Public	91 895 947	57,65	94 237 217	41,43
Total	159 397 489	100,00	227 484 407	100,00

* Les sociétés CFER et FINANCIÈRE DBG sont contrôlées de manière ultime par la famille de M. Daniel DERICHEBOURG.

3.4.3. Franchissements de seuils

Depuis le 1^{er} octobre 2020 Derichebourg a connu le franchissement de seuil suivant :

Date	Nom de l'actionnaire	Franchissement de seuil
10-03-2021	Amundi	À la hausse du seuil de 2% du capital avec 2 % des droits de vote

3 Rapport de gestion du Groupe

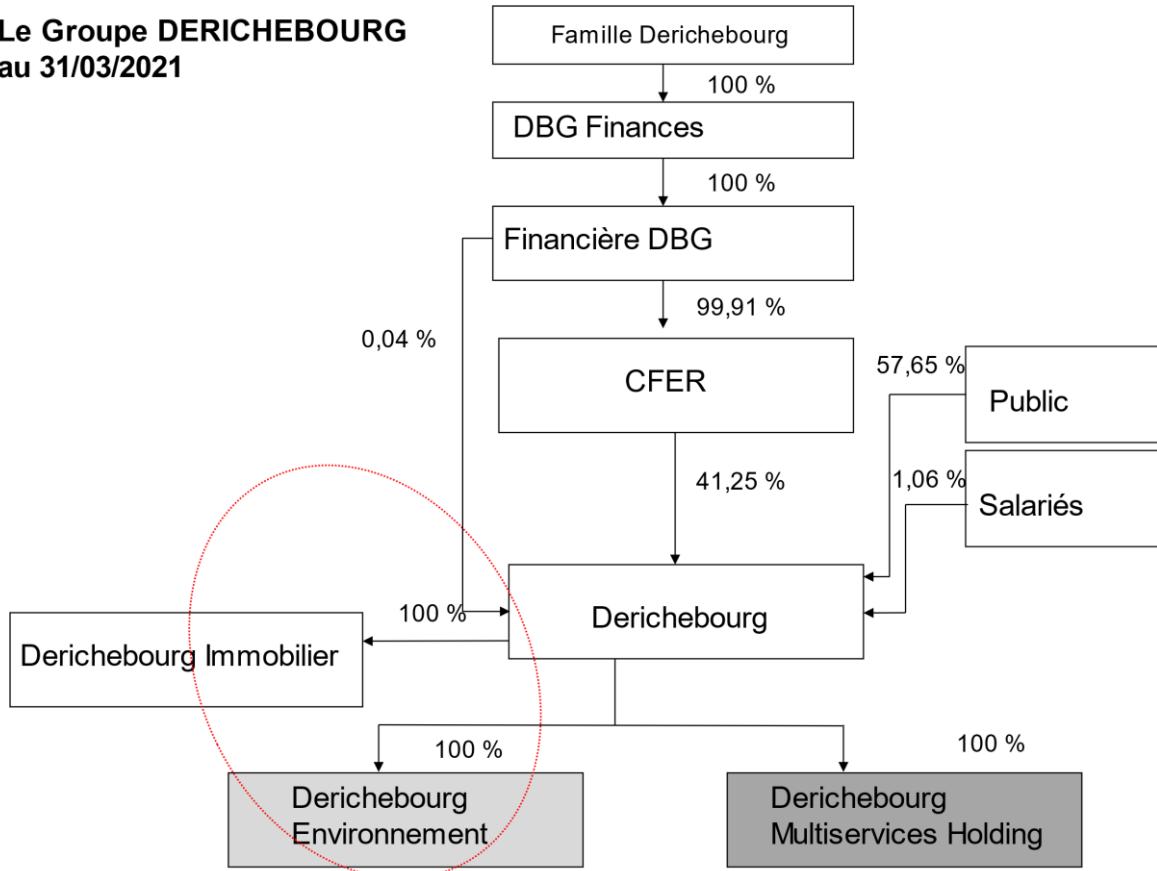
Organigrammes du Groupe

3.6. Organigrammes du Groupe

3.6.2. Organigramme

3.6.2.1. Organigramme synthétique du Groupe et de ses actionnaires

Le Groupe DERICHEBOURG au 31/03/2021



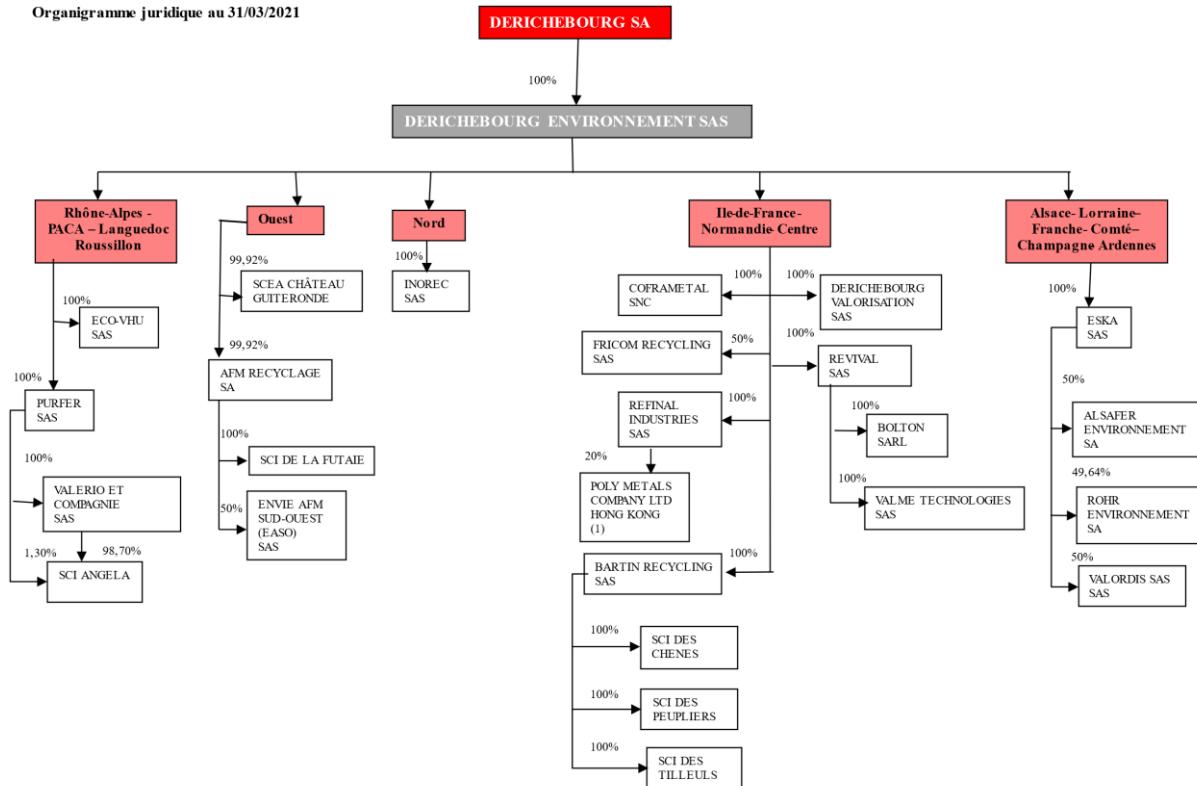
Il est prévu que les titres de Groupe Ecore Holding S.A.S. soient acquis par Derichebourg Environnement.

3 Rapport de gestion du Groupe

Organigrammes du Groupe

3.6.2.2. Organigramme détaillé de l'activité Services à l'Environnement

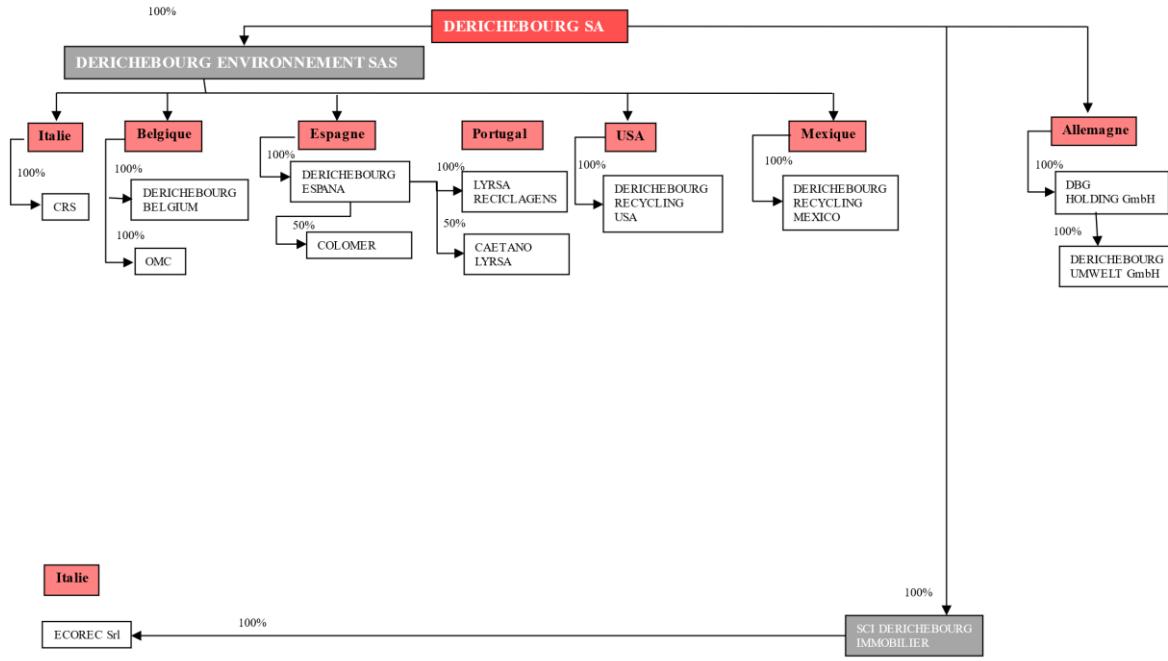
Organigramme juridique au 31/03/2021



La filiale Dohmen en cours de liquidation ne figurent pas sur l'organigramme
(1): Participation dédiée après le 31 mars 2021

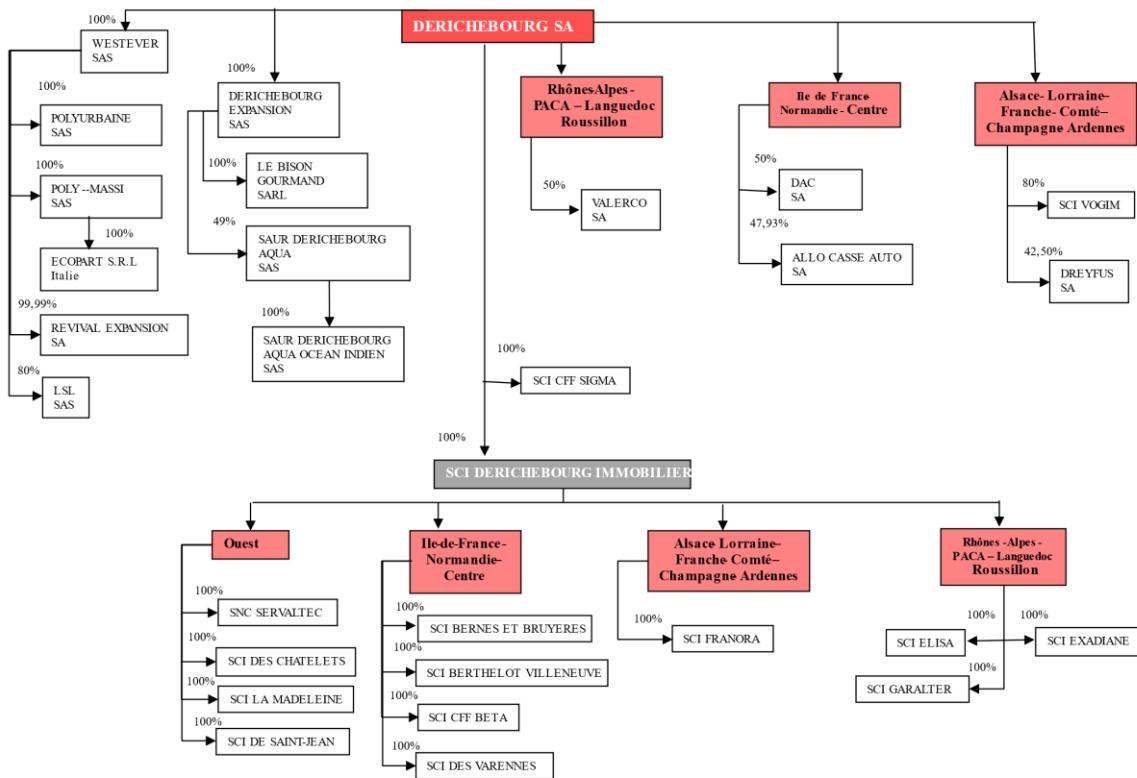
3 Rapport de gestion du Groupe

Organigrammes du Groupe



3 Rapport de gestion du Groupe

Organigrammes du Groupe

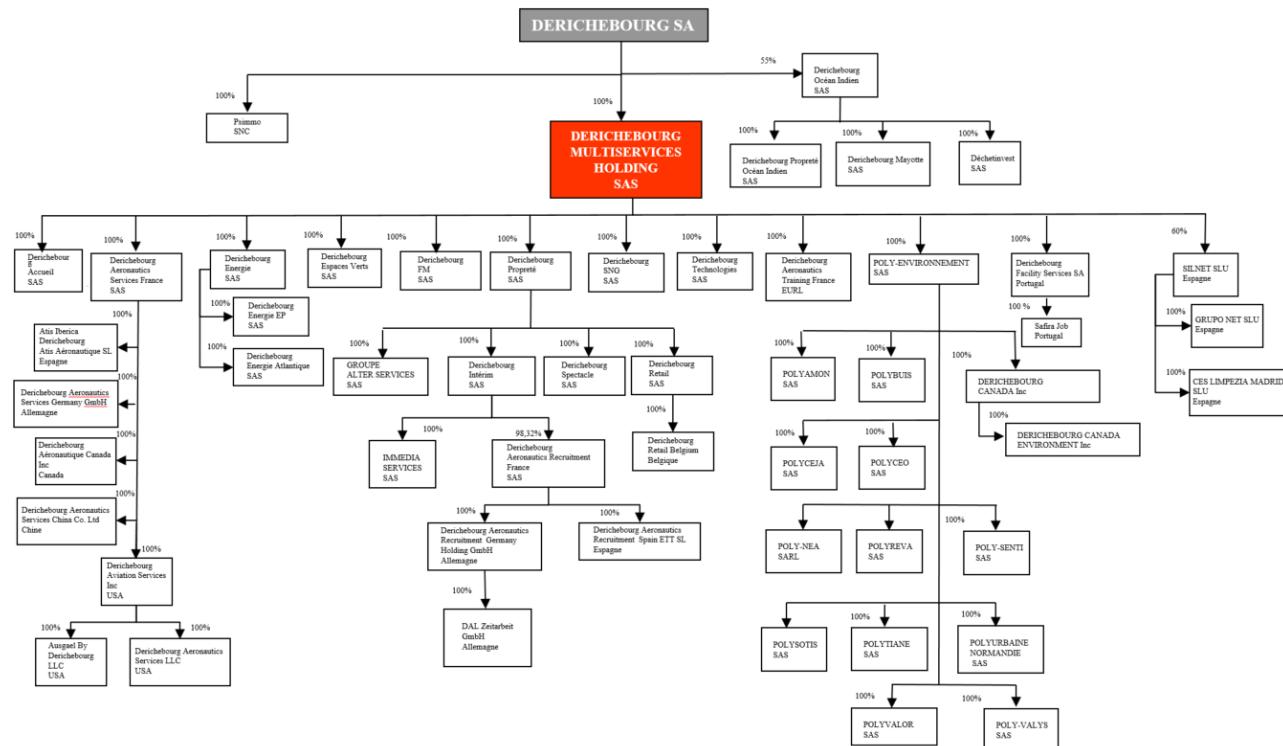


3 Rapport de gestion du Groupe

Organigrammes du Groupe

3.6.2.3. Organigramme détaillé de l'activité Multiservices

Organigramme Juridique au 31/03/2021



4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4. Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4.1. Bilan consolidé du Groupe Derichebourg au 31 mars 2021

Actif (en millions d'euros)	Note annexe	31-03-21	30-09-20
Ecarts d'acquisition	4.1	261,1	261,1
Immobilisations incorporelles	4.1	6,7	7,5
Immobilisations corporelles	4.2	496,9	497,7
Droits d'utilisation	4.2	202,8	190,2
Actifs financiers	4.3	10,3	10,0
Participations dans les entreprises associées et les co-entreprises	4.4	11,8	12,6
Impôts différés	4.23	32,4	31,1
Autres actifs	4.5	0,0	0,0
Total actifs non courants		1 022,0	1 010,1
Stocks et en-cours	4.6	136,7	105,3
Créances clients	4.7	399,6	309,9
Créances d'impôt	4.7	4,6	4,1
Autres actifs	4.7	90,4	68,3
Actifs financiers	4.7	20,0	15,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	403,7	361,9
Instruments financiers	4.12	1,4	0,0
Total actifs courants		1 056,4	865,0
Total actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés		0,0	0,0
Total actif		2 078,3	1 875,1

Passif (en millions d'euros)	Note annexe	31-03-21	30-09-20
Capital social	4.9	39,9	39,9
Primes liées au capital		0,8	0,8
Réserves		482,1	459,6
Résultat de l'exercice		73,6	21,3
Capitaux propres Groupe		596,3	521,6
Intérêts ne conférant pas le contrôle	4.10	3,4	2,6
Total capitaux propres		599,7	524,2
Emprunts et dettes financières	4.11	541,5	572,2
Provision retraite et avantages similaires	4.13	52,0	50,8
Autres provisions	4.13	32,8	33,4
Impôts différés	4.23	22,6	23,2
Autres passifs	4.16	4,5	3,2
Total passifs non courants		653,4	682,6
Emprunts et dettes financières	4.11	182,9	130,9
Provisions	4.14	2,6	4,6
Fournisseurs	4.15	346,0	254,5
Dettes d'impôts	4.15	27,1	4,7
Autres passifs	4.15	264,8	271,2
Instruments financiers	4.12	1,9	2,3
Total passifs courants		825,3	668,2
Total passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés		0,0	0,0
Total passif		2 078,3	1 875,1

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4.2. Résultat consolidé du Groupe Derichebourg au 31 mars 2021

(en millions d'euros)	Note annexe	2021 6 mois	2020 6 mois
Chiffre d'affaires	4.17	1 649,9	1 302,3
Autres produits de l'activité		2,8	2,0
Achats consommés		(828,5)	(580,1)
Charges externes		(192,5)	(175,7)
Charges de personnel	4.29	(431,6)	(427,9)
Impôts et taxes		(28,8)	(28,1)
Dotation aux amortissements		(60,4)	(58,2)
Dotation aux provisions	4.18	(7,2)	(2,0)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis		0,6	0,8
Autres charges d'exploitation	4.19	(5,5)	(5,8)
Autres produits d'exploitation	4.19	13,5	6,0
Résultat opérationnel courant		112,3	33,4
Autres charges opérationnelles	4.20	(0,6)	(0,6)
Autres produits opérationnels	4.20	3,8	3,7
Résultat sur cessions de participations consolidées	4.21		5,3
Résultat opérationnel		115,5	41,9
Frais financiers nets	4.22	(7,2)	(5,7)
Gains et pertes de change et autres	4.22	0,6	(0,3)
Résultat avant impôts	4.23	108,9	35,9
Impôts sur les bénéfices	4.23	(33,4)	(13,1)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et les co-entreprises	4.4	(0,8)	0,2
Résultat net		74,7	23,1
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession			
Résultat net de l'ensemble consolidé		74,7	23,1
Revenant :			
- aux actionnaires de la société		73,6	22,4
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle		1,1	0,7
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société (en € par action)	4.25		
- de base		0,46	0,14
- dilué		0,46	0,14
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société après résultat des activités arrêtées ou cédées (en € par action)			
- de base		0,46	0,14
- dilué		0,46	0,14

(en millions d'euros)	Note annexe	2021 6 mois	2020 6 mois
Résultat net de l'ensemble consolidé		74,7	23,1
Ecarts de conversion		1,1	(3,0)
Couverture des flux futurs			0,1
Réévaluation du passif au titre des engagements à prestations définies			
Impôts sur autres éléments du résultat global			(0,0)
Produits et charges de la période comptabilisés directement en capitaux propres		1,1	(2,9)
Résultat global de la période		75,8	20,2
Dont			
- part revenant aux actionnaires de la société		74,7	19,5
- part revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle		1,1	0,7

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4.3. Tableau des flux de trésorerie consolidés du Groupe Derichebourg au 31 mars 2021

(en millions d'euros)	Note Annexe	2021 6 mois	2020 6 mois
Résultat net total consolidé		74,7	23,1
Résultat net consolidé des activités abandonnées ou en cours de cession		0,0	0,0
Résultat net consolidé des activités poursuivies		74,7	23,1
Ajustements pour :			
Elimination du résultat des entreprises associées et des co-entreprises		0,8	(0,3)
Amortissements et provisions		58,9	57,9
Profits et pertes de juste valeur		(1,7)	(0,6)
Elimination des résultats de cession		3,0	(4,5)
Elimination des produits de dividendes		(0,0)	(0,0)
Autres produits et charges sans incidence trésorerie		(0,2)	0,0
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt		135,4	75,6
Coût de l'endettement financier net		7,2	5,7
Charge d'impôt		33,4	13,1
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt		176,0	94,4
Variation du BFR lié à l'activité		(52,8)	(32,7)
Impôts versés		(12,9)	(12,4)
Flux de trésorerie d'exploitation générés par les activités abandonnées		0,0	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE		110,3	49,3
Incidence des variations de périmètre		0,0	(145,4)
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(38,6)	(51,4)
Acquisition d'actifs financiers		(0,2)	0,0
Variation des prêts et avances consentis		(5,1)	1,0
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		3,4	0,7
Cession d'actifs financiers		0,0	0,0
Dividendes reçus		0,0	0,1
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement des activités abandonnées		0,0	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENTS		(40,6)	(195,1)
Augmentation de capital		0,0	0,0
Emission d'emprunts		6,8	256,9
Remboursement d'emprunts		(75,0)	(101,7)
Intérêts financiers nets versés		(6,2)	(4,9)
Dividendes versés aux actionnaires du groupe		0,0	(17,5)
Dividendes versés aux intérêts ne conférant pas le contrôle		(0,0)	(0,8)
Factor		29,4	5,0
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement des activités abandonnées		0,0	0,0
FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT		(45,0)	137,0
Incidence de la variation des taux de change		0,2	(0,4)
Incidence de la variation des taux de change des activités abandonnées			
VARIATION DE LA TRESORERIE		25,0	(9,2)
Trésorerie d'ouverture	4.8	353,5	277,8
Trésorerie de clôture	4.8	378,4	268,7
Trésorerie nette reclassée suite à l'application de la norme IFRS 5		0,0	0,0
VARIATION DE LA TRESORERIE		25,0	(9,2)

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4.4. Variation des capitaux propres consolidés du Groupe Derichebourg au 31 mars 2021

(en millions d'euros)	Capital	Primes liées au capital	Actions propres	Réserves de conversion	Résultat de l'exercice	Capitaux propres Groupe	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total Capitaux Propres	
Situation au 30 septembre 2019	39,9	0,8	(0,0)	418,7	8,3	55,6	523,1	2,9	526,0
Affectation du résultat				55,6	(55,6)	0,0		0,0	
Dividendes versés				(17,5)		(17,5)	(0,8)	(18,3)	
Résultat de l'exercice (part du groupe)					22,4	22,4	0,7	23,1	
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				0,1	(3,0)	(2,9)		(2,9)	
Autres variations						0,0	1,1	1,1	
Situation au 31 mars 2020	39,9	0,8	(0,0)	456,9	5,3	22,4	525,2	3,8	529,0
Affectation du résultat						0,0			
Dividendes versés						0,0			
Actions propres						0,0			
Résultat de l'exercice (part du groupe)					(1,1)	(1,1)	0,4	(0,7)	
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres				1,0	(3,5)	(2,5)		(2,5)	
Autres variations						(1,6)	(1,6)		
Situation au 30 septembre 2020	39,9	0,8	0,0	457,9	1,8	21,3	521,6	2,6	524,2
Affectation du résultat				21,3	(21,3)	0,0			
Dividendes versés						(0,3)	(0,3)		
Résultat de l'exercice (part du groupe)					73,6	73,6	1,1	74,7	
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres					1,1		1,1		
Autres variations									
Situation au 31 mars 2021	39,9	0,8	0,0	479,2	2,9	73,6	596,3	3,4	599,7

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4.5. Annexe aux états financiers consolidés intermédiaires

SOMMAIRE

1.	PRESENTATION DU GROUPE	51
1.1	Identification de l'émetteur	51
1.2	Faits significatifs de la période	51
2.	PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES	52
2.1	Principes généraux.....	52
2.2	Principes comptables, règles et méthodes d'évaluation	53
3.	ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	54
3.1	Entrées dans le périmètre de consolidation.....	54
3.2	Variation du pourcentage de contrôle	54
3.3	Restructuration interne	54
3.4	Sorties de périmètre	54
4.	NOTES ANNEXES	55
4.1	Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition	55
4.2	Immobilisations corporelles et droits d'utilisations	56
4.3	Actifs financiers.....	57
4.4	Participations dans les entreprises associées et les co-entreprises.....	58
4.5	Autres actifs non courants.....	59
4.6	Stocks et en-cours.....	59
4.7	Créances clients, autres créances et actifs financiers courants	60
4.8	Trésorerie et équivalents de trésorerie	60
4.9	Capitaux propres consolidés	61
4.10	Intérêts ne conférant pas le contrôle	61
4.11	Endettement	62
4.12	Instruments financiers	68
4.13	Provisions non courantes et provisions pour engagements envers le personnel.....	73
4.14	Provisions courantes.....	74
4.15	Autres passifs courants.....	74
4.16	Autres passifs non courants	74
4.17	Informations sectorielles	75
4.18	Dotations aux provisions	77
4.19	Autres produits et charges d'exploitation	77
4.20	Autres produits et charges opérationnels	78
4.21	Résultat sur cessions de participations consolidées	78
4.22	Frais financiers nets	78
4.23	Impôts sur les résultats.....	79
4.24	Activités arrêtées ou en cours de cession	80
4.25	Résultat par action	81
4.26	Engagements.....	81
4.27	Litiges significatifs	82
4.28	Transactions avec les parties liées	84
4.29	Informations sociales	85
4.30	Évènements postérieurs à l'exercice	85

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

1. PRÉSENTATION DU GROUPE

1.1 Identification de l'émetteur

DERICHEBOURG est une société anonyme créée et domiciliée en France, 119, avenue du général Michel Bizot 75012 PARIS. DERICHEBOURG est cotée sur le marché Euronext, compartiment B. Les activités du Groupe sont les suivantes :

- activité Services à l'Environnement
- activité Services aux Entreprises
- activité Holding

Derichebourg détient au sein d'une SCI immobilière une grande partie de son immobilier d'exploitation.

Les états financiers consolidés pour la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021, ont été arrêtés par le Conseil d'administration de Derichebourg SA le 20 mai 2021 et ont fait l'objet d'un examen limité par nos Commissaires aux comptes.

Ils reflètent la situation comptable de la société et de ses filiales, ainsi que les intérêts du Groupe dans les entreprises associées.

Les états financiers sont présentés en millions d'euros sauf mention contraire. Les montants sont arrondis à la centaine de milliers d'euros la plus proche.

1.2 Faits significatifs de la période

1.2.1 Contexte sanitaire

Malgré le contexte sanitaire difficile à cause de la recrudescence du COVID-19 en France (2^{ème} et 3^{ème} vagues), l'activité du Groupe pris dans son ensemble n'a pas été significativement perturbée au cours de ce semestre, même si certains métiers font face à un niveau d'activité plus bas depuis un an.

1.2.2 Signature du contrat en vue de l'acquisition du groupe ECORE

Le 30 décembre 2020, Derichebourg Environnement a soumis aux actionnaires de Groupe Ecore Holding une offre ferme et irrévocable d'acquisition de 100% du capital de Groupe Ecore Holding, sur la base de laquelle ces derniers ont consenti une période de négociations exclusives.

Le 26 février 2021, Derichebourg Environnement et les actionnaires de Groupe Ecore Holding ont signé le contrat d'acquisition, dont la réalisation est soumise à l'autorisation des autorités compétentes en charge du contrôle des concentrations.

Le Groupe Ecore a réalisé au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 un chiffre d'affaires de 881 M€, et un EBITDA publié (après application de la norme IFRS 16) de 53 M€. Elle emploie 1.300 collaborateurs, et développe ses activités de recyclage de déchets métalliques (92% du chiffre d'affaires) sur 68 sites situés en France, Belgique, Suisse, Roumanie, Hongrie. Les volumes traités par Ecore au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2020 sont les suivants :

- Ferrailles : 2.238 Kt (dont 518 Kt de négoce)
- Métaux non-ferreux : 216 Kt (dont 37 Kt de batteries)

Le groupe Derichebourg a sécurisé le financement lié à cette acquisition.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

2. PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

2.1 Principes généraux

En application du règlement européen 1606/2002 du 19 juillet 2002 sur les normes internationales, les états financiers au 31 mars 2021 du Groupe Derichebourg sont établis conformément aux normes et interprétations publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et adoptées par l'Union Européenne.

Ce référentiel, disponible sur le site de la Commission Européenne (<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX:32002R1606>), intègre les normes comptables internationales (IAS et IFRS), les interprétations du comité permanent d'interprétation (Standing Interpretations Committee – SIC) et du comité d'interprétation des normes d'informations financières internationales (International Financial Reporting Interpretations Committee – IFRIC).

Les états financiers consolidés semestriels, présentés de manière résumée, ont été préparés conformément à la norme internationale d'information financière IAS 34 (« Information financière intermédiaire ») telle qu'adoptée par l'Union Européenne. Les règles et méthodes sont identiques à celles appliquées dans les comptes consolidés arrêtées au 30 septembre 2020.

Les états financiers semestriels ne comportent pas toutes les informations et annexes telles que présentées dans les états financiers annuels. De ce fait, il convient d'en effectuer la lecture en parallèle avec les états financiers consolidés du Groupe Derichebourg au 30 septembre 2020.

Les comptes ont été arrêtés selon le principe de continuité d'exploitation.

Les états financiers consolidés du Groupe Derichebourg pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 sont disponibles sur demande au siège social de la société situé 119, avenue du général Michel Bizot à Paris ou sur le site internet www.derichebourg.com.

2.1.1 Normes et interprétations applicables à l'exercice ouvert le 1er octobre 2020

Les normes et interprétations adoptées dans l'Union Européenne qui trouvent à s'appliquer de façon obligatoire aux comptes consolidés du Groupe Derichebourg à compter du 1^{er} octobre 2020 sont les suivantes :

- Amendements à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises » ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39, et IFRS 7 « Réformes des taux d'intérêt de référence » ;
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 « Définitions du terme significatif » ;
- Amendements des références au cadre conceptuel dans les normes IFRS.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

2.1.2 Normes et interprétations publiées non encore en vigueur

Le Groupe n'a pas anticipé de normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire au 1^{er} octobre 2020 (les dates d'application sont les dates reconnues par l'EFRAG) :

- Amendements à IFRS 16 « Allégements de loyers liés à la Covid-19 » ;
- Amendements à IFRS 4 « Contrats d'assurance – Prolongation de l'exemption temporaire de l'application d'IFRS 9 » ;
- Amendements à IFRS 9, IAS 39, IFRS 7, IFRS 4 and IFRS 16 « Réforme des taux d'intérêt de référence – Phase 2 » ;

2.2 Principes comptables, règles et méthodes d'évaluation

Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans les états financiers intermédiaires sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels consolidés du 30 septembre 2020. Les principes comptables sont décrits dans le Document d'Enregistrement Universel 2019-2020 aux paragraphes 2.2 et 2.3 de l'annexe aux comptes consolidés.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

3. ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION

3.1 Entrées dans le périmètre de consolidation

Pôle Services à l'Environnement

- Entrée de la société Dechetinvest dans le périmètre de consolidation

Pôle Services aux Entreprises

Néant

3.2 Variation du pourcentage de contrôle

Néant

3.3 Restructuration interne

Pôle Services à l'Environnement

- Transmission universelle des patrimoines des sociétés SCI de la Gare, SCI Inotera, SCI Purfollioules, SCI Routaboule et SCI Roux au profit de la société Derichebourg Immobilier le 1^{er} octobre 2020 ;
- Transmission universelle du patrimoine de la société Polycorot au profit de la société Poly-Environnement le 1^{er} octobre 2020 ;
- Fusion de la société Derichebourg Canada Multiservices, non incluse dans le périmètre de consolidation, dans la société Derichebourg Canada Inc le 4 décembre 2020.

Pôle Services aux Entreprises

- Transmission universelle du patrimoine de la société Polyance au profit de la société Derichebourg Multiservices Holding le 1^{er} octobre 2020 ;
- Transmission universelle du patrimoine de la société Derichebourg Automobiles Services au profit de la société Derichebourg Multiservices Holding le 2 février 2021.

3.4 Sorties de périmètre

Pôle Services à l'Environnement

Néant

Pôle Services aux Entreprises

Néant

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4. NOTES ANNEXES

4.1 Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition

	30-09-20	Augmen-tations	Dimi-nutions	Autres variations	31-03-21
<i>En millions d'euros</i>					
Ecart d'acquisition	363,2				363,2
Concessions, brevets, licences	24,2	0,2	(0,1)	0,3	24,7
Autres immobilisations incorporelles	7,7	0,1		(0,3)	7,4
Total valeurs brutes	395,1	0,3	(0,1)		395,4
Ecart d'acquisition	(102,1)				(102,1)
Concessions, brevets, licences	(18,0)	(1,0)	0,1	(0,3)	(19,3)
Autres immobilisations incorporelles	(6,4)	(0,1)		0,3	(6,2)
Total amortissements	(126,5)	(1,1)	0,1		(127,6)
Total valeurs nettes	268,6	(0,8)			267,8

4.1.1 Variation de périmètre des écarts d'acquisition

Néant

4.1.2 Tests de dépréciation

Le Groupe procède à chaque clôture annuelle à des tests de perte de valeur sur l'ensemble de ses unités générales de trésorerie (UGT), selon les modalités décrites dans la note sur les principes comptables § 2.3.6 de l'annexe aux comptes consolidés du Document d'Enregistrement Universel 2019-2020.

Il n'a pas été identifié d'indice de perte de valeur sur les unités génératrices de trésorerie au 31 mars 2021. Aucun test de perte de valeur n'a été réalisé au 31 mars 2021.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.2 Immobilisations corporelles et droits d'utilisations

4.2.1 Immobilisations corporelles

<i>En millions d'euros</i>	30-09-20	Augmen- tations	Dimi- nutions	Variation de périmètre ⁽¹⁾	Autres variations	Ecart de change	31-03-21
Terrains	240,7	0,4			0,3	0,2	241,7
Constructions	366,5	3,2	(0,6)		4,0	0,3	373,4
Inst. Techn.. matériel & outillage	674,0	10,2	(6,5)		(2,1)	0,8	676,4
Autres immobilisations corporelles	200,1	5,8	(6,3)	5,3	(0,2)	0,9	205,5
Immobilisations corporelles en cours	23,5	14,9	(0,5)		(7,3)		30,6
Avances et acomptes versés	0,1	0,1	(0,1)				0,1
Total valeurs brutes	1 504,9	34,6	(14,1)	5,3	(5,3)	2,4	1 527,8
Terrains	(44,2)	(1,5)					(45,8)
Constructions	(212,2)	(7,4)	0,3		0,1	(0,1)	(219,3)
Inst. Techn.. matériel & outillage	(581,2)	(15,1)	6,4		1,1	(0,6)	(589,5)
Autres immobilisations corporelles	(169,6)	(6,2)	5,1	(5,3)	0,2	(0,4)	(176,3)
Total amortissements	(1 007,3)	(30,2)	11,8	(5,3)	1,3	(1,2)	(1 030,8)
Total valeur nettes	497,7	4,3	(2,2)		(3,9)	1,1	496,9

(1) Voir note 3 - Évolution du périmètre de consolidation.

4.2.2 Droits d'utilisation

<i>En millions d'euros</i>	30-09-20	Augmen- tations	Dimi- nutions	Autres variations ⁽¹⁾	Ecart de change	31-03-21
Terrains, constructions et ensembles immobiliers	78,2	10,9	(2,3)	(3,8)	0,1	83,1
Matériels et outillages	310,5	21,0	(6,6)	(140,1)		184,8
Autres immobilisations corporelles	74,7	8,6	(0,3)	(10,8)		72,3
Total valeurs brutes	463,4	40,5	(9,1)	(154,7)	0,1	340,2
Terrains, constructions et ensembles immobiliers	(22,7)	(6,9)	1,1	3,8		(24,7)
Matériels et outillages	(209,5)	(13,9)	4,8	144,0		(74,7)
Autres immobilisations corporelles	(41,0)	(8,1)	0,3	10,9		(38,0)
Total amortissements	(273,2)	(28,9)	6,2	158,7		(137,4)
Total valeurs nettes	190,2	11,6	(2,9)	3,9		202,8

(1) Le Groupe a sorti des immobilisations totalement amorties pour un montant de 160 M€.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.3 Actifs financiers

4.3.1 Variation de l'exercice

En millions d'euros	30-09-20	Augmen- tations	Dimi- nutions	Variation de périmètre ⁽¹⁾	31-03-21
					31-03-21
Titres de participation	2,6				2,6
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières	8,4	1,0	(0,2)	(0,5)	8,7
Total valeurs brutes	11,1	1,0	(0,2)	(0,5)	11,3
Perte de valeur sur titres	(0,9)				(0,9)
Perte de valeur sur prêts, cautionnements et autres créances	(0,1)				(0,1)
Total amortissements	(1,0)				(1,0)
Total valeurs nettes	10,0	1,0	(0,2)	(0,5)	10,3

(1) Voir note 3 - Evolution du périmètre de consolidation.

4.3.2 Actifs financiers non courants par échéance (hors titres de participation)

En millions d'euros	30-09-20	31-03-21	Plus de 1 an	Plus de 5 ans
		31-03-21	Plus de 1 an	Plus de 5 ans
Prêts, cautionnements et autres immobilisations financières		8,6	4,0	4,6
Total		8,6	4,0	4,6

4.3.3 Titres de participation et créances rattachées à des participations par nature

En millions d'euros	Pays	% détention	% Valeurs brutes	Provisions	Valeurs nettes
Titres de participation					
SERVICES A L'ENVIRONNEMENT					
DOHmen	Belgique	100 %	1,4		1,4 En liquidation
Autres sociétés (moins de 0,1 million d'euros)	France		0,3		0,3
SERVICES AUX ENTREPRISES					
DERICHEBOURG ATIS MAINTENANCE SERVICES	France	100 %	0,9	(0,9)	0,0 En liquidation
Total			2,6	(0,9)	1,7

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4 Participations dans les entreprises associées et les co-entreprises

4.4.1 Par nature

En millions d'euros	Pays	% détention	Quote-part de résultat	Quote-part des capitaux propres	
				31-03-21	30-09-20
ENTREPRISES ASSOCIEES					
ALLO CASSE AUTO	France	48%	(0,3)	1,8	2,1
CAETANO LYRSA	Portugal	50%			
DAC	France	50%		1,0	1,0
DREYFUS	France	43%		5,8	5,8
ROHR ENVIRONNEMENT	France	50%		1,8	1,8
SAUR DERICHEBOURG AQUA	France	49%	(0,4)	(0,6)	(0,2)
CO-ENTREPRISES					
ALSAFER	France	50%	0,1	0,3	0,2
COLOMER	Espagne	50%	0,1	1,1	1,0
ENVIE AFM SUD OUEST	France	50%	(0,2)	0,5	0,7
VALERCO	France	50%	(0,1)	0,1	0,2
Total			(0,8)	11,8	12,6

En millions d'euros	Pays	France	ALSAFER	COLOMER	ENVIE AFM SUD OUEST	VALERCO
			Date de clôture des comptes	31-03-21	31-03-21	31-03-21
Situation financière						
Actifs non courants			0,0	1,9	0,4	0,0
Actifs courants			0,8	2,4	1,7	0,3
Total actif			0,8	4,3	2,1	0,3
Passifs non courants			0,0	0,2	0,0	0,0
Passifs courants			0,3	0,7	1,0	0,1
Total passif			0,3	0,9	1,0	0,1
Actif net			0,5	3,4	1,1	0,2
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires			0,9	1,1	1,2	0,0
Résultat net			0,1	0,2	(0,3)	0,0
Tableau de flux de trésorerie						
Flux net de trésorerie généré par l'activité			(0,1)	0,2	0,4	0,0
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissements			0,0	0,0	(0,1)	0,0
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement			0,0	(0,1)	0,0	0,0
dont dividendes reçus par la filiale			0,0	0,0	0,0	0,0
Impact des variations des cours de change			0,0	0,0	0,0	0,0
Impact des changements de méthode			0,0	0,0	0,0	0,0
Trésorerie d'ouverture			0,3	(0,5)	0,8	0,2
Trésorerie de clôture			0,2	(0,3)	1,0	0,2
Variation de trésorerie			(0,1)	0,1	0,3	0,0

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4.2 Variation de l'exercice

	30-09-20	Quote-part du résultat net	31-03-21
<i>En millions d'euros</i>			
Participation dans les entreprises associées	12,6	(0,8)	11,8

4.5 Autres actifs non courants

	Valeurs brutes au 31-03-21	Provisions	Valeurs nettes au 31-03-21
<i>En millions d'euros</i>			
Autres créances	0,4	(0,4)	
Total	0,4	(0,4)	

4.6 Stocks et en-cours

4.6.1 Par nature

	Valeur brute au 31-03-21	Valeur brute au 30-09-20
<i>En millions d'euros</i>		
Matières premières	5,1	5,5
Autres approvisionnements	13,8	13,4
En-cours	0,8	0,8
Produits intermédiaires et finis	7,6	7,0
Stocks de marchandises	110,7	79,7
TOTAL	138,0	106,5

4.6.2 Variation de l'exercice

	Valeur nette au 30-09-20	Variations	Variation des dépréciations	Valeur nette au 31-03-21
<i>En millions d'euros</i>				
Matières premières	5,5	(0,4)		5,1
Autres approvisionnements	12,7	0,4	(0,1)	13,0
En-cours	0,7			0,7
Produits intermédiaires et finis	7,0	0,5		7,6
Stocks de marchandises	79,3	30,9		110,3
TOTAL	105,3	31,4	(0,1)	136,7

	30-09-20	Dotations	31-03-21
<i>En millions d'euros</i>			
Dépréciations de stocks	(1,2)	(0,1)	(1,3)

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.7 Créances clients, autres créances et actifs financiers courants

En millions d'euros	31-03-21			30-09-20		
	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes	Valeurs brutes	Dépréciation	Valeurs nettes
Créances clients	409,7	(10,1)	399,6	318,8	(9,0)	309,9
Créances d'impôt	4,6		4,6	4,1		4,1
Avances et acomptes versés	25,3		25,3	13,9		13,9
Créances sociales	10,1		10,1	6,5		6,5
Créances fiscales	36,4		36,4	29,3		29,3
Créances diverses	15,0	(5,1)	9,9	17,8	(5,1)	12,7
Charges constatées d'avance	8,7		8,7	5,9		5,9
Autres actifs courants	95,5	(5,1)	90,4	73,4	(5,1)	68,3
Dividendes à recevoir						
Prêts, dépôts et cautionnements	23,7	(3,7)	20,0	19,1	(3,7)	15,4
Actifs financiers courants	23,7	(3,7)	20,0	19,1	(3,7)	15,4
<hr/>						
<i>En millions d'euros</i>		30-09-20	Dotations	Reprises	31-03-21	
Dépréciation clients	(9,0)		(1,8)	0,7	(10,1)	

4.8 Trésorerie et équivalents de trésorerie

Par nature

Les disponibilités sont constituées de valeurs mobilières de placement, de soldes débiteurs de banque et de caisse.

En millions d'euros	Valeur brute au 31-03-21	Provisions	Valeur nette au 31-03-21	Valeur nette au 30-09-20
			31-03-21	30-09-20
Valeurs mobilières de placement	0,7		0,7	1,0
Disponibilités	403,0		403,0	360,9
Total	403,7		403,7	361,9

En millions d'euros	Valeur nette au 31-03-21	Valeur nette au 30-09-20
	31-03-21	30-09-20
Trésorerie active	403,7	361,9
Concours bancaires courants	25,3	8,5
Total	378,4	353,4

Le cash pooling mis en place par le Groupe principalement sur la France permet de centraliser quotidiennement tous les flux de trésorerie des filiales dans une optique de réduction des coûts de financement.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

Le Groupe présente les positions de trésorerie, en fonction du solde comptable de chaque compte bancaire, alors que ces comptes peuvent être globalisés avec d'autres comptes de solde éventuellement de sens différent dans le cadre d'échelles d'intérêts fusionnées, et d'autorisations de découvert globales accordées au Groupe.

4.9 Capitaux propres consolidés

Au 31 mars 2021, le capital social se compose de 159 397 489 actions d'une valeur nominale de 0,25 €, soit un montant de 39 849 372,25 €.

4.10 Intérêts ne conférant pas le contrôle

	31-03-21	30-09-20
<i>En millions d'euros</i>		
Intérêts ne conférant pas le contrôle à l'ouverture	2,6	2,9
Mouvements de périmètre de consolidation	(0,5)	
Part du résultat des sociétés consolidées revenant aux intérêts ne conférant pas le contrôle	1,1	1,1
Quote-part des dividendes des sociétés consolidées	(0,3)	(0,8)
Autres variations	0,0	0,0
Intérêts ne conférant pas le contrôle à la clôture	3,4	2,6

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.11 Endettement

4.11.1 Emprunts et dettes financières

4.11.1.1 Variation de l'endettement financier

En millions d'euros	30-09-20	Augmentations	Diminutions	Autres variations	Ecart de change	31-03-21
Emprunts établissements de crédit	424,5	4,2	(0,7)	(43,3)	0,4	385,1
Dettes financières diverses	1,4	0,4	(0,3)		0,1	1,6
Dettes liées aux contrats de location-financement	107,4	24,2		(20,6)		111,1
Dettes liées aux contrats de location simple	38,9	17,4		(12,6)		43,7
Dettes financières non courantes	572,2	46,1	(1,0)	(76,4)	0,6	541,5
Emprunts établissements de crédit	74,9	34,4	(45,9)	43,3	0,1	106,8
Dettes financières diverses	0,5	0,5				1,0
Dettes liées aux contrats de location-financement	32,3		(17,9)	20,6		34,9
Dettes liées aux contrats de location simple	14,8		(12,4)	12,6		15,0
Concours bancaires courants	8,5	16,8				25,3
Dettes financières courantes	130,9	51,7	(76,3)	76,4	0,1	182,9
Total dettes financières	703,1	97,8	(77,3)		0,7	724,3

4.11.1.2 Echéancier des emprunts et dettes financières non courantes

Echéancier des flux contractuels non actualisés sur l'endettement financier hors coût amorti, dette d'affacturage et concours bancaires courants

En millions d'euros	Valeur comptable 31-03-21	31-03-22	31-03-23	31-03-24	31-03-25	31-03-26	31-03-27 et au-delà
Crédit syndiqué	210,0	30,0	30,0	30,0	120,0		
Prêt BEI	130,0		13,0	13,0	13,0	13,0	78,0
Dettes de location	204,7	49,9	40,9	34,2	27,1	19,7	33,0
Autres lignes moyen et long termes ⁽¹⁾	108,7	30,1	24,0	21,3	14,9	7,0	11,4
Dette financières diverses	2,5	1,0				1,2	0,4
Total dettes financières hors coût amorti, affacturage et concours bancaires courants	655,9	110,9	107,9	98,5	175,0	40,9	122,7
Coût amorti	(3,5)						
Dette d'affacturage	46,7						
Concours bancaires	25,3						
Total dettes financières	724,3						

(1) Le détail des autres lignes moyen et long termes est présenté dans la note 4.11.1.4

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.11.1.3 Dettes financières par principales devises

En millions d'euros	31-03-21	Euro	Dollar américain	Dollar canadien
Emprunts établissements de crédit	385,1	377,8		7,2
Dettes financières diverses	1,6	1,4		0,2
Dettes liées aux contrats de location-financement	111,1	109,9	1,2	
Dettes liées aux contrats de location simple	43,7	42,9		0,9
Dettes financières non courantes	541,5	532,0	1,2	8,3
Emprunts établissements de crédit	106,8	103,0	1,3	2,5
Dettes financières diverses	1,0	1,0		
Dettes liées aux contrats de location-financement	34,9	34,4	0,5	
Dettes liées aux contrats de location simple	15,0	14,8		0,2
Concours bancaires courants	25,3	24,6	0,7	
Dettes financières courantes	182,9	177,7	2,6	2,6
Total dettes financières	724,3	709,7	3,8	10,9

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.11.1.4 Caractéristiques des principales lignes de crédit

Dénomination	Devise	Montant nominal En millions de devises	Taux/Index	Date d'échéance finale	Valeur comptable au 31-03-21 En millions d'euros	Valeur comptable au 30-09-20 En millions d'euros
Crédit syndiqué ⁽¹⁾	EUR	240,0	Euribor 6M	31/03/2025	210,0	240,0
Crédit revolving ⁽¹⁾	EUR	100,0	Euribor 6M	31/03/2025		
Prêt BEI	EUR	130,0	1,13%	02/08/2031	130,0	130,0
Emprunt Canada - 2020 - 1	CAD	2,8	4,08%	06/07/2024	1,8	
Emprunt Canada - 2020 - 2	CAD	4,9	3,89%	09/12/2027	3,2	
Emprunt Canada - 2017 - 1	CAD	9,0	3,34%	01/04/2024	2,8	3,2
Emprunt France - 2020 - 1	EUR	10,0	1,45%	25/08/2032	9,2	10,0
Emprunt France - 2020 - 2	EUR	3,0	0,48%	30/06/2027	2,7	2,9
Emprunt France - 2020 - 3	EUR	3,0	0,48%	30/06/2027	2,7	2,9
Emprunt France - 2020 - 4	EUR	5,0	0,63%	25/08/2025	4,5	5,0
Emprunt France - 2019 - 1	EUR	20,0	Euribor 3M	02/09/2024	14,0	16,0
Emprunt France - 2019 - 2	EUR	3,3	1,42%	30/12/2029	3,0	3,1
Emprunt France - 2019 - 3	EUR	3,0	0,98%	20/02/2026	2,1	2,4
Emprunt France - 2019 - 4	EUR	5,0	0,96%	31/05/2026	5,0	5,0
Emprunt France - 2019 - 5	EUR	4,0	1,25%	01/12/2025	3,2	3,5
Emprunt France - 2018 - 1	EUR	5,0	1,36%	30/04/2025	4,3	4,8
Emprunt France - 2018 - 2	EUR	5,5	1,65%	05/06/2030	4,3	4,5
Emprunt France - 2017 - 1	EUR	5,0	2,19%	30/10/2024	3,8	4,3
Emprunt France - 2017 - 3	EUR	5,0	2,19%	30/10/2024	3,8	4,3
Emprunt France - 2017 - 4	EUR	6,0	1,20%	30/10/2022	2,1	2,7
Emprunt France - 2017 - 5	EUR	4,0	1,20%	30/10/2022	1,3	1,7
Emprunt France - 2017 - 6	EUR	10,0	0,85%	30/09/2024	5,1	5,8
Emprunt France - 2016 - 1	EUR	5,0	0,61%	22/06/2024	2,4	2,7
Emprunt France - 2016 - 2	EUR	5,0	0,61%	22/06/2024	2,4	2,7
Emprunt France - 2016 - 3	EUR	8,0	1,25%	30/10/2021	1,2	2,0
Autres emprunts - Encours < 1,5 MEUR					23,6	25,7
Dettes de location non courantes					154,8	146,3
Dettes de location courantes					49,9	47,0
Dettes financières diverses	EUR				2,6	1,8
Coût amorti du crédit syndiqué	EUR				(3,5)	(3,0)
Factor en syndication ⁽²⁾	EUR	300,0		31/12/2021	46,7	17,3
Lignes bilatérales confirmées et non confirmées	EUR	141,0			25,3	8,5
Total dettes financières					724,3	703,1

(1) Le groupe Derichebourg est partie prenante à un crédit syndiqué qui constitue, avec le prêt BEI et les contrats d'affacturage, les principales sources de financement du Groupe.

(2) 260,2 M€ de cession de créances sans recours pour 280,8 M€ de financement reçu au 31 mars 2021.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.11.1.5 Contrat de crédits 2020

Le Groupe a conclu le 19 mars 2020, avec douze établissements bancaires, un contrat de crédits d'un montant de 340 millions d'euros dont 100 millions de crédit revolving et 240 millions d'euros de prêt amortissable. Le contrat a été conclu pour une durée de cinq ans, et le groupe a la faculté de solliciter deux fois les banques pour étendre la date de remboursement final d'une année.

Concernant le prêt amortissable, l'encours est de 210 M€ au 31 mars 2021. Les échéances d'amortissement annuel sont de 30 M€ (et 120 M€ à la date de remboursement final, si celle-ci intervient à la fin de l'année 5, 90 M€ si elle intervient à la fin de l'année 6, 60 M€ si elle intervient à la fin de l'année 7).

Le crédit revolving de 100 M€ n'est pas tiré au 31 mars 2021.

Il n'y a pas de sûretés garantissant le remboursement du crédit.

Taux d'intérêt

Les montants tirés sur cette ligne de crédit portent intérêt au taux Euribor augmenté d'une marge ajustée périodiquement sur la base du ratio des dettes financières nettes consolidées sur l'excédent brut d'exploitation consolidé.

Obligations de remboursement anticipé – Cas de défaut

Le contrat de crédits prévoit la possibilité pour les prêteurs, si une majorité le demande, d'exiger le remboursement anticipé de l'intégralité des sommes dues en cas de survenance de certains cas de défauts usuels, notamment si un évènement affecte défavorablement et de manière significative l'activité ou la situation financière du Groupe Derichebourg ou la capacité de Derichebourg à servir sa dette.

Un changement de contrôle ou un retrait de cote de l'action Derichebourg constituerait un cas de remboursement anticipé obligatoire.

Par ailleurs, le contrat de crédits prévoit une obligation de remboursement anticipé partiel des sommes dues en cas d'augmentation de capital, en cas d'émission de titres donnant accès au capital ou de titres de créances (si la maturité de celles-ci est antérieure à celle du crédit syndiqué).

Clauses restrictives (covenants)

Le contrat de crédits comporte également des clauses restrictives limitant la capacité des sociétés du Groupe (sauf accord des prêteurs) à, notamment :

- contracter des dettes supplémentaires ;
- consentir des sûretés et des garanties ;
- s'engager dans des opérations de fusions, de scissions ou de restructurations ;
- s'engager dans certaines opérations de croissance externe, au-delà d'un certain seuil ;
- procéder à des investissements excédant au cours d'un exercice social donné des montants fixés au contrat ;
- procéder à des cessions d'actifs ou de participations, sauf celles autorisées par les contrats ;
- procéder, avec certaines exceptions, au remboursement et/ou à la réduction de leur capital social.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

Le contrat de crédits comporte par ailleurs des engagements prévoyant la souscription et le maintien de polices d'assurances conformes aux pratiques généralement admises dans le domaine d'activité des sociétés du Groupe Derichebourg.

4.11.1.6 Contrat d'affacturage

Le Groupe Derichebourg a conclu à effet au 1^{er} janvier 2015 un contrat d'affacturage à vocation sans recours d'un montant de financement maximal de 300 M€, qui concerne les entités françaises, belges, allemandes et italiennes des activités Services à l'Environnement et Services aux Entreprises. Ce contrat est d'une durée confirmée de trois ans portant l'échéance au 31 décembre 2021.

Les créances éligibles correspondent à des livraisons effectuées ou des prestations de services rendues auprès des clients privés ou de clients publics français.

Lors de chaque cession de créances, les créances entrant dans l'enveloppe de l'agrément de l'assureur-crédit (sous déduction des créances préalablement cédées sans recours et non encore payées) sont cédées sans recours. Les autres créances sont cédées avec recours. Les créances conservent leur statut (cédées avec ou sans recours) initial jusqu'à leur paiement.

Le factor est co-assuré avec le Groupe auprès des deux assureurs-crédit. Le versement des éventuelles indemnités d'assurance-crédit lui est délégué.

Les intérêts sont précomptés lors de la cession de la créance sur la base d'un délai moyen de règlement conventionnel. Le risque de retard de paiement est transféré au factor.

Le taux de dilution (avoirs, remises) est faible.

Le montant des créances décomptabilisées au titre des contrats d'affacturage s'élève à 248,8 M€ au 31 mars 2021.

Le Groupe décomptabilise 95% des créances sans recours du fait de la quotité résiduelle non garantie de 5%.

4.11.1.7 Prêt BEI

Le montant du prêt est de 130 M€. Il est adossé à un programme d'investissements du groupe pour la période 2019-2022.

Le contrat est d'une durée de 12 ans, avec deux ans de franchise de remboursement, il est ensuite remboursable en 10 annuités égales.

Le texte du contrat de la BEI est proche de celui du contrat de crédits syndiqués. Il comporte un engagement de maintenir la BEI *pari passu* avec les autres prêteurs du Groupe, et un engagement d'informer la BEI si un nouveau contrat de crédit comporte des clauses plus strictes, afin de lui permettre d'apprécier s'il est nécessaire de modifier le contrat.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.11.2 Position financière nette

	31-03-21	30-09-20
<i>En millions d'euros</i>		
Dettes financières	724,3	703,1
Trésorerie active	403,7	361,9
Total endettement net	320,7	341,1

4.11.3 Risque de liquidité

Le Groupe gère le risque d'être à court de trésorerie en utilisant un outil de gestion des liquidités récurrentes. Cet outil tient compte de la maturité à la fois des investissements financiers et des actifs financiers (par exemple créances clients, autres actifs financiers) et des estimations de flux de trésorerie futurs liés aux activités opérationnelles.

Au 31 mars 2021, les principales sources de financement du Groupe sont :

- un contrat de crédit syndiqué de 340 M€ mis en place en mars 2020, dont l'encours autorisé est 310 M€. Il comporte un prêt d'une durée de cinq ans, amortissable par annuités constantes, d'un montant de 210 M€ (encours autorisé et tiré de 210 M€ au 31 mars 2021), et un crédit revolving utilisable sous forme de tirages d'un montant de 100 M€, remboursable in fine au bout de cinq ans. La prochaine échéance au titre du prêt amortissable interviendra le 31 mars 2022, et sera d'un montant de 30 M€. Au 31 mars 2021, aucun tirage n'était en cours au titre du crédit revolving ;
- un contrat d'affacturage à vocation sans recours entré en vigueur le 1er janvier 2015, d'une durée initiale de deux ans, renouvelé deux fois, en avril 2016 et novembre 2018, pour porter la maturité à fin décembre 2021 et la capacité de tirage à 300 M€ (en fonction des créances disponibles). Le factor achète les créances sans recours à concurrence du montant des agréments délivrés par les assureurs crédit, et avec recours au-delà. Le montant des créances que le Groupe est susceptible de dé-comptabiliser dépend donc du montant de créances disponibles et des agréments délivrés par les assureurs crédit. Toute variation à la baisse d'un de ces montants peut conduire à une augmentation de l'endettement affiché par le Groupe. Le montant tiré sur cette ligne est de 280,8 M€ au 31 mars 2021, pour une contribution à l'endettement net de 46,7 M€ ;
- des crédits à moyen terme pour un montant de 118,7 M€ utilisés à hauteur de 108,7 M€ ;
- un contrat de prêt avec la Banque Européenne d'Investissement, d'un montant de 130 M€ ;
- des contrats de location, dont l'encours au 31 mars 2021 est de 204,7 M€ ;
- des lignes bilatérales, confirmées ou non, pour un montant cumulé de 141 M€, qui ne sont pas utilisées puisque la trésorerie nette du Groupe est de 378,4 M€ au 31 mars 2021.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

Ratios financiers

Le Contrat de Crédits prévoit que le Groupe doit maintenir les ratios financiers suivants :

- le ratio de levier annuel, c'est-à-dire le rapport (a) dettes financières nettes consolidées sur (b) excédent brut d'exploitation consolidé (proforma des acquisitions réalisées), à chaque date de calcul et pour la période de 12 mois glissants se terminant à chaque date de calcul considérée, doit être inférieur à 3,00.

Au 31 mars 2021, le ratio de levier est de 1,22.

- le ratio de couverture du service de la dette, c'est-à-dire le rapport (a) excédent brut d'exploitation consolidé sur (b) frais financiers nets consolidés, à chaque date de calcul et pour la période de 12 mois glissants se terminant à chaque date de calcul considérée, doit être supérieur à 5.

Au 31 mars 2021, le ratio de couverture est 18,97.

Le Groupe respecte ses covenants financiers au 31 mars 2021.

Compte tenu de la marge de liquidité existante au 31 mars 2021 de 630 M€, et sur la base de ses prévisions d'activité et d'investissements, le Groupe estime qu'il dispose de lignes financières suffisantes pour lui permettre de faire face à ses échéances au cours des 12 prochains mois à compter de la date d'examen des comptes semestriels par le Conseil d'administration.

4.12 Instruments financiers

Le Groupe utilise certains instruments financiers pour réduire les risques de taux d'intérêts, les risques de change résultant de son activité commerciale ainsi que le risque sur les cours des matières premières.

4.12.1 Valeur de marché des instruments financiers

Afin de déterminer la juste valeur des instruments financiers, le Groupe utilise la hiérarchie de juste valeur suivante selon les méthodes de valorisation :

- Niveau 1 : prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques ;
- Niveau 2 : données autres que des prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement ou indirectement ;
- Niveau 3 : méthodes qui utilisent des données ayant un impact significatif sur la juste valeur comptabilisée qui ne sont pas basées sur des données observables de marché.

Au 31 mars 2021, tous les actifs et passifs financiers du Groupe évalués à leur juste valeur sont classés en Niveau 2.

Au cours du 1^{er} semestre de l'exercice 2021, il n'y a pas eu de transfert entre le Niveau 1 et le Niveau 2 de la hiérarchie de juste valeur, ni de transfert vers ou depuis le Niveau 3.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

En millions d'euros	31-03-21	Juste valeur par résultatat	Ventilation par nature d'instruments			
			Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations non consolidées	1,7			1,7		
Autres actifs financiers non courants	8,6			8,6		
Autres actifs non courants						
Créances clients	399,6			399,6		
Autres actifs courants	90,4			90,4		
Instruments financiers dérivés	1,4					1,4
Autres actifs financiers courants	20,0	20,0				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	403,7	403,7				
ACTIF	925,3	423,7			500,3	1,4
Emprunts - part à plus d'un an	541,5				541,5	
Autres passifs non courants						
Emprunts - part à moins d'un an	182,9				182,9	
Dettes fournisseurs	346,0			346,0		
Autres passifs courants	264,8			264,8		
Instruments financiers dérivés	1,9					1,9
PASSIF	1 337,1				610,8	724,3
						1,9

En millions d'euros	30-09-20	Juste valeur par résultatat	Ventilation par nature d'instruments			
			Juste valeur par capitaux propres	Prêts et créances	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Titres de participations non consolidées	1,7			1,7		
Autres actifs financiers non courants	8,3			8,3		
Autres actifs non courants						
Créances clients	309,9			309,9		
Autres actifs courants	68,3			68,3		
Instruments financiers dérivés	0,0					0,0
Autres actifs financiers courants	15,4	15,4				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	361,9	361,9				
ACTIF	765,6	377,3			388,2	
Emprunts - part à plus d'un an	572,2				572,2	
Autres passifs non courants						
Emprunts - part à moins d'un an	130,9				130,9	
Dettes fournisseurs	254,5			254,5		
Autres passifs courants	271,2			271,2		
Instruments financiers dérivés	2,3					2,3
PASSIF	1 231,0				525,7	703,1
						2,3

4.12.2 Valeur de marchés des instruments dérivés

En millions d'euros	31-03-21		30-09-20	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Dérivés sur risque de taux d'intérêt	Couverture de flux futurs	0,5	1,9	2,2
Dérivés sur risque de change	Couverture de flux futurs	0,9	0,0	0,1
Montant des dérivés au bilan consolidé	1,4	1,9	0,0	2,3

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.12.3 Risques de taux d'intérêt

En fonction de l'évolution attendue des taux d'intérêts et de la contrainte de couverture inscrite dans le contrat syndiqué, le Groupe détermine des objectifs de répartition entre endettement à taux fixe et endettement à taux variable. Au 31 mars 2021, 41 % de la dette a été souscrite à taux variable.

Répartition de la dette entre taux fixe et taux variable

En millions d'euros	31-03-21			30-09-20		
	Taux fixe	Taux variable	Total	Taux fixe	Taux variable	Total
Passifs financiers	429,2	269,8	699,0	421,2	273,4	694,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie		25,3	25,3		8,5	8,5
Total dette financière	429,2	295,1	724,3	421,2	281,9	703,1
%	59 %	41 %	100 %	60 %	40 %	100 %

Position financière nette après couverture

En millions d'euros	31-03-21			30-09-20		
	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans	< 1 an	< 5 ans	> 5 ans
Dettes financières non courantes		418,8	122,7		445,1	127,1
Dettes financières courantes		182,9			130,9	
Passifs financiers	182,9	418,8	122,7	130,9	445,1	127,1
Actifs financiers non courants (hors titres de participation)		(4,0)	(4,6)		(4,3)	(4,0)
Actifs financiers courants		(20,0)			(15,4)	
Trésorerie active		(403,7)			(361,9)	
Actifs financiers	(423,7)	(4,0)	(4,6)	(377,3)	(4,3)	(4,0)
Position nette avant gestion	(240,8)	414,8	118,1	(246,4)	440,7	123,1
swap		(170,0)	(300,0)		(170,0)	
Position nette après gestion	(240,8)	244,8	(181,9)	(246,4)	270,7	123,1

Instruments dérivés de taux par échéance

En millions d'euros	Taux initial	< 1 an	< 2 ans	< 5 ans	> 5 ans
	Swap taux variable -> taux fixe :				
IRS BNP	(0,15 %)				150,0
IRS SGN	(0,158 %)				150,0
SWAP ARKEA EUR	0,56 %			50,0	
CAP BNP EUR	0,00 %			40,0	
CAP CMUT EUR	0,00 %			20,0	
CAP LCL EUR	0,00 %			20,0	
CAP SGN EUR	0,00 %			40,0	
Total valeurs nominales EUR				170,0	300,0

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.12.4 Risque de change

En euros	Monnaies étrangères	2021		2020	
		Clôture	Moyen	Clôture	Moyen
Canada	CAD	1,4782	1,5407	1,5676	1,4713
Chine	CNY	7,6812	7,8552	7,9720	7,7467
Etats-Unis	USD	1,1725	1,1992	1,1708	1,1048
Mexique	MXN	24,0506	24,5095	26,1848	21,6844
Royaume-Uni	GBP			0,9124	0,8609
Turquie	TRY			9,0990	6,5773

De façon générale, les revenus du Groupe sont générés dans la même monnaie que celle des coûts correspondants. En conséquence, l'exposition du Groupe au risque de change est faible et le montant des opérations commerciales réalisées dans une monnaie autre que la monnaie locale, essentiellement des exportations depuis la France libellées en dollars, sont couvertes généralement par des opérations de ventes à terme. L'évolution de l'euro par rapport au dollar américain affecte cependant la traduction en euros du chiffre d'affaires et du résultat d'exploitation de l'activité Services à l'Environnement.

Pour couvrir son exposition au risque de change, le Groupe utilise des contrats de change à terme.

En millions de devises	USD		
	Devise locale	Euro	%
Achats à terme	4,4		
Ventes à terme	39,3		

Créances clients, créances d'impôts et autres actifs courants par devise

En millions de devises	Créances au 31-03-21			Créances au 30-09-20		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	5,7	3,8	1 %	3,9	2,7	1 %
CNY	1,1	0,1	0 %	0,5	0,1	0 %
EUR	460,0	460,0	93 %	368,9	368,9	96 %
MXN	80,0	3,3	1 %	42,5	2,0	1 %
USD	32,1	27,4	5 %	9,5	8,6	2 %
TOTAL	494,6	100 %		382,3	100 %	

Dettes fournisseurs, dettes d'impôts et autres passifs courants

En millions de devises	Dettes au 31-03-21			Dettes au 30-09-20		
	Devise locale	Euro	%	Devise locale	Euro	%
CAD	2,7	1,8	0 %	1,7	1,1	0 %
CNY	0,7	0,1	0 %	0,2		
EUR	628,3	628,3	99 %	523,0	523,0	99 %
MXN	52,4	2,2	0 %	26,6	1,3	0 %
USD	6,6	5,6	1 %	5,5	5,0	1 %
TOTAL	637,9	100%		530,4	100 %	

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

Le tableau suivant présente la sensibilité du résultat avant impôt avant et après gestion du risque, à une variation raisonnable des taux de change du dollar américain et du dollar canadien toutes autres variables étant constantes par ailleurs.

En millions d'euros	31-03-21		30-09-20	
	Avant gestion	Après gestion	Avant gestion	Après gestion
CAD	5%	(0,2)	(0,2)	(0,1)
	-5%	0,2	0,2	0,1
USD	5%	(1,5)	(0,1)	(0,5)
	-5%	1,7	0,1	0,5
TOTAL	5%	(1,7)	(0,3)	(0,6)
	-5%	1,9	0,3	0,6
				(0,2)

4.12.5 Risque de crédit ou de contrepartie

Les opérations financières (emprunts, couvertures de change, taux, matières premières) sont réalisées avec des établissements de premier rang, dans un souci de répartition des risques.

Concernant le risque de contrepartie sur les créances clients, les clients des activités de Services à l'Environnement et Services aux Entreprises font systématiquement l'objet d'une demande d'agrément auprès d'un assureur crédit, tant pour les créances domestiques qu'export ou à l'étranger (quotité assurée de 95%). Il peut néanmoins arriver que ces demandes d'agrément soient refusées par l'assureur crédit, pour des raisons résultant de son analyse de la solvabilité des clients. Le risque Client fait l'objet d'une comparaison très régulière avec agréments de l'assureur crédit.

Les divisions ont mis par ailleurs en place depuis plusieurs années une politique très stricte de suivi des encours clients et de relance systématique des encours arrivés à échéance.

L'activité Services aux Entreprises travaille avec un nombre très important de clients qui constituent un panel représentatif de l'économie française. A ce titre, son risque de défaut de paiement est représentatif du risque de défaillance de l'économie en général, sans qu'une défaillance unitaire soit susceptible de remettre en cause la pérennité du Groupe.

En millions d'euros	Encours total 31-03-21	Non échu	< 1 mois	< 4 mois	> 4 mois
SERVICES A L'ENVIRONNEMENT	264,3	207,8	50,6	1,9	4,1
SERVICES AUX ENTREPRISES	133,0	80,2	17,4	23,2	12,3
HOLDING	2,1	1,8			0,2
TOTAL	399,4	289,8	68,0	25,1	16,6

Le Groupe n'a pas observé de détérioration significative des délais de paiement et le coût du risque client est 1,3 M€. Par ailleurs, le Groupe considère que les créances ne représentent pas de risque particulier.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.12.6 Risque de matières premières

Dans le cadre courant de ses activités, le Groupe prend peu d'engagements de livraison (achat ou vente) de quantités de métaux ferreux ou non ferreux à terme, et les contrats ne contiennent en général pas d'engagement ferme sur les prix au-delà d'un mois. En fonction de l'évolution des cours des métaux, il peut se produire que le Groupe doive acheter ou vendre des quantités de métaux pour honorer ces contrats à un prix moins favorable que celui connu lors de la conclusion des contrats. Toutefois, la pratique du Groupe est la conclusion de contrats de vente au fur et à mesure des achats. Trois sociétés spécialisées, l'une dans l'affinage d'aluminium (REFINAL), deux autres dans la commercialisation de métaux non ferreux (INOREC et COFRAMETAL), peuvent prendre des engagements à l'achat ou à la vente, en anticipant la contrepartie physique. En conséquence, elles ont recours dans cette hypothèse à des couvertures sur le LME (très ponctuellement, d'autres sociétés du Groupe peuvent y recourir).

De même, le Groupe peut être amené à vendre ses stocks de marchandises métalliques transformées à ses clients à un prix moins élevé que celui auquel il les a achetées, en cas de baisse des prix de marché pour ces marchandises entre le moment de l'achat et celui de la vente. Pour limiter ce risque, qui ne peut être cependant complètement annulé, le Groupe s'efforce de limiter ses stocks de métaux ferreux et non ferreux.

4.13 Provisions non courantes et provisions pour engagements envers le personnel

En millions d'euros	30-09-20	Dotations	Reprises			Autres variations	31-03-21
			Reprises utilisées	non utilisées	Ecarts de change		
Provisions pour litiges prud'hommaux	5,0	1,1	(0,2)	(0,9)			5,0
Provisions pour autres litiges	9,6	2,0	(0,2)	(0,7)			10,7
Provisions pour litiges URSSAF	9,0	0,3		(4,2)			5,1
Provisions pour garantie	0,1	0,6					0,7
Provisions pour médailles du travail	2,6						2,6
Provisions pour contrôle fiscal	0,1						0,1
Provisions pour restructuration	0,2			(0,1)			0,1
Provisions environnementales	6,7	2,0	(0,3)				8,4
Autres provisions non courantes	0,0						0,0
Total	33,4	6,0	(0,8)	(5,8)			32,8

En millions d'euros	30-09-20	Dotations	Reprises			Eléments du résultat global	31-03-21
			Reprises utilisées	non utilisées	Ecarts de change		
Engagement envers le personnel	50,8	1,9	(0,7)				52,0

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.14 Provisions courantes

	30-09-20	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Ecarts de change	Variations de périmètre	Autres variations	31-03-21
<i>En millions d'euros</i>								
Provisions pour litiges	3,5	0,1	(0,5)	(0,4)			(0,9)	1,8
Provisions sur comptes courants et garantie de passif	0,1		(0,1)					0,0
Provisions pour restructuration	0,9		(1,2)				0,9	0,5
Provisions environnementales	0,1							0,1
Autres provisions	0,0	0,1						0,1
Total	4,6	0,2	(1,8)	(0,4)			(0,0)	2,6

4.15 Autres passifs courants

	31-03-21	30-09-20
<i>En millions d'euros</i>		
Fournisseurs	346,0	254,5
Dettes d'impôt	27,1	4,7
Etat et dettes sociales	224,4	224,1
Avances et acomptes reçus sur commandes	11,7	14,8
Comptes courants créditeurs	0,5	0,6
Dettes diverses	10,1	14,2
Produits constatés d'avance	18,1	17,5
Autres passifs courants	264,8	271,2

4.16 Autres passifs non courants

	31-03-21	30-09-20
<i>En millions d'euros</i>		
Fournisseurs	1,7	1,7
Produits constatés d'avance	2,8	1,5
Autres passifs non courants	4,5	3,2

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.17 Informations sectorielles

Le Groupe a retenu les secteurs d'activité comme découpage sectoriel.

4.17.1 Par secteur d'activité

4.17.1.1 Chiffre d'affaires

En millions d'euros	31-03-21	31-03-20	Variation en %
Services à l'Environnement	1 220,3	857,6	42,3 %
Services aux Entreprises	429,2	444,4	(3,4 %)
Holding	0,5	0,4	27,0 %
Total	1 649,9	1 302,3	26,7 %

4.17.1.2 Chiffre d'affaires par famille de services

En millions de tonnes	31-03-21	31-03-20	Variation en %
Ferrailles	1 998,3	1 654,8	20,8 %
Métaux non ferreux	322,1	297,7	8,2 %
Services à l'Environnement – Total volumes	2 320,4	1 952,5	18,8 %

En millions d'euros	31-03-21	31-03-20	Variation en %
Ferrailles	578,7	361,0	60,3 %
Métaux non ferreux	505,6	368,7	37,1 %
Prestations	135,9	128,0	6,2 %
Services à l'Environnement – Total chiffre d'affaires	1 220,3	857,6	42,3 %

En millions d'euros	31-03-21	31-03-20	Variation en %
Tertiaire	312,2	273,2	14,3 %
Industrie	40,8	67,2	(39,3 %)
Sourcing RH	52,9	77,4	(31,6 %)
Espaces urbains	23,4	26,5	(12,0 %)
Services aux Entreprises – Total chiffre d'affaires	429,2	444,4	(3,4 %)

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.17.1.3 Eléments du compte de résultat consolidé

En millions d'euros	Services à l'Environnement	Services aux Entreprises	Holding	Eliminations intersecteurs	Total au 31-03
2021					
Chiffres d'affaires externe	1 222,3	436,5	18,2	(27,1)	1 649,9
Chiffres d'affaires intersectoriel	(2,0)	(7,3)	(17,7)	27,1	
Chiffres d'affaires	1 220,3	429,2	0,5		1 649,9
Résultat opérationnel courant	107,1	11,6	(6,3)		112,3
Résultat opérationnel	108,0	11,6	(4,0)		115,5
Part du résultat net des mises en équivalence	(0,8)				(0,8)
2020					
Chiffres d'affaires externe	859,7	451,5	16,9	(25,8)	1 302,3
Chiffres d'affaires intersectoriel	(2,1)	(7,2)	(16,5)	25,8	
Chiffres d'affaires	857,6	444,3	0,4		1 302,3
Résultat opérationnel courant	26,6	9,7	(3,0)		33,4
Résultat opérationnel	35,4	9,4	(3,0)		41,9
Part du résultat net des mises en équivalence	0,2				0,2

4.17.1.4 Autres informations sectorielles

En millions d'euros	Services à l'Environnement	Services aux Entreprises	Holding	Eliminations intersectorielles	Total
31-03-21					
Total bilan actif (courant et non courant)	1 467,9	545,8	522,1	(457,5)	2 078,3
Total bilan actif (courant et non courant)	1 467,9	545,8	522,1	(457,5)	2 078,3
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres) des activités poursuivies	947,7	372,7	615,7	(457,5)	1 478,9
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	947,7	372,7	615,7	(457,5)	1 478,9
Flux au 31-03-21					
Investissements corporels et incorporels	28,4	5,2	1,3		34,9
Droits d'utilisation	24,1	11,5	4,9		40,5
Amortissements corporels et incorporels	(25,3)	(4,9)	(1,2)		(31,4)
Amortissements des droits d'utilisation	(20,9)	(7,6)	(0,5)		(29,0)
Perte de valeur					
30-09-20					
Total bilan actif (courant et non courant) des activités poursuivies	1 246,8	570,1	562,3	(504,0)	1 875,1
Total bilan actif (courant et non courant)	1 246,8	570,1	562,3	(504,0)	1 875,1
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres) des activités poursuivies	800,5	405,7	648,7	(504,4)	1 350,9
Total bilan passif (courant et non courant hors capitaux propres)	800,5	405,7	648,7	(504,0)	1 350,9
Flux au 31-03-20					
Investissements corporels et incorporels	42,9	5,8	1,0		50,4
Droits d'utilisation	10,2	4,1	0,1		14,4
Amortissements corporels et incorporels	(25,3)	(5,2)	(1,1)		(31,6)
Amortissements des droits d'utilisation	(19,3)	(7,4)	(0,3)		(27,0)
Perte de valeur					

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.17.2 Par zone géographique

	au	Continent Européen	France	Continent Américain	Moyen Orient	Total
<i>En millions d'euros</i>						
2021						
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	31-03	418,2	1 146,3	85,3		1 649,8
Investissements corporels et incorporels	31-03	12,7	57,4	5,3		75,4
Amortissements corporels et incorporels	31-03	(7,4)	(37,7)	(4,8)		(49,9)
Total immobilisations corporelles nettes	31-03	142,1	310,8	44,0		496,9
2020						
Chiffre d'affaires (origine des ventes)	31-03	259,1	963,5	78,1	1,5	1 302,3
Investissements corporels et incorporels	31-03	5,0	50,7	2,6		58,4
Amortissements corporels et incorporels	31-03	(6,0)	(37,2)	(5,3)		(48,5)
Total immobilisations corporelles nettes	30-09	144,8	310,5	44,2		499,5

4.18 Dotations aux provisions

		31-03-21	31-03-20
<i>En millions d'euros</i>			
Dotations actif circulant		(1,9)	(0,3)
Dotations provisions pour risques et charges		(5,3)	(1,6)
Total		(7,2)	(2,0)

4.19 Autres produits et charges d'exploitation

	31-03-21	31-03-20
<i>En millions d'euros</i>		
Produits de cession d'immobilisations corporelles	2,1	0,7
Production immobilisée	0,3	0,3
Reprises de provisions sur immobilisations corporelles	0,1	0,1
Reprises de provisions sur actifs circulants	0,7	0,2
Reprises de provisions pour risques et charges	4,6	2,8
Transferts de charges exploitation	1,8	1,3
Subventions d'exploitation et d'investissement	2,2	0,3
Divers	1,8	0,4
Total autres produits d'exploitation	13,5	6,0
VNC des immobilisations cédées	(2,6)	(0,7)
Pertes sur créances irrécouvrables et abandons de créances	(0,1)	(0,1)
Redevances	(1,6)	(3,2)
Jetons de présence versés		(0,1)
Divers	(1,2)	(1,7)
Total autres charges d'exploitation	(5,5)	(5,8)

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.20 Autres produits et charges opérationnels

En millions d'euros	31-03-21	31-03-20
Provision pour garantie de passif	(0,6)	(0,3) Perte sur contrats Turquie - Multiservices (0,3) Restructuration Derichebourg España (ex LYRSA)
Total Autres charges opérationnelles	(0,6)	(0,6)
Propreté – fin du litige relatif aux charges sociales	2,9	3,7 Activité Collecte – Gain en appel litige Veolia
Autres	0,9	
Total Autres produits opérationnels	3,8	3,7

4.21 Résultat sur cessions de participations consolidées

En millions d'euros	31-03-21	31-03-20
		7,7 Espagne – Reyfra, changement de mode de consolidation
		(2,3) AEP Multiservizi Spa
Résultat sur cessions de participations consolidées	0,0	5,4

4.22 Frais financiers nets

Les frais financiers nets pour une meilleure appréciation du coût de la dette sont calculés en rapprochant les frais financiers payés avec les produits financiers perçus au titre des placements réalisés et en prenant compte l'incidence des couvertures de taux.

Tous les éléments n'entrant pas dans cette définition font l'objet si nécessaires d'une ligne spécifique.

En millions d'euros	31-03-21	31-03-20
Intérêts des emprunts, des découverts bancaires, de l'affacturage	(5,6)	(4,2)
Intérêts des locations	(1,2)	(1,1)
Couverture de taux et autres charges et produits financiers	(0,5)	(0,5)
Frais financiers nets	(7,2)	(5,7)
Charges d'intérêts sur retraites et pensions	(0,1)	(0,1)
Autres	0,7	(0,2)
Gains et pertes de change et autres	0,6	(0,3)

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.23 Impôts sur les résultats

4.23.1 Par nature

	31-03-21	31-03-20
<i>En millions d'euros</i>		
Résultat des sociétés intégrées avant impôt	108,9	35,9
Impôt courant	(34,6)	(11,2)
Impôt différé	1,2	(1,9)
Charge totale d'impôt	(33,4)	(13,1)
Taux effectif d'imposition	30,68 %	36,40 %

4.23.2 Charge effective d'impôt

	2021	2020
	6 mois	6 mois
<i>En millions d'euros</i>		
Charge ou produit d'impôt théorique	(34,9)	(12,3)
Effet des reports variables	0,0	(0,2)
Reconnaissance/Limitation des impôts différés actifs	0,0	(0,4)
Différences permanentes fiscales	0,1	(0,3)
Différences permanentes liées aux retraitements de consolidation	(0,9)	0,0
Différences de taux d'impôt sur sociétés étrangères	2,3	0,2
Charge d'impôt effective	(33,4)	(13,1)

La charge effective d'impôt du Groupe est déterminée sur la base du résultat des activités poursuivies avant impôts, retraité de la quote-part dans les résultats des entreprises associées.

Pour les comptes semestriels 2021, la réconciliation de la charge effective d'impôt du Groupe a été effectuée sur la base d'un taux d'imposition de 32,02%.

4.23.3 Intégration fiscale

Le Groupe Derichebourg a opté en France pour le régime de l'intégration fiscale qui permet de compenser les résultats fiscaux des filiales françaises détenues directement ou indirectement à 95%. Les sociétés consolidées concernées par ce régime ont signé une convention relative aux modalités l'application de l'intégration fiscale, en conformité avec les règles fixées par l'administration fiscale.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.23.4 Analyse des actifs et passifs d'impôts différés

	31-03-21	30-09-20
<i>En millions d'euros</i>		
Déficits activés	11,0	11,3
Défauts temporels	3,5	4,3
Retraitements provisions réglementées	(5,6)	(5,6)
Avantages sociaux	11,5	12,0
Locations-financement et locations simples	1,9	(1,4)
Élimination de résultats internes	1,9	1,7
Écarts d'évaluation	(15,5)	(16,0)
Retraitements IFRS	(0,2)	0,6
Autres natures	1,1	0,9
Impôts différés nets	9,7	7,9
dont		
Impôts différés actifs	32,4	31,1
Impôts différés passifs	22,6	23,2
Impôts différés nets	9,7	7,9

En France, un actif d'impôt différé est reconnu pour un montant de 2,9 M€ sur une entité hors intégration fiscale, compte tenu des perspectives de bénéfices imposables futurs.

Le Groupe dispose par ailleurs de déficits reportables pour lesquels aucun impôt différé n'a été reconnu pour un montant de 10,5 M€ en France et 49,4 M€ à l'étranger.

4.24 Activités arrêtées ou en cours de cession

Néant

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.25 Résultat par action

		31-03-21	31-03-20
Résultat net revenant aux actionnaires de la société (en M€)	(A)	73,6	22,4
Résultat net d'impôt part du groupe des activités arrêtées ou en cours de cession (en M€)	(B)	0,0	0,0
Résultat Net Part du Groupe après neutralisation des activités arrêtées ou cédées (en M€)	(C)=(A)-(B)	73,6	22,4
Impact sur le résultat de la dilution	(D)	0,0	0,0
Résultat après dilution	(E)	73,6	22,4
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice		159 397 489 159 397 489	
Titres d'autocontrôle		0	0
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres d'autocontrôle		159 397 489 159 397 489	
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires à la clôture de l'exercice diminué des titres d'autocontrôle	(F)	159 397 489 159 397 489	
Nombre d'actions ordinaires à la clôture de l'exercice après dilution diminué des titres d'autocontrôle	(G)	159 397 489 159 397 489	
Résultat de base par action des activités poursuivies (en €)	(C)/(F)	0,46	0,14
Résultat de base par action après dilution (en €)	(E)/(G)	0,46	0,14
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées	(A)/(F)	0,46	0,14
Résultat par action après résultat des activités arrêtées ou cédées après dilution	(A+D)/(G)	0,46	0,14

4.26 Engagements

4.26.1 Détail des engagements donnés

Détail des engagements hors bilan

En millions d'euros	Cautions	Garanties	31-03-21	30-09-20
Loyer	0,6	0,1	0,7	0,8
Institutions financières - Marchés ⁽¹⁾	27,0	27,4	54,4	53,5
Engagements environnementaux	1,5	9,1	10,6	10,1
Travail Temporaire ⁽²⁾	14,2	0,3	14,5	14,2
Engagements fiscaux	0,6	1,1	1,7	1,1
Divers		9,1	9,1	4,1
Total	43,9	47,1	91,0	83,8

(1) Cautions données par la maison mère à l'organisme financier délivrant la garantie légale pour l'activité de Travail temporaire.

(2) Cautions données conformément au cahier des charges de certains marchés.

4.26.2 Détail des engagements reçus

- Lignes de crédit confirmées non utilisées au 31 mars 2021 :
 - Concours bilatéraux Allemagne : 6 M€
 - Concours bilatéraux Belgique : 12,5 M€
 - Concours bilatéraux Espagne : 29 M€
 - Concours bilatéraux Etats-Unis : 7 M\$
 - Concours bilatéraux Portugal : 4,5 M€
 - Crédit revolving (crédit syndiqué) : 100 M€
- Cautions de retenue de garanties sur opérations de marché : 1,8 M€

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.27 Litiges significatifs

4.27.1 Belgique

- Un contrôle fiscal est intervenu au sein de la filiale belge Derichebourg Belgium, portant sur l'identification des fournisseurs de métaux et de ferrailles pour les exercices 2006 à 2010. En novembre 2017, la cour d'appel de Mons a estimé que la société n'avait pas respecté la législation en matière d'identification à la TVA des fournisseurs et a rejeté la déductibilité des factures d'achat jugées non conformes. Cela s'est traduit par le paiement à titre conservatoire des rehaussements d'impôt, soit 6 M€, constatés en charge au cours de l'exercice 2016/2017. La société s'est pourvue en cassation. La Cour de cassation belge a cassé le 17 septembre 2020 l'arrêt de la Cour d'appel de Mons au motif et renvoyé l'affaire devant la Cour d'appel de Liège. Aucune conclusion n'a été tirée dans les comptes, dans l'attente de la décision de la Cour d'appel de Liège.

4.27.2 France

- Plusieurs filiales de l'activité collecte d'ordures ménagères ont été condamnées solidairement en juin 2018 en première instance au paiement d'une somme de 3,7 M€ à des entités du groupe Veolia, après un jugement du tribunal de commerce de Paris dans le cadre d'une procédure portant sur les conditions de transfert de personnel en 2014 après que le groupe Veolia a succédé à la filiale Polyurbaine pour la collecte des ordures ménagères dans les 11^e et 19^e arrondissements de Paris. Le Groupe avait interjeté appel de ce jugement. Le jugement d'appel de mars 2020 est favorable au Groupe. Le montant de 3,7 M€, payé en 2018 à Veolia, a été remboursé sur l'exercice 2019/2020, enregistré en résultat non-courant. Veolia s'est pourvu en cassation.
- Dans le cadre de ses activités de services, le Groupe fait régulièrement l'objet de contrôles URSSAF. La filiale Derichebourg Aeronautics Service France a fait l'objet d'un contrôle au cours de l'exercice 2017/2018. À la suite de ce contrôle, la filiale a provisionné une somme de 1,5 M€ correspondant à un redressement probable. Elle conteste une somme de 3,2 M€, non provisionnée, portant sur des indemnités de panier non soumises à charges sociales, car elle estime ce redressement non fondé.
- Derichebourg SA et la filiale AFM Recyclage (en tant que dernier exploitant) avaient signé en 2012 un protocole avec une société d'économie mixte agissant pour le compte d'une municipalité, réitéré en 2018 et 2019, au titre duquel elles devaient libérer un terrain, le céder à la société d'économie mixte, et déplacer son activité sur un site proche. Conventionnellement, l'obligation financière au titre de la dépollution se limitait à une dépollution à usage industriel, non sensible dont le montant avait été estimé sur la base d'études préalables laissant apparaître un coût faible. Sur la base de sondages plus approfondis, un chiffrage estimatif du coût de cette dépollution a été réalisé, dont le montant remet en cause l'économie de l'opération. Des discussions ont débuté entre les parties prenantes afin de voir s'il est possible de trouver une solution acceptable par tous. Si tel n'était pas le cas, la filiale AFM Recyclage chercherait à poursuivre son activité sur ce site.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

- Litige avec l'acquéreur de la société DSIN : Le 27 septembre 2019, Derichebourg Multiservices Holding a cédé avec effet au 1^{er} octobre 2019 les titres de la société DSIN à la société DNUC, spécialisée dans le domaine des prestations dans le secteur nucléaire. La vente comportait la cession des titres et la cession d'une créance en compte-courant, dont le prix dépendait des soldes de certains postes du bilan au 30 septembre 2019. Le cessionnaire conteste le prix de cession proposé par le cédant. Les parties ne sont pas parvenues à un accord sur l'établissement du prix de cession de la créance en compte-courant, compte tenu du désaccord portant principalement sur la valeur de certaines créances clients. La société DSIN a requis le bénéfice d'une procédure de sauvegarde en décembre 2020 pour se prémunir des conséquences éventuelles des demandes d'un client au titre de l'inexécution partielle ou de la mauvaise exécution de prestations contractuelles et du préjudice subséquent. Postérieurement à l'arrêté du 31 mars 2021, le Cessionnaire a introduit une action judiciaire estimant que le Cédant avait retenu la transmission de certaines informations relatives à un contrat commercial. Elle réclame au cédant le montant de la créance déclarée par le tiers en question dans le cadre de la procédure de sauvegarde, soit 6,5 M€, majorée d'un certain nombre de coûts. Le cédant soutient qu'il a transmis au Cessionnaire les informations dont il disposait sur le contrat en question dans le cadre des due diligence qu'il a effectuées, que le préjudice établi par ce tiers n'est pas étayé, et que cette créance devrait donc être rejetée par la procédure ouverte au bénéfice de la société DSIN. Les premières audiences auront lieu au mois de mai 2021. Aucune autre conséquence que celles liées à l'ouverture de la procédure de sauvegarde sur les différentes créances détenues par des sociétés du groupe (dépréciation de créances à hauteur de 1,1 M€) n'a été tirée dans les comptes au 31 mars 2021, le groupe estimant les demandes infondées.
- Action intentée par le propriétaire d'un terrain voisin d'un site exploité par le groupe à Condette : En juin 2020, la filiale Revival, venant aux droits de la société STRAP, a été assignée par la SCI propriétaire d'un terrain voisin du site qu'elle exploite à Condette (Pas de Calais), qui prétend que cette dernière y aurait enfoui illégalement des déchets, et réclamant 27 M€ au titre des coûts allégués de dépollution (y compris les taxes d'enfouissement y afférentes). Cette affirmation se base sur un rapport d'expertise (qui avait conclu en sens opposé avant l'attestation évoquée ci-après) dont les conclusions reposent sur une attestation fournie par un ancien directeur général et ancien actionnaire de la société STRAP, en mauvais termes avec le groupe Derichebourg depuis son licenciement en 2003, devenu par la suite employé du propriétaire de la SCI en question. Revival, venant aux droits de STRAP, soutient qu'elle est totalement étrangère à cette pollution, qu'elle n'a jamais exploité les parcelles sur lesquelles ces déchets sont enfouis, que le type de déchets enfouis ne correspond pas à ceux générés par son activité, et que si son ancien directeur général (par ailleurs gendre de l'ancien propriétaire de STRAP à qui appartenaient à l'époque de la pollution les parcelles en question) a enfoui des déchets sur ce terrain appartenant à ses beaux-parents, cela relèverait d'une faute personnelle, séparable de son mandat de directeur général. Par ailleurs, Revival dispose d'éléments prouvant que le propriétaire de la SCI était informé de l'état de pollution du terrain avant qu'il ne l'acquière, ne le loue à un concurrent de Derichebourg, auquel il a fait en justice, et en vain, les mêmes griefs que ceux qu'il fait aujourd'hui à Revival. Revival estime que ces demandes sont totalement infondées, procèdent d'une falsification des faits et se réserve toutes possibilités afin de préserver ses intérêts.

Une audience relative à une demande de consignation des fonds a eu lieu le 11 mai 2021 et la décision a été mise en délibéré au 6 juillet 2021. Aucune provision n'a été constituée dans les comptes au 31 mars 2021.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.28 Transactions avec les parties liées

4.28.1 Transactions avec les parties liées non consolidées

Le Groupe est contrôlé par CFER qui détient 41,25% des actions de la société. La société mère ultime est DBG FINANCES enregistrée en Belgique.

	31-03-21	30-09-20
<i>En millions d'euros</i>		
DBG FINANCES	0,0	0,0
Créances sur les parties liées	0,0	0,0
DBG FINANCES	0,0	0,0
TBD FINANCES	1,4	0,9
Mme IDA DERICHEBOURG	0,0	0,1
Dettes sur les parties liées	1,4	1,0

	31-03-21	31-03-20
<i>En millions d'euros</i>		
TBD FINANCES	(1,5)	(1,1)
Charges opérationnelles	(1,5)	(1,1)
DBG FINANCES	(0,7)	(0,7)
SCI IDA I	(0,2)	
SCI FONDEYRE	0,0	NS
SCI DEMUYES	0,0	NS
Charges d'exploitation	(0,7)	(0,7)
DBG FINANCES	0,0	0,0
Chiffre d'affaires	0,0	0,0

4.28.2 Transactions entre le Groupe et ses partenaires dans les sociétés consolidées selon la méthode de la mise en équivalence

	31-03-21	31-03-21	31-03-21	31-03-21	31-03-21	31-03-21
	Créances clients	Dettes fournisseurs	Emprunts et dettes financières	Chiffre d'affaires	Achats consommés	Charges externes
<i>En millions d'euros</i>						
ALSAFER		0,3			(1,0)	
ALLO CASSE AUTO				0,2		
EASO				0,2	(1,0)	
VALERCO				0,1		(0,6)
TOTAL		0,3		0,5	(2,0)	(0,6)

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.29 Informations sociales

4.29.2 Charges de personnel par nature

<i>En millions d'euros</i>	31-03-21	31-03-20
Rémunération du personnel	339,3	336,5
Charges sociales	91,9	93,4
Participation des salariés aux fruits de l'expansion	6,3	2,0
Indemnités d'activité partielle	(5,8)	(3,0)
Autres charges de personnel	(0,1)	(1,0)
Total	431,6	427,9

4.30 Évènements postérieurs à l'exercice

Néant

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

4.4.6. Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

BM&A

ERNST & YOUNG Audit

Derichebourg

Période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT	BM&A	ERNST & YOUNG Audit
19, rue de Presbourg 75116 Paris S.A.S. au capital de € 300 000 539 769 729 R.C.S. Paris	11, rue de Laborde 75008 Paris S.A.S. au capital de € 1 200 000 348 461 443 R.C.S. Paris	Tour First TSA 14444 92037 Paris-La Défense cedex S.A.S. à capital variable 344 366 315 R.C.S. Nanterre
Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Paris	Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Paris	Commissaire aux Comptes Membre de la compagnie régionale de Versailles et du Centre

Derichebourg

Période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales et en application de l'article L. 451- 1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Derichebourg, relatifs à la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre de nos travaux.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

4 États financiers

Comptes consolidés intermédiaires du semestre clos le 31 mars 2021

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Paris, Paris et Paris-La Défense, le 20 mai 2021

Les Commissaires aux Comptes

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

BM&A

ERNST & YOUNG Audit

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

4.5. Information financière *pro forma* consolidée non auditée

4.5.1. Principes de présentation de l'information financière *pro forma*

L'information financière *pro forma* consolidée non auditée présentée est établie en application du règlement délégué (UE) sur les prospectus n° 2019/980 et des guidelines de l'ESMA sur les prospectus de juillet 2020 et de la position-recommandation n°2021-02.

Elle est constituée des comptes de résultat *pro forma* consolidés non audités pour l'exercice clos le 30 septembre 2020, le semestre clos le 31 mars 2021, d'un bilan *pro forma* consolidé non audité au 31 mars 2021 ainsi que d'une note exposant les hypothèses de construction. L'information financière *pro forma* a été établie sur la base d'hypothèses résumées ci-dessous et doit être lue conjointement avec les documents suivants :

- Les états financiers consolidés audités du groupe Derichebourg au 30 septembre 2020, établis en conformité avec le référentiel IFRS ;
- Les états financiers consolidés résumés non audités du groupe Derichebourg au 31 mars 2021, établis en conformité avec le référentiel IFRS et ayant fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes ;
- Les états financiers consolidés audités de Groupe Ecore Holding S.A.S. au 30 septembre 2020, établis en conformité avec le référentiel IFRS ;
- Les états financiers consolidés résumés non audités de Groupe Ecore Holding S.A.S. au 31 mars 2021, établis en conformité avec le référentiel IFRS ayant fait l'objet d'un examen limité par les commissaires aux comptes de Groupe Ecore Holding S.A.S.

L'information financière *pro forma* consolidée non auditée est présentée en millions d'euros et reflète l'acquisition (protocole d'accord signé en date du 26 février 2021) et le financement de Groupe Ecore Holding S.A.S. comme si l'opération avait été finalisée le 31 mars 2021 pour le bilan consolidé *pro forma*, le 1^{er} octobre 2019 pour le compte de résultat consolidé *pro forma* de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

Tous les ajustements *pro forma* directement imputables au regroupement d'entreprises, reposent sur des éléments factuels dont l'impact financier peut être estimé de manière fiable. L'information financière *pro forma* ne reflète aucune dépense de restructuration ni de coût d'intégration susceptible de résulter du regroupement d'entreprises. Elle ne reflète également aucune économie potentiellement réalisable via la suppression de certaines dépenses ou résultant de synergies opérationnelles et fiscales. Aucun exercice d'uniformisation des règles et méthodes comptables n'a été procédé. Par conséquent, les différences de méthodes comptables entre Groupe Ecore Holding S.A.S. et le groupe Derichebourg n'ont pas été ajustées dans les comptes *pro forma*. En outre, l'information financière *pro forma* ne comprend pas le résultat de cession sur les actifs dont la cession, le cas échéant, pourrait être demandée par la Commission Européenne, autorité de la concurrence européenne, comme condition préalable à l'autorisation du regroupement d'entreprises.

L'information financière *pro forma* non auditée est présentée uniquement à titre d'illustration et ne constitue pas nécessairement une indication du résultat que la société consolidée aurait réalisé si le regroupement d'entreprises avait été finalisé le 1^{er} octobre 2019, ni une indication du bilan que la société aurait présenté si le regroupement d'entreprises avait été finalisé le 31 mars 2021. Elle ne constitue pas non plus une indication des résultats futurs de la société consolidée. Les ajustements *pro forma*, qui sont détaillés ci-dessous, reposent sur les informations disponibles à ce jour, ainsi que sur certaines hypothèses et estimations jugées raisonnables par le groupe Derichebourg.

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

Ces ajustements sont directement imputables au regroupement d'entreprises et reposent sur des éléments factuels :

- Ecart d'acquisition provisoire : l'écart d'acquisition a été calculé au 31 mars 2021, sans procéder à une évaluation préliminaire de la juste valeur des actifs acquis et des passifs assumés de Groupe Ecore Holding S.A.S.
Cet écart d'acquisition n'est pas, par construction, celui qui sera présenté dans les prochains comptes qui seront établis post transaction.
- Coût de financement de l'acquisition : les frais d'émission de l'instrument de dette ont été comptabilisés en diminution de la dette financière au bilan *pro forma* consolidé au 31 mars 2021. Le coût de l'endettement net a été ajusté dans l'information financière *pro forma* non auditée pour refléter l'impact de la structure de financement prévue pour réaliser l'acquisition, en appliquant la méthode du coût amorti, comme si elle était intervenue le 1^{er} octobre 2019 au compte de résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2020 ;
- Frais liés à l'acquisition : les frais d'acquisition estimés ont été comptabilisés au compte de résultat *pro forma* consolidé de l'exercice clos le 30 septembre 2020, comme si l'acquisition était intervenue le 1^{er} octobre 2019 ;
- Remboursement de la dette financière de Groupe Ecore Holding S.A.S. comme s'il était intervenu le 31 mars 2021 au bilan *pro forma* consolidé et le 1^{er} octobre 2019 au compte de résultat *pro forma* consolidé de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'acquisition de Groupe Ecore Holding S.A.S. a pour conséquence la prise de contrôle des sociétés Alsafer et Rohr Environnement, co-détenues par le groupe Derichebourg et Groupe Ecore Holding S.A.S.

La société Groupe Ecore Holding S.A.S. est notée « GEH » dans les différents tableaux et textes ci-après.

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

Information financière *pro forma* non auditée pour l'exercice clos le 30 septembre 2020

4.5.1.1. Compte de résultat *pro forma* consolidé non audité pour l'exercice clos le 30 septembre 2020

	30-09-20 Derichebourg publié	30-09-20 GEH publié	Émission nouvelle dette	Acquisition et remboursement dette	Variation de périmètre	30-09-20 Derichebourg <i>pro forma</i>
Compte de résultat consolidé (en millions d'euros)			Note 4.5.2.1.1	Note 4.5.2.1.2	Note 4.5.2.1.3	
Chiffre d'affaires	2 464,1	880,5			0,6	3 345,2
Autres produits de l'activité	1,5				0,0	1,5
Achats consommés	(1 085,7)	(595,3)			(0,1)	(1 681,1)
Charges externes	(328,7)	(157,1)		(4,0)	(0,1)	(490,0)
Charges de personnel	(812,9)	(68,9)			(0,2)	(882,0)
Impôts et taxes	(50,0)	(6,7)			(0,0)	(56,6)
Dotations aux amortissements	(118,9)	(42,2)			(0,0)	(161,1)
Dotations aux provisions	(11,0)					(11,0)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	1,1					1,1
Autres charges d'exploitation	(12,5)					(12,5)
Autres produits d'exploitation	15,4				0,0	15,4
Résultat opérationnel courant	62,4	10,4		(4,0)	0,1	68,9
Ebitda courant	180,9	52,7		(4,0)	0,1	229,7
Autres charges opérationnelles	(10,9)					(10,9)
Autres produits opérationnels	3,7	12,3				16,1
Résultat sur cessions de participations consolidées	1,0				(1,2)	(0,2)
Résultat opérationnel	56,2	22,8		(4,0)	(1,1)	73,9
Frais financiers nets	(12,3)	(22,6)	(10,1)	2,4	0,2	(42,4)
Gains et pertes de change et autres	(2,3)	(0,7)				(3,0)
Résultat avant impôts	41,5	(0,5)	(10,1)	(1,6)	(0,9)	28,4
Impôts sur les bénéfices	(19,5)	10,2			(0,0)	(9,3)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et les co-entreprises	0,4	0,2			(0,2)	0,3
Résultat net	22,4	9,9	(10,1)	(1,6)	(1,1)	19,5
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net de l'ensemble consolidé	22,4	9,9	(10,1)	(1,6)	(1,1)	19,5
Revenant :						
- aux actionnaires de la société	21,3	9,5	(10,1)	(1,6)	(1,1)	18,0
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle	1,1	0,4			0,0	1,5
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société (en € par action)						
- de base	0,13					0,11
- dilué	0,13					0,11
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société après résultat des activités arrêtées ou cédées (en € par action)						
- de base	0,13					0,11
- dilué	0,13					0,11

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

Information financière *pro forma* non auditée pour le semestre clos le 31 mars 2021

4.5.1.2. Bilan *pro forma* consolidé non audité pour le semestre clos le 31 mars 2021

	31-03-21 Derichebourg publié	31-03-21 GEH Publié	Émission nouvelle dette	Acquisition et remboursement dette	Variation de périmètre	31-03-21 Derichebourg <i>pro forma</i>
Bilan consolidé (en millions d'euros)			Note 4.5.2.2.1	Note 4.5.2.2.2	Note 4.5.2.2.3	
Écarts d'acquisition	261,1	110,0		139,5		510,7
Immobilisations incorporelles	6,7	1,3				7,9
Droits d'utilisation d'immobilisations incorporelles		3,6				3,6
Immobilisations corporelles	496,9	182,7				679,6
Droits d'utilisation d'immobilisations corporelles	202,8	61,9				264,7
Actifs financiers	10,3	13,0			0,6	23,9
Participations dans les entreprises associées et les co-entreprises	11,8	2,1			(2,3)	11,6
Impôts différés	32,4	38,7				74,5
Autres actifs		0,0				0,0
Total actifs non courants	1 022,0	413,2	0,0	139,5	(1,7)	1 573,0
Stocks et en-cours	136,7	74,1			0,1	210,9
Créances clients	399,6	80,9			0,2	480,7
Créances d'impôt	4,6	1,1				5,7
Autres actifs	90,4	9,9			0,0	100,3
Actifs financiers	20,0					20,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	403,7	157,4	294,0	(519,1)	0,2	336,2
Instruments financiers	1,4					1,4
Total actifs courants	1 056,4	323,3	294,0	(519,1)	0,6	1 155,2
Total actifs non courants et groupes d'actifs destinés à être cédés	0,0	0,8				0,8
Total actif	2 078,3	737,4	294,0	(379,6)	(1,1)	2 728,9
 Capitaux propres Groupe	 596,3	 88,5	 0,0	 (88,5)	 (1,2)	 595,1
Intérêts ne conférant pas le contrôle	3,4	5,8		(1,8)		7,4
Total capitaux propres	599,7	94,2	0,0	(90,3)	(1,2)	602,4
Emprunts et dettes financières	541,5	327,3	294,0	(287,3)		875,5
Actions privilégiées rachetables		2,1		(2,1)		0,0
Provision retraite et avantage similaire	52,0			0,0		52,0
Autres provisions	32,8	9,0				41,8
Impôts différés	22,6	2,7				25,3
Autres passifs	4,5	0,4				4,9
Total passifs non courants	653,4	341,4	294,0	(289,3)		999,5
Emprunts et dettes financières	182,9	59,2			0,0	242,0
Actions privilégiées rachetables						0,0
Provisions	2,6	3,3				5,8
Fournisseurs	346,0	233,1			(0,0)	579,1
Dettes d'impôts	27,1	2,6			0,0	29,7
Autres passifs	264,8	3,7			0,0	268,5
Instruments financiers	1,9					1,9
Total passifs courants	825,3	301,7	0,0	0,0	0,0	1 127,0
Total passifs liés à un groupe d'actifs destinés à être cédés	0,0					0,0
Total passif	2 078,3	737,4	294,0	(379,6)	(1,1)	2 728,9

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

4.5.1.3. Compte de résultat *pro forma* consolidé non audité pour le semestre clos le 31 mars 2021

	31-03-21 Derichebourg publié	31-03-21 GEH publié	Émission nouvelle dette	Acquisition et remboursement dette	GEH Variation de périmètre	31-03-21 Derichebourg <i>pro forma</i>
Compte de résultat consolidé (en millions d'euros)						
Chiffre d'affaires	1 649,9	658,0			0,3	2 308,3
Autres produits de l'activité	2,8				0,0	2,8
Achats consommés	(828,5)	(467,7)			(0,0)	(1 296,3)
Charges externes	(192,5)	(99,1)		1,2	(0,1)	(290,5)
Charges de personnel	(431,6)	(37,9)			(0,1)	(469,6)
Impôts et taxes	(28,8)				(0,0)	(28,8)
Dotations aux amortissements	(60,4)	(20,3)			(0,0)	(80,6)
Dotations aux provisions	(9,3)					(9,3)
Variation des stocks d'en-cours et produits finis	0,6					0,6
Autres charges d'exploitation	(6,7)	(3,0)				(9,7)
Autres produits d'exploitation	16,8				0,0	16,8
Résultat opérationnel courant	112,3	29,9		1,2	0,1	143,6
Ebitda courant	172,6	50,2		1,2	0,1	224,1
Autres charges opérationnelles	(0,6)					(0,6)
Autres produits opérationnels	3,8					3,8
Résultat sur cessions de participations consolidées						
Résultat opérationnel	115,5	29,9		1,2	0,1	146,8
Frais financiers nets	(7,2)	(11,4)	(5,1)	8,4		(15,2)
Gains et pertes de change et autres	0,6	(1,5)				(0,9)
Résultat avant impôts	108,9	17,0	(5,1)	9,6	0,1	130,6
Impôts sur les bénéfices	(33,4)	(3,5)			(0,0)	(36,9)
Quote-part dans le résultat des entreprises associées et les co-entreprises	(0,8)	(0,0)			(0,0)	(0,9)
Résultat net	74,7	13,6	(5,1)	9,6	0,0	92,9
Résultat après impôts des activités arrêtées ou en cours de cession						
Résultat net de l'ensemble consolidé	74,7	13,6	(5,1)	9,6	0,0	92,9
Revenant :						
- aux actionnaires de la société	73,6	13,1	(5,1)	9,6		91,3
- aux intérêts ne conférant pas le contrôle	1,1	0,4			0,0	1,6
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société (en € par action)						
- de base	0,46					0,57
- dilué	0,46					0,57
Résultat par action : résultat revenant aux actionnaires de la société après résultat des activités arrêtées ou cédées (en € par action)						
- de base	0,46					0,57
- dilué	0,46					0,57

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

4.5.2. Notes relatives à l'information financière *pro forma* consolidée non auditée

4.5.2.1. Ajustements *pro forma* pour l'exercice clos le 30 septembre 2020

Certains ajustements ont été réalisés afin de refléter la comptabilisation de l'acquisition dans l'information financière *pro forma* consolidée non auditée. Aucun effet d'impôt n'a été comptabilisé au titre de ces ajustements. Ceux-ci sont détaillés ci-après. Après la réalisation effective de l'acquisition, des évaluations définitives et exhaustives seront effectuées pour déterminer la juste valeur des actifs et passif identifiables de GEH. Les évaluations définitives pourront être différentes de la comptabilisation préliminaire de l'acquisition reflétée dans l'information financière *pro forma* consolidée non auditée.

4.5.2.1.1. Nouvelle dette Derichebourg

La structure de financement prévue pour la simulation de l'acquisition de GEH au 1er octobre 2019 consisterait en une émission obligataire de 300 M€ par Derichebourg, comptabilisée au bilan *pro forma* consolidé pour 294 M€, après application de la méthode du coût amorti.

Le coût de l'endettement financier futur résultant de l'émission d'obligations à long terme en euros est approximatif et provisoire, en cela qu'il sera sujet aux variations de taux d'intérêt entre la date de publication du rapport semestriel et la date de finalisation de l'opération. Une charge financière provisoire de (10,1 M€) a été comptabilisée au compte de résultat *pro forma*, après impact du coût amorti estimé à (0,5 M€).

4.5.2.1.2. Acquisition de GEH et remboursement de sa dette historique

Les frais liés à l'acquisition, provisoirement établis à 4 M€, ont été comptabilisés en charges externes au compte de résultat *pro forma* consolidé.

Les ajustements effectués en lien avec le remboursement de la dette historique de GEH, constituée de 260,1 M€ d'obligations à long terme, après frais de remboursement optionnel de 5,1 M€, et de 40M€ de crédit revolving, sont les suivants :

- comptabilisation en intérêts financiers nets des frais de remboursement optionnel à hauteur de (5,1 M€), correspondant à l'écart entre la valeur nominale de l'obligation à long terme

(100%) et sa valeur de remboursement anticipé (102%), en faisant l'hypothèse d'un remboursement avant le 15 novembre 2021;

- neutralisation du coût de l'endettement net lié à la structure de financement de GEH estimé à 16,4 M€ sur l'exercice clos le 30 septembre 2020;
- comptabilisation en intérêts financiers nets du coût amorti des frais de financement de GEH estimé à (8,9 M€).

4.5.2.1.3. Variation de périmètre

L'acquisition de GEH par le groupe Derichebourg entraîne la prise de contrôle des sociétés Alsafer et Rohr Environnement, co-détenues par Derichebourg et GEH. Un résultat provisoire de cession des participations consolidées historiquement mises en équivalence a été comptabilisé pour un montant de (1,2 M€), au titre du changement de méthode de consolidation, au 1^{er} octobre 2019 pour le compte de résultat *pro forma* consolidé de l'exercice clos le 30 septembre 2020.

L'intégration globale de la société Alsafer a contribué respectivement pour 0,6 M€ et 0,1 M€ au chiffre d'affaires et résultat opérationnel du Groupe *pro forma* consolidés. La société Rohr Environnement étant déjà intégrée globalement dans les comptes de GEH, aucun ajustement n'a été comptabilisé au compte de résultat.

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

4.5.2.2. Ajustements *pro forma* pour le semestre clos le 31 mars 2021

Certains ajustements ont été réalisés afin de refléter la comptabilisation de l'acquisition dans l'information financière *pro forma* consolidée non auditée. Aucun effet d'impôt n'a été comptabilisé au titre de ces ajustements. Ceux-ci sont détaillés ci-après. Après la réalisation effective de l'acquisition, des évaluations définitives et exhaustives seront effectuées pour déterminer la juste valeur des actifs et passif identifiables de GEH. Les évaluations définitives pourront être différentes de la comptabilisation préliminaire de l'acquisition reflétée dans l'information financière *pro forma* consolidée non auditée.

4.5.2.2.1. Nouvelle dette Derichebourg

La structure de financement prévue pour la simulation de l'acquisition de GEH au 31 mars 2021 consisterait en une émission obligataire de 300 M€ par le groupe Derichebourg, comptabilisée au bilan *pro forma* pour 294 M€, après application de la méthode du coût amorti.

Le coût de l'endettement financier futur résultant de l'émission d'obligations à long terme en euros est approximatif et provisoire, en cela qu'il sera sujet aux variations de taux d'intérêt entre la date de publication du rapport semestriel et la date de finalisation de l'opération. Une charge financière provisoire de (5,1 M€) a été comptabilisé au compte de résultat *pro forma*, après impact du coût amorti estimé à (0,2 M€).

4.5.2.2.2. Acquisition de GEH et remboursement de sa dette historique

La comptabilisation préliminaire de l'acquisition a été exclusivement effectuée pour les besoins de l'information financière *pro forma* consolidée non auditée. L'écart d'acquisition provisoire a été estimé à 249,5 M€.

Les frais liés à l'acquisition, provisoirement établis à 4 M€, ont été comptabilisés au compte de résultat *pro forma* consolidé de l'exercice clos le 30 septembre 2020. A ce titre, 1,2 M€ de frais d'acquisition encourus durant le semestre clos le 31 mars 2021 et comptabilisés en charges externes, ont été neutralisés pour l'établissement de l'information financière *pro forma* consolidée à cette même date.

La dette historique de GEH a été décomptabilisée en prenant l'hypothèse d'un remboursement le 31 mars 2021. Ainsi, les dettes financières ont été diminuées de 287,3 M€, dont 247,3 M€ de valeur au coût amorti estimé des obligations à long terme, et 40 M€ au titre du crédit revolving.

Après prise en compte des frais de remboursement optionnel de 5,1 M€, le montant payé s'élèverait à 300,1 M€, dont 260,1 M€ au titre des obligations à long terme et 40 M€ de crédit revolving.

Le coût de l'endettement net lié à la structure de financement de GEH estimé à 8,4 M€ a été neutralisé dans le compte de résultat *pro forma* consolidé du semestre clos le 31 mars 2021.

4.5.2.2.3. Variation de périmètre

L'acquisition de GEH par le groupe Derichebourg entraîne la prise de contrôle des sociétés Alsafer et Rohr Environnement, co-détenues par le groupe Derichebourg et GEH.

Les intérêts ne conférant pas le contrôle de GEH acquis ont été diminués de 1,8 M€, en lien avec la prise de contrôle de la société Rohr Environnement, correspondant à la quote-part du groupe Derichebourg dans les capitaux propres de cette dernière.

L'intégration globale de la société Alsafer a contribué respectivement pour 0,3 M€ et 0,1 M€ au chiffre d'affaires et résultat opérationnel du Groupe *pro forma* consolidés. La société Rohr Environnement étant déjà intégrée globalement dans les comptes de GEH, aucun ajustement n'a été comptabilisé au compte de résultat.

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

4.5.3. Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière *pro forma* non auditée

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

BM&A

ERNST & YOUNG Audit

Derichebourg

Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières *pro forma* relatives à l'exercice clos le 30 septembre 2020 et à la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

19, rue de Presbourg
75116 Paris
S.A.S. au capital de € 300 000
539 769 729 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

BM&A

11, rue de Laborde
75008 Paris
S.A.S. au capital de € 1 200 000
348 461 443 R.C.S. Paris

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Paris

ERNST & YOUNG Audit

Tour First
TSA 14444
92037 Paris-La Défense cedex
S.A.S. à capital variable
344 366 315 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes
Membre de la compagnie
régionale de Versailles et du Centre

Derichebourg

Rapport des commissaires aux comptes sur les informations financières *pro forma* relatives à l'exercice clos le 30 septembre 2020 et à la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021

Au Président Directeur Général,

En notre qualité de commissaires aux comptes et en application du règlement (UE) n°2017/1129 complété par le règlement délégué (UE) n° 2019/980, nous avons établi le présent rapport sur les informations financières *pro forma* de la société Derichebourg relatives à l'exercice clos le 30 septembre 2020 et à la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021 incluses dans la partie 4.5 de l'amendement au document d'enregistrement universel (les « Informations financières *pro forma* »).

Ces Informations financières *pro forma* ont été préparées aux seules fins d'illustrer l'effet que l'intégration de Groupe Ecore Holding aurait pu avoir sur le bilan consolidé au 31 mars 2021 et sur les comptes de résultat consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2020 et de la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021 de la société Derichebourg si l'opération avait pris effet au 1^{er} octobre 2019 au compte de résultat et au 31 mars 2021 au bilan. De par leur nature même, elles décrivent une situation hypothétique et ne sont pas nécessairement représentatives de la situation financière ou des performances qui auraient pu être constatées si l'opération ou l'événement était intervenu à une date antérieure à celle de sa survenance réelle ou envisagée.

Ces Informations financières *pro forma* ont été établies sous votre responsabilité en application des dispositions du règlement (UE) n° 2017/1129 et des recommandations ESMA relatives aux informations financières *pro forma*.

Il nous appartient, sur la base de nos travaux, d'exprimer une conclusion, dans les termes requis par l'annexe 20, section 3, du règlement délégué (UE) n° 2019/980, sur le caractère correct de l'établissement des Informations financières *pro forma* sur la base indiquée.

4 États financiers

Information financière *pro forma* consolidée non auditée

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne comportent ni audit ni examen limité des informations financières sous-jacentes à l'établissement des Informations financières *pro forma*, ont consisté principalement à vérifier que les bases à partir desquelles ces Informations financières *pro forma* ont été établies concordent avec les documents source tels que décrits dans les notes explicatives aux Informations financières *pro forma*, à examiner les éléments probants justifiant les retraitements *pro forma* et à nous entretenir avec la direction de la société Derichebourg pour collecter les informations et les explications que nous avons estimé nécessaires.

A notre avis :

- les Informations financières *pro forma* ont été établies correctement sur la base indiquée ;
- cette base est conforme aux méthodes comptables appliquées par l'émetteur.

Ce rapport est émis aux seules fins :

- du dépôt de l'amendement du document d'enregistrement universel auprès de l'AMF ;

et ne peut pas être utilisé dans un autre contexte.

Paris, Paris et Paris La Défense, le 7 juin 2021

Les Commissaires aux Comptes

DENJEAN & ASSOCIES AUDIT

BM&A

ERNST & YOUNG Audit

Clarence Vergote

Gilles Rabier

Pierre Abily

5 Informations sur la Société et le capital

Capital autorisé mais non émis

5. Informations sur la Société et le capital

5.2. Capital autorisé mais non soumis

L'assemblée générale mixte du 10 février 2021 a approuvé quatre résolutions, délégant sa compétence au Conseil d'administration, pour une durée de 26 mois, pour procéder à l'émission de toutes valeurs mobilières, donnant immédiatement ou à terme accès à une quotité de capital de la Société, avec maintien ou suppression du droit préférentiel de souscription :

- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées s'élève à 50 M€ ;
- le montant nominal des titres de créances susceptibles d'être émis s'élève à 500 M€ ;
- le montant nominal des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées s'élève à 50 M€ dans le cadre d'une offre au profit des investisseurs qualifiés, ou d'un cercle restreint d'investisseurs visée au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, dans la limite de 20 % du capital social par an ;
- le montant nominal des augmentations de capital au titre d'incorporation de réserves s'élève à 50 M€.

5 Informations sur la Société et le capital

Actions détenues par l'émetteur ou par ses filiales

5.7. Actions détenus par l'émetteur ou par ses filiales

L'assemblée générale mixte du 10 février 2021 a autorisé la Société, pour une durée de 18 mois, à opérer en Bourse sur ses propres actions dans la limite de 10 % de son capital social, en vue de :

- l'animation du marché ou de la liquidité du marché de l'action Derichebourg par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte déontologique AMAFI admise par l'Autorité des marchés financiers ;
- l'attribution aux salariés dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou par le biais d'un plan épargne entreprise ;
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
- l'annulation dans le cadre de la politique financière de la Société de titres ainsi achetés.

La même assemblée générale a autorisé le Conseil d'administration à réaliser une ou plusieurs réductions de capital social par annulation des actions acquises dans la limite de 10 % du capital, par période de 24 mois.

Au 31 mars 2021 la Société ne détient aucune action propre.

5 Informations sur la Société et le capital

Droits de vote

5.8. Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix. Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis cinq ans au moins, au nom du même actionnaire.

Au 31 mars 2021, le capital était constitué de 159 397 489 actions de nominal 0,25 €, dont 68 086 918 actions à droit de vote double. Le nombre de droits de vote au 31 mars 2021 s'élevait à 227 484 407.

Au 31 mars 2021, la famille de M. Daniel DERICHEBOURG, par l'intermédiaire des sociétés CFER et Financière DBG, détenait 41,29 % du capital de Derichebourg et 57,83 % des droits de vote.

5 Informations sur la Société et le capital

Seuil statutaire de 2%

5.9. Seuil statutaire de 2%

Toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder le nombre d'actions ou de droits de vote dépassant les seuils prévus par la réglementation en vigueur doit respecter l'obligation d'information prévue par celle-ci. La même information est due lorsque la participation au capital ou en droits de vote devient inférieure aux seuils prévus par la réglementation en vigueur.

L'article 10 des statuts prévoit, entre autres dispositions, que toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert qui vient à posséder un nombre d'actions représentant 2 % ou plus du capital de la Société doit informer la Société dans un délai de quinze jours à compter de chaque franchissement de ce seuil de participation, du nombre total d'actions de celle-ci qu'elle possède. Lorsque le nombre ou la répartition des droits de vote ne correspond pas au nombre ou à la répartition des actions, le pourcentage prévu précédemment est calculé en droits de vote. L'inobservation des dispositions statutaires entraîne la sanction suivante : l'actionnaire défaillant peut être privé du droit de vote pour les actions excédant la fraction non déclarée.

L'article 10 des statuts stipule que la Société est autorisée à demander à tout moment, à l'organisme chargé de la compensation des valeurs mobilières, les renseignements prévus par la loi relatifs à l'identification des détenteurs de titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote aux assemblées d'actionnaires. La Société est en outre en droit de demander, dans les conditions fixées par le Code de commerce, l'identité des propriétaires de titres lorsqu'elle estime que certains détenteurs dont l'identité lui a été révélée sont propriétaires de titres pour le compte de tiers.

La Société peut demander à toute personne morale propriétaire de plus de 2,5 % du capital ou des droits de vote de lui faire connaître l'identité des personnes détenant directement ou indirectement plus du tiers du capital social de cette personne morale ou des droits de vote à ses assemblées générales.

Depuis le 1^{er} octobre 2020 Derichebourg a connu le franchissement de seuil suivant :

Date	Nom de l'actionnaire	Franchissement de seuil
10-03-2021	Amundi	À la hausse du seuil de 2% du capital avec 2 % des droits de vote

5 Informations sur la Société et le capital

Liste des détenteurs de tout titre contenant des droits de contrôle spéciaux

5.11. Liste des détenteurs de tout titre contenant des droits de contrôle spéciaux

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. À égalité de valeur nominale, chaque action donne droit à une voix. Toutefois, un droit de vote double est attribué à toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il est justifié d'une inscription nominative, depuis cinq ans au moins, au nom du même actionnaire. Au 31 mars 2021, le capital était constitué de 159 397 489 actions de nominal 0,25 €, dont 68 086 918 actions à droit de vote double. Le nombre de droits de vote au 31 mars 2021 s'élève à 227 484 407.

5 Informations sur la Société et le capital

Actionnariat des salariés

5.12. Actionnariat des salariés

Au 31 mars 2021, les salariés détiennent 1,06 % du capital et 0,74 % des droits de vote de Derichebourg.

6 Informations complémentaires

Responsable du Document d'Enregistrement Universel

6. Informations complémentaires

6.1. Responsable du Document d'Enregistrement Universel

6.1.2. Attestation des responsables de l'Amendement au Document d'Enregistrement Universel

Pour Derichebourg,

« J'atteste que les informations contenues dans le présent amendement au document d'enregistrement universel sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Fait à Paris le 7 juin 2021

Daniel DERICHEBOURG

Président-directeur général

Pour Groupe Ecore Holding S.A.S.,

« J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans la section 1 « *Présentation du groupe Ecore* » du présent Amendement au Document d'Enregistrement Universel 2019/2020, y compris dans les annexes auxquelles fait référence ladite section 1, sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée. »

Fait à Paris le 7 juin 2021

Patrick Labranche

Président

6 Informations complémentaires

Bilan du programme de rachats d'actions

6.5. Bilan du programme de rachat d'actions

L'assemblée générale mixte du 10 février 2021 a autorisé le Conseil d'administration de la Société à racheter ses propres actions dans la limite de 10 % du capital social, soit 15 939 748 actions pour un prix maximal unitaire de 20 € par action. Cette autorisation a été donnée pour une durée de 18 mois, soit jusqu'au 9 août 2022 en vue notamment de :

- l'animation du marché ou de la liquidité du marché de l'action Derichebourg par l'intermédiaire d'un prestataire de service d'investissement au travers d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie AMAFI admise par l'Autorité des marchés financiers ;
- l'attribution aux salariés dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment dans le cadre de la participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise ou par le biais d'un plan épargne entreprise ;
- l'achat d'actions en vue de leur conservation et leur remise ultérieure à l'échange ou en paiement dans le cadre d'opérations de croissance externe ;
- la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ;
- l'annulation de titres ainsi rachetés dans les conditions prévues par la loi. La même assemblée générale a autorisé le Conseil d'administration à réaliser une ou plusieurs réductions de capital social par annulation des actions acquises, dans la limite de 10 % du capital, par période de 24 mois ;
- la mise en œuvre de toute pratique de marché admise qui viendrait à être reconnue par la Loi ou l'Autorité des marchés financiers.

La Société n'a pas utilisé cette autorisation au cours de l'exercice.

La Société ne détenait aucune action autodétenue au 31 mars 2021 et la valeur de marché du portefeuille au 31 mars 2021 est nulle.

	Actions composant le capital	Stock- boursière	options attribuées	Croissance externe	Remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital	Annulation	Total
Situation au 30 septembre 2020	159 397 489			0		0	0
En % de capital				0 %		0 %	0 %
Affectation à des stock- options							
attribuées							
autres							
Levées d'options d'achat							
Achats				0	0	0	0
Ventes				0	0	0	0
Annulations						0	0
Situation au 31 mars 2021	159 397 489			0		0	0
En % de capital							0 %

6 Informations complémentaires

Table de concordance entre le Document d'Enregistrement Universel Derichebourg et l'annexe 1 et 2 du Règlement délégué (UE) 2019/980

6.11. Table de concordance entre le Document d'Enregistrement Universel Derichebourg et l'annexe 1 et 2 du Règlement délégué (UE) 2019/980

La table de concordance ci-après reprend les rubriques prévues par l'annexe 1 du règlement délégué (UE) 2019/980 de la Commission du 14 mars 2019 et renvoie aux sections du Document d'Enregistrement Universel 2019/2020 et du présent Amendement où sont mentionnées les informations relatives à chacune de ces rubriques.

Annexe 1 et 2 du Règlement délégué (UE) 2019/980	Document d'Enregistrement universel	Amendement
	§	§
1. Personnes responsables, informations provenant de tiers, rapports de tiers, rapports d'experts et approbation de l'autorité compétente		
1.1 Personnes responsables	6.1.1	
1.2 Déclaration des personnes responsables	6.1.2	6.1.2
1.3 Déclaration d'experts	6.8	
1.4 Attestation relative aux informations provenant d'un tiers	6.8	
1.5 Déclaration relative au dépôt du document	Page 1	Page 1
2. Contrôleurs légaux des comptes	6.3	
3. Facteurs de risque	3.3	3.3
4. Informations concernant l'Émetteur		
4.1 Histoire et évolution de la Société		
4.1.1 Raison sociale et nom commercial de l'Émetteur	6.4.1	
4.2 Lieu et numéro d'enregistrement de l'Émetteur	6.4.2	
4.3 Date de constitution et durée de vie de l'Émetteur	6.4.3	
4.4 Siège social et forme juridique, législation, pays d'origine, adresse, n° de téléphone de son siège statutaire	6.4.4	
5. Aperçu des activités		
5.1 Principales activités	1.1	
5.1.1 Nature des opérations, catégories de produits vendus	1.1	
5.1.2 Nouveaux produits	1.1	
5.2 Principaux marchés	1.1	
5.3 Événements importants	3.1	3.1
5.4 Stratégies et objectifs 1.1 13 à 29	1.1	
5.5 Dépendance	N/A	N/A
5.6 Sources d'informations sur position concurrentielle	1.1	
5.7 Investissements	3.2.7	
5.7.1 Investissements réalisés	3.2.7	
5.7.2 Investissements en cours	3.2.7	
5.7.3 Co-entreprises et participations significatives	4.1.5 note 4.4	4.4 note 4.4
5.7.4 Questions environnementales pouvant influer sur l'utilisation des immobilisations corporelles	1.5	
6. Structure organisationnelle		
6.1 Description sommaire du Groupe	3.6	3.6
6.2 Liste des filiales importantes de l'Émetteur	4.1.5 note 4.32	
7. Examen de la situation financière et du résultat		
7.1 Situation financière	3.2	3.2
7.2 Résultat d'exploitation	3.2	3.2

6 Informations complémentaires

Table de concordance entre le Document d'Enregistrement Universel Derichebourg et l'annexe 1 et 2 du Règlement délégué (UE) 2019/980

Annexe 1 et 2 du Règlement délégué (UE) 2019/980	Document d'enregistrement universel	Amendement
	§	§
8. Trésorerie et capitaux		
8.1 Capitaux de l'Émetteur	4.1.1, 4.1.4	4.4.1, 4.4.4
8.2 Flux de trésorerie	4.1.3	4.4.3
8.3 Structure de financement et conditions d'emprunt	4.1.5 note 4.11	4.4 note 4.11
8.4 Restrictions à l'utilisation des capitaux	4.1.5 note 4.11	4.4 note 4.11
8.5 Sources de financement attendues	4.1.5 note 4.11	4.4 note 4.11
9. Environnement réglementaire	3.3	3.3
10. Informations sur les tendances	3.2.5	3.2.5
11. Prévisions ou estimations du bénéfice	3.2.5	3.2.5
12. Organes d'administration, de direction		
12.1 Informations concernant les membres du Conseil d'administration et à la direction générale	2.1, 2.3	2.1, 2.3
12.2 Conflits d'intérêts éventuels	2.1.6	
13. Rémunerations et avantages		
13.1 Rémunération versée	2.4.2	
13.2 Sommes provisionnées par ailleurs	2.4.2	
14. Fonctionnement des organes d'administration et de direction		
14.1 Date d'expiration des mandats	2.1.4	2.1.4
14.2 Contrats de service	N/A	
14.3 Informations sur le Comité d'audit, le Comité des nominations et des rémunérations	2.2	
14.4 Déclaration de conformité à un Code de gouvernement d'entreprise	2.1.8	
14.5 Incidences significatives potentielles sur la gouvernance d'entreprise	N/A	
15. Salariés		
15.1 Nombre de salariés	1.4.3.2	
15.2 Participations et stock-options	2.1	
15.3 Participation des salariés au capital de l'Émetteur	5.12	5.12
16. Principaux actionnaires		
16.1 Information relative au capital	3.4	3.4
16.2 Droits de vote des principaux actionnaires	3.4	3.4
16.3 Informations relatives au contrôle	3.4	3.4
16.4 Accord pouvant entraîner un changement de contrôle	5.17	
17. Transactions avec des parties liées	4.28	4.28
18. Informations financières		
18.1 Informations financières historiques	4.1	
18.2 Informations financières intermédiaires et autres	N/A	4.4
18.3 Audit des informations financières annuelles historiques	N/A	
18.4 Informations financières pro forma	N/A	4.5
18.5 Politique de distribution de dividendes	5.18.1	
18.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	4.1.5 note 4.27	4.4 note 4.27
18.7 Changement significatif dans la situation financière	3.2.5.2	
19. Informations supplémentaires		
19.1 Capital social (nombre et catégories d'actions, actions propres...)	5.1 à 5.13	5.2, 5.7 à 5.9, 5.11, 5.12
19.2 Actes constitutifs et statuts	5.9, 5.14 à 5.15, 6.4.6	
20. Contrats importants	6.9	
21. Documents disponibles	6.7	

Annexes

Annexe 1 : Comptes annuels de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

Annexe 1 : Comptes annuels de Groupe Ecore Holding S.A.S. de l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

TABLE OF CONTENTS

2 Group consolidated financial statements

- 2.1 Consolidated statement of profit or loss
- 2.2 Consolidated statement of other comprehensive income
- 2.3 Consolidated statement of financial position
- 2.4 Consolidated statement of changes in equity
- 2.5 Consolidated statement of cash flows

3 Notes to the consolidated financial statements

- 3.1 Corporate information
- 3.2 Main events of the period
- 3.3 Statement of compliance
- 3.4 Significant accounting policies
- 3.5 Financial risk management
- 3.6 Fair-value of financial instruments
- 3.7 Acquisitions and disposals
- 3.8 Details on consolidated income statement
- 3.9 Details on consolidated statement of financial position
- 3.10 Contingencies and commitments
- 3.11 Significant litigation
- 3.12 Employee benefits
- 3.13 Related parties
- 3.14 Audit fees
- 3.15 Subsequent events
- 3.16 Scope of consolidation

Annexes

Annexe 1 : Comptes annuels de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

2 Group consolidated financial statements

2.1 Consolidated statement of profit or loss

K-EUR	Note	30 september 2020	30 september 2019
Revenue	3.8.1	880 543	1 159 657
<i>Cost of raw material</i>	3.8.2	(595 260)	(825 460)
<i>Freight expenses</i>		(96 685)	(118 067)
<i>Cost of sales</i>		(691 945)	(943 527)
GROSS PROFIT		188 598	216 130
External charges	3.8.3	(60 408)	(78 072)
Employee benefits expenses	3.8.4	(68 872)	(72 812)
Other operating income & expenses		(6 666)	(2 270)
EBITDA		52 651	62 976
Depreciation		(42 214)	(42 996)
CURRENT OPERATING INCOME (LOSS)		10 438	19 979
Impairment of goodwill		0	0
Other non-recurring incomes and expenses		12 331	(8 205)
OPERATING INCOME (LOSS)		22 769	11 774
Cost of net debt	3.8.5	(22 550)	(18 871)
Other financial income and expenses	3.8.6	(681)	(2 414)
PROFIT (LOSS) BEFORE TAX		(462)	(9 510)
Income tax	3.8.7	10 244	(16 824)
PROFIT (LOSS) AFTER TAX		9 782	(26 334)
Portion of the income of the equity affiliates		162	172
PROFIT (LOSS) FOR THE YEAR FROM CONTINUING OPERATIONS		9 943	(26 162)
Result classified as held for sale		0	0
PROFIT (LOSS) FOR THE YEAR		9 943	(26 162)
Shareholders		9 507	(26 324)
Non-controlling interests		437	163

The notes are an integral part of the consolidated financial statements.

*EBITDA represents operating income before depreciation, amortization and impairment of property, plant and equipment, intangible assets and goodwill.

Annexes

Annexe 1 : Comptes annuels de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

2.2 Consolidated statement of other comprehensive income

K-EUR	Note	30 september 2020	30 september 2019
Profit / (Loss) for the year		9 943	(26 162)
Foreign exchange translation differences		(258)	56
Cash flow hedges		0	0
Deferred tax on cash flow hedges		0	0
Cash flow hedges, net of tax		0	0
Profit / (Loss) recorded in equity and transferable through profit or loss		(258)	56
Actuarial gains(losses) on defined benefit plans	3.12	(137)	(394)
Deferred tax on actuarial gains and losses on defined benefit plans		34	99
Actuarial gains (losses) on defined benefit plans, net of tax		(103)	(295)
Profit / (Loss) recorded in equity and not transferable through profit or loss		(103)	(295)
Total other comprehensive Income / (Loss)		(361)	(240)
Total comprehensive Income / Loss		9 583	(26 401)
Total comprehensive income (loss) attributable to			
Shareholders		9 147	(26 563)
Non-controlling interests		435	161

The notes are an integral part of the consolidated financial statements.

Annexes

Annexe 1 : Comptes annuels de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

2.3 Consolidated statement of financial position

K-EUR	Note	30 september 2020	30 september 2019
Assets			
Goodwill			
Goodwill	3.9.1	110 095	109 052
Other intangible assets	3.9.2	1 589	4 610
Right of use on other intangible assets	3.9.2	3 686	0
Property, plant and equipment	3.9.3	184 028	190 437
Right of use on tangible assets	3.9.3	63 750	31 615
Investment in associates and joint ventures	3.9.4	2 113	2 247
Deferred tax assets	3.9.5	38 382	24 327
Other non current financial assets	3.9.6	14 688	14 640
Total non current assets		418 330	376 927
Inventories	3.9.7	54 862	52 905
Accounts receivables	3.9.8	49 877	50 114
Income tax receivables	3.9.8	2 738	4 780
Other current assets	3.9.9	6 608	9 543
Cash & cash equivalent	3.9.10	126 049	57 699
Assets held For sale	3.9.11	841	872
Total current assets		240 975	175 913
TOTAL ASSETS		659 305	552 840
Equity			
Share capital	3.9.12.1	420	420
Additional paid-in capital	3.9.12.2	257 360	257 360
Consolidated reserves - Group	3.9.12.3	(191 779)	(162 890)
Consolidated profit / (loss) for the year - Group		9 507	(26 324)
Shareholders equity		75 507	68 565
Non-controlling interests	3.9.12.4	5 318	5 099
Total group equity		80 825	73 664
Liabilities			
Redeemable preference shares - long-term portion	3.4.19	2 050	1 950
Provisions - long-term portion	3.9.13	7 546	10 552
Long-term debt LT portion Long-term	3.9.14	266 860	244 626
Lease liabilities - long-term portion	3.9.14	61 619	25 470
Deferred tax liabilities	3.9.5	2 229	2 732
Other long-term liabilities	3.9.15	473	548
Total non-current liabilities		340 777	285 878
Redeemable preference shares - short-term portion	3.4.19	0	0
Provisions - short-term portion	3.9.13	4 221	5 972
Current portion of long-term debt	3.9.14	40 018	0
Lease liabilities - short-term portion	3.9.14	14 667	8 419
Accounts payable	3.9.16	171 842	172 704
Income tax payable	3.9.16	2 309	1 806
Other current liabilities	3.9.17	2 262	2 668
Short-term debt	3.9.18	2 386	1 729
Liabilities held for sale	3.9.11	0	0
Total current liabilities		237 704	193 298
TOTAL LIABILITIES AND EQUITY		659 305	552 840

The notes are an integral part of the consolidated financial statements

2.4 Consolidated statement of changes in equity

Annexes

Annexe 1 : Comptes annuels de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

	Share capital	Additional paid-in capital	Conversion reserves	Actuarial reserves	Retained earnings	Profit (loss) for the year	Shareholders' equity	Non-controlling interest	Total group equity
30 september 2019	420	257 360	(1 176)	405	(162 120)	(26 324)	68 565	5 099	73 664
Appropriation of prior year profit (loss)									
Profit (loss) for the year	-	-	-	-	(26 324)	26 324	-	-	-
Conversion reserves	0	-	-	(257)	-	9 507	9 507	437	9 943
Other comprehensive income	-	-	-	(103)	(0)	0	(257)	(1)	(258)
Comprehensive income for the year	0	-	(257)	(103)	(0)	9 507	9 147	435	9 583
Other transactions									
Dividends paid	-	-	-	0	170	(0)	171	(20)	152
Put non-controlling interests GDE	-	-	-	-	0	-	0	(189)	(189)
Application IFRS16	-	-	-	-	(32)	-	(32)	-	(32)
30 september 2020	420	257 360	(1 433)	304	(190 650)	9 507	75 507	5 318	80 825
Appropriation of prior year profit (loss)									
Profit (loss) for the year	-	-	-	-	-	(32 029)	-	-	-
Conversion reserves	(0)	-	-	56	-	(26 324)	(26 324)	163	(26 162)
Other comprehensive income	-	-	-	-	(295)	0	56	(0)	56
Comprehensive income for the year	(0)	-	56	(295)	0	(26 324)	(26 324)	161	(26 402)
Group restructuring									
Conversion adjustments - ECOI	(497)	165 213	-	153	-	(461 269)	(296 553)	(189)	(296 741)
Put non-controlling interests GDE	-	-	-	-	(153)	-	-	-	-
Interests on GTH preferred shares	-	-	-	-	504	-	504	-	504
Transactions with minority shareholders	-	-	-	6	(1 950)	-	(1 950)	-	(1 950)
Reclassification non-controlling interests ECORE BV	-	-	-	-	(533)	(527)	(456)	(984)	(984)
30 september 2019	420	257 360	(1 176)	405	(162 120)	(26 324)	68 565	5 099	73 664

The notes are an integral part of the consolidated financial statements

Annexes

Annexe 1 : Comptes annuels de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

2.5 Consolidated statement of cash flows

K-EUR	Note	30 september 2020 12 Months	30 september 2019 12 Months
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES			
Profit/(loss) after tax		9 943	(26 162)
Depreciation/amortisation	3.9.2, 3.9.3	42 214	42 635
Increase (Decrease) in provisions	3.9.13	(4 750)	3 552
Elimination of gains (loss) on asset disposals		(956)	101
Share in net earnings (losses) of associates		(162)	(172)
Other non-cash (income) expenses		(575)	753
Income tax (current and deferred)	3.8.7	(10 244)	16 824
Net dividends received from associates		(5)	(4)
Cost of net debt	3.8.5	22 550	18 871
Income tax (paid) received		(271)	(4 988)
Net change in working capital:		480	62 831
Net cash from operating activities		58 225	114 242
CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES			
Acquisitions of property, plant and equipment and intangible assets		(17 235)	(18 704)
Disposals of property, plant and equipment and intangible assets		2 008	2 327
Acquisition of consolidated subsidiaries, net of cash acquired		(1 222)	0
Dividends received		305	174
Increase in financial assets		(812)	(16)
Decrease in financial assets		369	1 167
Net cash used in investing activities		(16 586)	(15 051)
CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES			
Bonds		0	255 000
Bank loans	3.9.14	60 000	(54)
Transaction costs of debenture loans		0	(7 938)
Effective Interest Rate (non cash financial charges)		0	(5 100)
Repayments of long-term debt	3.9.14	(51)	(8 848)
Acquisition of non-controlling interests		0	(239 754)
Repayments of lease debt	3.9.14	(13 349)	(8 230)
Increase (Decrease) in short-term debt	3.9.14	(40)	(128)
Interest paid		(18 463)	(13 923)
Interest paid on lease debt		(1 778)	(888)
Dividends paid		(189)	(86 390)
Net cash received from (used in) financing activities		26 130	(116 253)
Effect of exchange rate changes		(117)	(94)
Cash and cash equivalents at beginning of period	3.9.10.1	56 011	73 169
Cash and cash equivalents at end of period	3.9.10.1	123 663	56 011
Net change in cash and cash equivalents		67 652	(17 157)

The notes are an integral part of the consolidated financial statements.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3 Notes to the consolidated financial statements

3.1 Corporate information

The principal business activities of Groupe Ecore Holding S.A.S. (the "Company") are the acquisition of participations in any company and the management of those participations. The principal business activity of its (the "Group" or "GEH Group") subsidiaries is the recycling of scrap metal, paper and plastic. The Group operates in France, Belgium, Luxembourg, Hungary, Romania and Switzerland. The principal office of the Company is at 21, rue du Puits Romain L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

These consolidated financial statements as at 30 September 2020 were approved by the President of GROUPE ECORE HOLDING S.A.S. as at December, 18 2020.

3.2 Main events of the period

3.2.1 Changes in the scope of consolidation

The consolidated financial statements include the impacts of the following events and transactions:

- Liquidation or merger of some subsidiaries, in the process of simplification of the organigram (note 3.16.2) without significant impact on the consolidated financial statements.

3.2.2 Other events

- Opening of 3 new yards in France following M&A processes;
- On August 1, 2020, renewal of the non-recourse factoring facility, which will expire on April 30, 2023. The non-recourse factoring facility will provide financing of up to €118 million for the Group;
- On July 2020, GDE signed a €20m term loan with the Group's main French banking partners, benefiting from a 90% guarantee from the French State ("Prêt Garanti par l'Etat"). This facility will have an initial maturity of 1 year, with an up to 5-year extension option at GDE's discretion (differed amortization for 1 year with a contemplated progressive amortization thereafter).

3.3 Statement of compliance

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union (EU) effective 30 September 2020.

3.4 Significant accounting policies

The accounting policies set out below have been applied consistently throughout the period presented in these consolidated financial statements. The accounting policies have been applied consistently by all Group entities.

3.4.1 Basis of preparation

The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention except for assets and liabilities held for sale, available-for-sale financial assets, financial assets and financial liabilities (including derivative instruments) presented at fair value through profit or loss. The consolidated financial statements have been prepared on a going concern basis.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.4.2 Changes in accounting policies

3.4.2.1 *New and amended standards adopted by the Group*

Standards and interpretations adopted by the EU with mandatory application for the Group on or after 1 October 2019:

- IFRS 16 "Lease"; The Group has applied the standard as of October 1, 2019. The impacts of the application of this standard on the consolidated financial statements published as of September 30, 2020 are presented below in the following paragraph 3.4.2.3.
- Improvements to IFRS 2015-2017 ;
- IFRIC 23 "Uncertainty over income tax treatments" applicable to fiscal years beginning on or after 1 January 2019;
- IAS 19 "Employee Benefits" applicable to fiscal years beginning on or after 1 January 2019.

3.4.2.2 *New standards and interpretations applicable after 30 September 2020*

The Group has not applied any standard, interpretation or amendment in advance.

- Amendment to IFRS 3 "Business Combinations" on the definition of a business whose date of application is expected to be January 1, 2020.
- Amendment to IAS 1 and IAS 8: amendment to the definition of the term "significant" with an application date of 1 January 2020.
- Changes to IFRS 9, IAS 39 and IFRS7 – IBOR reform - phase 1.

These new standards, applicable for fiscal years beginning after January 1, 2020, are unlikely to have a material impact on the Group's financial statements.

3.4.2.3 *Impact of the application of IFRS 16 on Leases*

The Group has applied the new standard on Leases (IFRS 16), which replaces IAS 17 and the related interpretations IFRIC 4 (relating to arrangements containing a lease), and SIC15/SIC27 (interpretations dealing on the one hand with operating leases and on the other hand with leases in substance). The Group has elected to apply IFRS 16 retrospectively with the cumulative effect of initially applying the Standard recognised as at October 1, 2019.

The company chooses to measure that right-of-use asset at its carrying amount as if the Standard had been applied since the commencement date, but discounted using the company's incremental borrowing rate as at October 1, 2019.

The application of this new standard has led us to recognize in the balance sheet all lease commitments within the meaning of the new standard.

On the balance sheet, this new standard implies the recognition of:

- A new asset called « Right of use » which represents the right to use the leased asset during the term of the contract;
- A new debt called "Rental fees debt" which represents the commitment to pay lease payments.

On the consolidated income statement, as the counterpart to the cancellation of the rent expense, the following impacts are recognized :

- Depreciation of the right of use on other tangible assets;
- Interest charges on rental fees debt.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

Consequently, all finance leases under IAS 17 previously included in PPE were transferred to « Right-of-use assets » in the statement of financial position. For these finance leases, the carrying amount of the right-of-use asset and the lease liability at the date of initial application is the carrying amount of the lease asset and lease liability immediately before that date measured applying IAS 17 on September 30, 2019. All lease back transactions in the past were already treated under IAS 17. No restrictions or covenants are imposed by the Company's current effective lease contracts. There are no lease contracts not yet commenced as of September 30, 2020.

Short-term leases of twelve months or less and certain leases for which the underlying asset is of low value (less than K€ 5) are expensed in the consolidated statement of profit or loss on a straight-line basis over the lease term.

The lease liability is initially measured at the present value of the lease payments that are not paid at the commencement date, discounted using the incremental borrowing rate (3% for land/building leases and 1.16% for others). Actualization rates are based on the average borrowing interest rate for rental contracts linked with lands or buildings, or the average finance lease rate for other lease contracts under IFRS 16.

Leases payments can include fixed payments, variable payments known at the commencement date as well as any extension or purchase options, if the Company is reasonably certain to exercise these options. The lease liabilities is subsequently measured at amortized cost using the effective interest method and re-measured with a corresponding adjustment to the related right-of-use asset when there is a change in future lease payments in case of renegotiation, changes of rate or in case of reassessments of options.

The right-of-use asset comprises, at inception, the initial lease liability, any initial direct cost and, when applicable, the obligations to refurbish the asset, less any incentives granted by the lessors. The right-of-use asset is subsequently depreciated, on a straight-line basis, over the lease term or, if the cost of the right-of-use asset reflects that the lessee will exercise a purchase option, over the estimated useful life of the underlying asset. Right-of-use assets are also subject to testing for impairment if there is an indicator for impairment.

Variable lease payments not included in the measurement of the lease liabilities are expensed to the consolidated statement of profit and loss in the period in which the events or conditions which trigger those payments occur.

K-EUR (Balance sheet)	Financial statements published 30 september 2019	First time application IFRS 16	Change in the period	30 september 2020
Assets				
Right of use on other intangibles assets	0	3 686	0	3 686
Depreciation right of use on other intangible assets	0	0	0	0
Net carrying of right of use on other intangible assets	0	3 686	0	3 686
Right of use on tangible assets	142 271	59 553	4 765	206 589
Depreciation right of use on tangible assets	(110 656)	(23 867)	(8 316)	(142 839)
Net carrying of right of use on tangible assets	31 615	35 686	(3 551)	63 750
Deferred tax assets relating to IFRS 16	0	915	124	1 039
Other non current assets	345 312	0	4 543	349 855
Total non current assets	376 927	40 287	1 116	418 330
Total current assets	175 913	0	65 062	240 975
Total assets	552 840	40 287	66 178	659 305

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

K-EUR (Balance sheet)	Financial statements published 30 september 2019	First time application IFRS 16	Change in the period	30 september 2020
Equity				
Consolidated reserves - Group	94 889	(2 344)	(26 544)	66 001
Consolidated profit / (loss) for the year - Group IFRS 16	0	0	(318)	(318)
Consolidated profit / (loss) for the year - Group	(26 324)	0	35 831	9 507
Shareholders equity	68 565	(2 344)	9 286	75 507
Non-controlling interests	5 099	(9)	227	5 318
Total group equity	73 664	(2 353)	9 514	80 825
Liabilities				
<i>Lease liabilities - long-term portion</i>	25 470	36 133	16	61 619
<i>Other non current liabilities</i>	260 409	0	18 749	279 158
Total non-current liabilities	285 878	36 133	18 765	340 777
<i>Lease liabilities - short-term portion</i>	8 419	6 507	(259)	14 667
<i>Other current liabilities</i>	184 879	0	38 158	223 037
Total current liabilities	193 298	6 507	37 899	237 704
Total liabilities	552 840	40 287	66 178	659 305
K-EUR (Income statement)				
		Change in the period IFRS 16		
External charges		8 611		
EBITDA	8 611			
Depreciation charge of right of use		(8 003)		
OPERATING INCOME (LOSS)	608			
Cost of net debt		(1 053)		
PROFIT (LOSS) BEFORE TAX	(444)			
Income tax		124		
PROFIT (LOSS) BEFORE TAX	(320)			
<i>Shareholders</i>		(318)		
<i>Non-controlling interests</i>		(2)		

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

Following the adoption of IFRS 16 “Lease”, the Company recognised lease liabilities for operating lease contracts as summarized in the following table:

Amount in K€

Operating lease commitments disclosed as at 30 September 2019	37 330
Total amount excluded from the commitments disclosed as at 30 September 2019 (eg. IT expenses, rents renewed leases)	9 466
Discounted using the lessee's incremental borrowing rate of at the date of initial application	-4 152
Lease liability recognised as at 1 October 2020	42 644
Of which are:	
Current lease liabilities	6 508
Non-current lease liabilities	36 136
(ii) Weighted average lessee's incremental borrowing rate applied to the lease liabilities on 1 October 2020	2,60%
(iii) Impact on EBITDA	
Impact from the adoption of IFRS 16	8 611

3.4.3 Basis of consolidation

The consolidated financial statements include the assets, liabilities and results of operations of all subsidiaries, which the Company either directly or indirectly controls. Control is achieved when the Group is exposed, or has rights, to variable returns from its involvement with the investee and has the ability to affect those returns through its control over the investee.

When the Group has less than a majority of the voting or similar rights of an investee, the Group considers all relevant facts and circumstances in assessing whether it has power over the investee.

The Group re-assesses whether or not it controls an investee if facts and circumstances indicate that there are changes to one or more of the three elements of control. Consolidation of a subsidiary begins when the Group obtains control over the subsidiary and ceases when the Group loses control of the subsidiary. Assets, liabilities, income and expenses of a subsidiary acquired or disposed of during the year are included in the statement of comprehensive income from the date the Group gains control until the date the Group ceases to control the subsidiary.

Profit or loss and each component of other comprehensive income (OCI) are attributed to the equity holders of the parent of the Group and to the non-controlling interests, even if this results in the non-controlling interests having a deficit balance. When necessary, adjustments are made to the financial statements of subsidiaries to bring their accounting policies into line with the Group's accounting policies. All intra-group assets and liabilities, equity, income, expenses and cash flows relating to transactions between members of the Group are eliminated in full on consolidation.

A change in the ownership interest of a subsidiary, without a loss of control, is accounted for as an equity transaction.

If the Group loses control over a subsidiary, it:

- Derecognizes the assets (including goodwill) and liabilities of the subsidiary;
- Derecognizes the carrying amount of any non-controlling interests;
- Derecognizes the cumulative translation differences recorded in equity;

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

- Recognizes the fair value of the consideration received;
- Recognizes the fair value of any investment retained;
- Recognizes any surplus or deficit in profit or loss;
- Reclassifies the parent's share of components previously recognized in OCI to profit or loss or retained earnings, as appropriate, as would be required if the Group had directly disposed of the related assets or liabilities.

3.4.4 Foreign currency translation

3.4.4.1 *Functional and presentation currency*

The Group's presentation currency is the Euro (EUR) and all values are rounded to the nearest thousand (K-EUR) except when otherwise indicated. Euro is the functional currency of the Group's principal operating subsidiaries. Most of the markets in which the Group is involved are EUR denominated.

3.4.4.2 *Foreign currency transactions*

Subsidiaries record transactions in the functional currency of the economic environment in which they operate. Transactions in currencies other than the functional currency of the subsidiary are recorded at the rates of exchange prevailing at the date of the transaction in the accompanying statement of income.

Monetary assets and liabilities in currencies other than the functional currency are translated at the rates of exchange prevailing at the balance sheet date and gains and losses are reported in the statement of income.

3.4.4.3 *Group companies*

Upon consolidation, the balance sheets of subsidiaries with functional currencies other than the EUR are translated at the rates of exchange prevailing at the end of the year. The statements of income denominated in currencies other than the Euro are translated at the average rate for the year. The resulting exchange differences are recorded in equity through other comprehensive income and are included in the statement of income upon sale or liquidation of the underlying foreign subsidiary.

3.4.5 Business combinations and goodwill

The Company accounts for its business combinations under the acquisition method of accounting at the acquisition date, which is the date on which control is transferred to the Group.

Acquisition-related costs are expensed as incurred.

When the fair value of the consideration transferred for a business combination exceeds the fair values attributable to the Group's share of the identifiable net assets, the difference is treated as goodwill.

When the excess is negative, after a reassessment of the identification of all assets acquired and liabilities assumed, any remaining gain is recognized in profit or loss. Any contingent consideration payable is measured at fair value at the acquisition date. If the contingent consideration is classified as equity, then it is not re-measured and settlement is accounted for within equity. Otherwise, subsequent changes in the fair value of the contingent consideration are recognized in profit or loss.

Determining the fair value of assets acquired and liabilities assumed requires management's judgment and often involves the use of significant estimates and assumptions, including assumptions with respect to future cash inflows and outflows, discount rates and asset lives.

For the purpose of impairment testing, goodwill acquired in a business combination is allocated to each of the cash generating units ("CGUs"), or groups of CGUs, which is expected to benefit from the synergies of the

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

combination. Each unit or group of units to which the goodwill is allocated represents the lowest level within the entity at which the goodwill is monitored for internal management purposes.

Goodwill impairment reviews are undertaken annually or more frequently if events or changes in circumstances indicate a potential impairment. The carrying value of goodwill is compared to the recoverable amount, which is the higher of value in use and the fair value less costs of disposal. Any impairment is recognised immediately as an expense and is not subsequently reversed.

3.4.6 Intangible assets other than goodwill

Intangible assets other than goodwill include licenses and are stated at cost, less accumulated amortisation and accumulated impairment losses. Licenses are amortized on a linear basis over a period, generally not exceeding 5 years.

An intangible asset acquired as part of a business combination is measured at fair value at the date of acquisition and is recognized separately from goodwill if the asset is separable or arises from contractual or other legal rights.

Gains or losses on disposal of intangible assets are recorded in the statement of income under "Other operating income and expenses".

3.4.7 Property, plant and equipment

3.4.7.1 *Recognition and measurement*

Property, plant and equipment are measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. The initial cost of an asset comprises its purchase price or construction cost, any costs directly attributable to bringing the asset into operation, the initial estimate of any decommissioning obligation, if any, and, for qualifying assets, borrowing costs. The purchase price or construction cost is the aggregate amount paid and the fair value of any other consideration given to acquire the asset.

When parts of an item of property, plant and equipment have different useful lives, they are accounted for as separate items (major components).

The book value of property, plant and equipment is not revalued.

Gains or losses on disposal of an item of property, plant and equipment are recorded in the statement of income under "Other operating income and expenses".

The carrying value of property and equipment is reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate the carrying value may not be recoverable.

Assets in the course of construction are capitalized as a separate component of property, plant and equipment. Upon completion, the cost of construction is transferred to the appropriate category.

Assets which are the subject of finance leases or long term leases are presented on the statement of financial position, in accordance with IFRS 16.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.4.7.2 *Depreciation*

Items of property, plant and equipment are depreciated on a straight-line basis over the estimated useful lives of each component. Land is not depreciated.

Items of property, plant and equipment are depreciated from the date that they are installed and are ready for use. Assets under construction are not depreciated.

The estimated useful lives of significant items of property, plant and equipment are as follows:

- Buildings 20-33 years
- Machinery and equipment 5-20 years
- Other fixed assets 3-5 years

The depreciation of property, plant and equipment is recognized in the statement of income within "Depreciation".

Depreciation methods, useful lives and residual values are reviewed at each reporting date and adjusted if appropriate.

3.4.8 *Impairment of non-financial assets*

Goodwill, intangible assets and property, plant and equipment are subjected to impairment testing in certain circumstances:

- for non-current assets whose useful life is indefinite (as in the case of goodwill), impairment testing is carried out at least once per year, and any time there is an indicator of impairment;
- for other non-current assets, testing is only carried out when there is an indicator of impairment.

Assets subject to impairment tests are grouped into CGUs which are groupings of similar assets whose utilization generates identifiable cash flows. When the recoverable amount of a CGU is less than its net carrying amount, an impairment is recognized. The recoverable amount of the CGU is the higher of the fair value less the costs to sell and the value in use. Based on the Group's organisational structure, a CGU includes all yards belonging to the same country.

Prior impairments of non-financial assets (other than goodwill) are reviewed for possible reversal at each reporting date.

3.4.9 *Other non-current financial assets*

This category includes receivables related to loans to employees, assets available for sale (including investment securities), and other long-term receivables including deposits.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.4.10 Financial assets

3.4.10.1 Classification

The Group classifies its financial assets in the following categories: at fair value through profit or loss, loans and receivables, and at fair value through other comprehensive income. The classification depends on the purpose for which the financial assets were acquired. Management determines the classification of its financial assets at initial recognition.

- Financial assets at fair value through other comprehensive income

These are equity instruments not held for trading, for which the Group had irrevocably elected at initial recognition, and on a line-by-line basis, to present changes in fair value in other comprehensive income. This category mainly comprises investments in non-consolidated companies, initially recorded at cost, and subsequently measured at fair value, with no recycling of gains or losses to income statement upon disposal. Only dividends received are recorded in financial result.

- Financial assets at fair value through profit or loss comprise :

- Financial assets held for trading (acquired principally for the purpose of selling in the short term).
- Equity instruments, for which the Group had not, when applicable, elected the option of fair value through other comprehensive income ;
- Derivatives are also categorized as held for trading unless they are designated as hedges.

- Financial assets at amortized cost

These are financial assets held to collect contractual cash-flows that consist solely of payments of principal and interests at specified dates. They are initially measured at fair value, and subsequently measured at amortized cost using the effective interest method.

This category mainly includes cash, trade receivables, time deposits and loans to non-consolidated entities. They are presented within the line items “Loans and receivables”.

3.4.10.2 Recognition and measurement

Regular purchases and sales of financial assets are recognized on the trade date – the date on which the group commits to purchase or sell the asset. Investments are initially recognized at fair value plus transaction costs for all financial assets not carried at fair value through profit or loss. Financial assets carried at fair value through profit or loss are initially recognized at fair value, and transaction costs are expensed in the income statement. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the investments have expired or have been transferred and the group has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

Financial assets at fair value through profit or loss and financial assets at fair value through other comprehensive income are subsequently carried at fair value except for investment in equity instruments that do not have a quoted market price in an active market and whose fair value cannot be reliably measured. If the fair value cannot be determined on a reliable method, the shares are recognized at cost price. The Group holds financial assets at fair value through profit or loss assets which are exclusively unquoted equity instruments.

Gains or losses arising from changes in the fair value of the “financial assets at fair value through other comprehensive income” category are presented in the income statement within “other financial income and expenses” in the period in which they arise.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.4.11 Impairment of financial assets

3.4.11.1 Assets carried at amortized cost

Accounts receivable are initially recognized at the amount invoiced to the customer. Impairment losses on trade accounts receivable are estimated using the expected loss method, in order to take account of the risk of payment default throughout the lifetime of the receivables. The expected credit loss is estimated for all accounts receivable at each reporting date using an average expected loss rate, determined primarily on the basis of historical credit loss rates. However, that average expected loss rate may be adjusted if there are indications of a likely significant increase in credit risk. If a receivable is subject to a known credit risk, a specific impairment loss is recognized for that receivable (Cf. note 3.4.14).

3.4.12 Derivative financial instruments and hedging activities

The Group uses derivatives to hedge its primary market risk exposures, primarily risks related to foreign currency movements and to a lesser extent, exposure to commodity prices movements and interest rate movements.

Derivatives are initially recognized at fair value on the date a derivative contract is entered into and are subsequently re-measured at their fair value. The method of recognizing the resulting gain or loss depends on whether the derivative is designated as a hedging instrument, and if so, the nature of the item being hedged.

3.4.13 Hedge accounting

The group designates certain derivatives as either:

- hedges of the fair value of recognized assets or liabilities or a firm commitment (fair value hedge);
- hedges of a particular risk associated with a recognized asset or liability or a highly probable forecast transaction (cash flow hedge); or
- hedges of a net investment in a foreign operation (net investment hedge).

The group documents at the inception of the transaction the relationship between hedging instruments and hedged items, as well as its risk management objectives and strategy for undertaking various hedging transactions. The group also documents its assessment, both at hedge inception and on an ongoing basis, of whether the derivatives that are used in hedging transactions are highly effective in offsetting changes in fair values or cash flows of hedged items.

The full fair value of a hedging derivative is classified as a non-current asset or liability when the remaining hedged item is more than 12 months under caption “other non-current financial assets” or “other long-term liabilities” and as a current asset or liability when the remaining maturity of the hedged item is less than 12 months under caption “other current assets” or “other current liabilities”.

3.4.13.1 Fair value hedge

Changes in the fair value of derivatives that are designated and qualify as fair value hedges are recorded in the income statement, together with any changes in the fair value of the hedged asset or liability that are attributable to the hedged risk.

As of today, the Group does not apply fair value hedge accounting.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.4.13.2 *Cash flow hedge*

The effective portion of changes in the fair value of derivatives that are designated and qualify as cash flow hedges is recognized in other comprehensive income. The gain or loss relating to the ineffective portion is recognized immediately in the income statement within "Other financial income and expenses".

Amounts accumulated in equity are reclassified to profit or loss in the periods when the hedged item affects profit or loss (for example, when the forecast sale that is hedged takes place).

The Group uses forward currency contracts as hedges of its exposure to foreign currency risk in forecast transactions. The ineffective portion relating to foreign currency contracts is recognized in the income statement within "other financial income and expenses".

The Group also uses interest rate swap. Swaps are used by the Group to switch from a variable rate to a fixed rate of interest. The effective portion of the interest rate swap's gain or loss is directly recorded in other comprehensive income.

When a hedging instrument expires or is sold, or when a hedge no longer meets the criteria for hedge accounting, any cumulative gain or loss existing in equity at that time remains in equity and is recognized when the forecast transaction is ultimately recognized in the income statement. When a forecast transaction is no longer expected to occur, the cumulative gain or loss that was reported in equity is immediately transferred to the income statement within "Other financial income and expenses".

3.4.13.3 *Net investment hedge*

Hedges of net investments in foreign operations are accounted for similarly to cash flow hedges.

Any gain or loss on the hedging instrument relating to the effective portion of the hedge is recognised in other comprehensive income in currency translation adjustments ("CTA"). The gain or loss relating to the ineffective portion is recognised in the income statement. Gains and losses accumulated in equity are included in the income statement when the foreign operation is partially disposed of or sold.

3.4.14 *Trade receivables*

Trade receivables are amounts due from customers for merchandise sold or services performed in the ordinary course of business. If collection is expected in one year or less, they are classified as current assets. If not, they are presented as non-current assets.

Trade receivables are recognized initially at fair value and subsequently measured at amortized cost less provision for impairment.

Trade receivables may be written down for impairment which is recognized when credit losses are expected. The expected credit loss is estimated taking into account historical loss experience, the age of the receivables and a detailed risk assessment including insurance.

The fair value of accounts and notes receivable is deemed to be their nominal amount, since payment periods are generally less than three months.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.4.15 Trade payables

Trade payables are obligations to pay for goods or services that have been acquired in the ordinary course of business from suppliers. Accounts payable are classified as current liabilities if payment is due within one year or less (or in the normal operating cycle of the business if longer). If not, they are presented as non-current liabilities.

Trade payables are recognized initially at fair value and subsequently measured at amortized cost using the effective interest method.

3.4.16 Inventories

Stock of products is valued at the lower of the gross value (including direct allocated costs) and net realizable value. As at September 2019, the Group applied the average price to determine its gross value; since financial 2019/2020 the Group applies the *First In First Out* method. These modification has had no significant impact on the inventory valuation. Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and the necessary sales costs including costs incurred to bring the stocks to their current location. Impairment losses are recognized when the probable realizable value of inventories is lower than their cost price.

3.4.17 Cash and cash equivalents

In the consolidated statement of cash flows, cash and cash equivalents includes cash in hand, deposits held at call with banks, other short-term highly liquid investments with original maturities of three months or less and bank overdrafts. In the consolidated balance sheet, bank overdrafts are shown within short-term debt in current liabilities.

3.4.18 Assets held-for-sale and discontinued operations

Non-current assets (or disposal groups) are classified as assets held for sale when their carrying amount is to be recovered principally through a sale transaction rather than continuing use and a sale is considered highly probable. They are stated at the lower of the carrying amount or fair value less costs of disposal.

3.4.19 Share capital and preference shares

The Group's ordinary shares are classified as equity instruments.

Financial instruments issued by the Group are classified as equity only to the extent that they do not meet the definition of a financial liability.

In accordance with IAS 32, preference shares, which are mandatorily redeemable on a specific date, are classified as liabilities.

Main characteristics of financial instruments issued by the Group

Shares	Number	Payment of dividends	Redeemable
Ordinary equity shares	40.881.375	Discretionary	n/a
Preference shares	1.095.974	Mandatory	Discretionary
Total	41.977.349		

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

The Preference Shares issued on 19 November 2018 are entitled to payment of a cumulative annual dividend whose amount is indexed on the high yield bond rate. No payment will be made annually with regards to those shares. The payment will be due only after the repayment of the bond.

Measurement of dividends

As at 30 September 2020, the mandatory dividends were recognized in liability at fair value which corresponded to the present value of the estimated future dividend payments discounted at a market rate of interest.

Measurement of preference shares

Preference shares issued are at discretionary redemption and have been recorded at the subscription price directly in equity.

3.4.20 Debts and borrowings

Borrowings are recognized initially at fair value, net of transaction costs incurred. Borrowings are subsequently carried at amortized cost; any difference between the proceeds (net of transaction costs) and the redemption value is recognized in the income statement in cost of net debt over the period of the borrowings using the effective interest method.

Fees paid on the establishment of loan facilities are recognized as transaction costs of the loan to the extent that it is probable that some or all of the facility will be drawn down. In this case, the fee is deferred until the draw-down occurs.

3.4.21 Current and deferred income tax

Income tax expense comprises current and deferred tax. Current tax and deferred tax are recognized in profit or loss except to the extent that they relate to a business combination, or items recognized directly in equity or in other comprehensive income.

3.4.21.1 Current tax

Current tax is the expected tax payable or receivable on the taxable income or loss for the year, using tax rates enacted or substantively enacted at the reporting date, and any adjustment to tax payable in respect of previous years.

3.4.21.2 Deferred tax

Deferred tax is recognized in respect of temporary differences between the carrying amounts of assets and liabilities for financial reporting purposes and the amounts used for taxation purposes.

The measurement of deferred tax reflects the tax consequences that would follow the manner in which the Group expects, at the end of the reporting period, to recover or settle the carrying amount of its assets and liabilities.

Deferred tax is measured at the tax rates that are expected to be applied to temporary differences when they reverse, using tax rates enacted or substantively enacted at the reporting date.

Deferred tax assets and liabilities are offset if there is a legally enforceable right to offset current tax liabilities and assets, and they relate to taxes levied by the same tax authority on the same taxable entity, or on different tax entities, provided they intend to settle current tax liabilities and assets on a net basis or their tax assets and liabilities will be realized simultaneously.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

A deferred tax asset is recognized for unused tax losses, tax credits and deductible temporary differences to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which they can be utilized. Deferred tax assets are reviewed at each reporting date and are reduced to the extent that it is no longer probable that the related tax benefit will be realized.

3.4.22 Employee benefits

3.4.22.1 Short-term benefits

Group employees are entitled to short-term benefits such as paid annual leave, paid sick leave, bonuses and other benefits (other than termination benefits), payable within 12 months of the end of the period in which the corresponding services are rendered by employees. These benefits are shown in "other current liabilities" and expensed in the period when the related service is rendered by the employee.

3.4.22.2 Post-employment benefits

The Group operates various post-employment schemes, including both defined benefit and defined contribution pension plans. A defined contribution plan is a pension plan under which the Group pays fixed contributions into a separate entity. The Group has no legal or constructive obligations to pay further contributions if the fund does not hold sufficient assets to pay all employees the benefits relating to employee service in the current and prior periods. A defined benefit plan is a pension plan that is not a defined contribution plan. Typically defined benefit plans define an amount of pension benefit that an employee will receive on retirement, usually dependent on one or more factors such as age, years of service and compensation.

The liability recognized in the balance sheet in respect of defined benefit pension plans is the present value of the defined benefit obligation at the end of the reporting period less the fair value of plan assets. The defined benefit obligation is calculated annually by independent actuaries using the projected unit credit method. The present value of the defined benefit obligation is determined by discounting the estimated future cash outflows using interest rates of high-quality corporate bonds that are denominated in the currency in which the benefits will be paid, and that have terms to maturity approximating to the terms of the related pension obligation.

Actuarial gains and losses arising from experience adjustments and changes in actuarial assumptions are charged or credited to equity in other comprehensive income in the period in which they arise.

Past-service costs are recognized immediately in income.

For defined contribution plans, the Group pays contributions to publicly or privately administered pension insurance plans on a mandatory, contractual or voluntary basis. The Group has no further payment obligations once the contributions have been paid. The contributions are recognized as employee benefit expense when they are due. Prepaid contributions are recognized as an asset to the extent that a cash refund or a reduction in the future payments is available.

3.4.22.3 Jubilee benefits

The provision for jubilee benefits is composed of expected benefits payable to current employees. Jubilee benefits are rights to a benefit employees earn after a certain term of service with the company.

3.4.22.4 Agreements with employees related to GDE shares

Agreements have been put in place whereby GDE shares are sold to selected directors and senior employees based on the last available statutory net asset value of the shares of GDE. In these agreements the employees have taken the commitment to sell GDE shares back to the Group. The agreements also specify the circumstances under which GEH Group would be obliged to buy back the shares from the employees. Commitments are taken by the Group and the employees for a duration of fifteen years.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

The price of the sale-back is defined in the agreement as the last available statutory net asset value of GDE shares at the date of the exercise. The buy-back is based on this value unless contractually agreed differently between parties at transaction date.

The Group is applying the following accounting method for this transaction with employees.

- A liability is recognized in relation to the commitment to buy back the shares from the employees;
- The liability is initially recognized at the last available statutory net asset value of GDE shares;
- Subsequently, the increase in liability is remeasured at each period end with counterparty in the profit and loss under "employee benefits".

3.4.23 Provisions

The Group recognizes provisions for liabilities and onerous contracts that have been incurred as of the balance sheet date and can be reasonably estimated.

Provisions are measured at the present value of the expenditures expected to be required to settle the obligation using a pre-tax rate that reflects current market assessments of the time value of money and the risks specific to the obligation. The increase in the provision following increase of the timespan is recognized as interest expense.

3.4.23.1 *Provisions for claims, disputes and legal*

Provisions for claims, disputes and legal proceedings are recorded if it is probable that the Group will be liable in a proceeding, for the estimated amount at which the liability can be settled.

3.4.23.2 *Restoration, rehabilitation and decommissioning*

Restoration, rehabilitation and decommissioning costs arising from the installation of plant, discounted to their net present value, are provided for and capitalized at the time such an obligation arises. The costs are charged to the statement of income over the life of the operation through depreciation of the asset and the unwinding of the discount on the provision. If the obligation results from production, costs are recognized when production occurs.

3.4.23.3 *Onerous contracts*

A provision for onerous contracts is recognized when the expected benefits to be derived by the Group from a contract are lower than the unavoidable cost of meeting its obligations under the contract. The provision is measured at the present value of the lower of the expected cost of terminating the contract and the expected net cost of continuing with the contract. Before a provision is established, the Group recognizes any impairment loss on the assets associated with that contract.

3.4.23.4 *Government grants*

Grants relating to costs are deferred and recognised in the statement of profit or loss over the period necessary to match them with the costs that they are intended to compensate.

Grants relating to property, plant and equipment are included in non-current liabilities as deferred grants and are credited to the statement of income on a straight-line basis over the expected lives of the related assets.

3.4.24 Revenue recognition

Revenue is measured at fair value of the consideration received or receivable, taking into account contractually defined terms of payment and excluding taxes or duty.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

In accordance with IFRS 15 (Revenue from Contracts with Customers), revenue is recognized when GEH transfers control over the product to the customer; control of an asset refers to the ability to direct the use of, and obtain substantially all of the remaining benefits from, that asset.

3.4.24.1 *Sales of goods*

Revenue from the sale of goods in the course of ordinary activities is measured at the fair value of the consideration received or receivable, net of returns, trade discounts and volume rebates.

Revenue from the sale of goods is recognized:

- the majority of the risks and benefits associated with the ownership of said goods have been transferred to the buyer; and
- the Group is no longer involved in the management of the goods, and no longer maintains effective control thereof.

3.4.24.2 *Sales of services*

Revenue from rendering of services is recognized in the statement of income to the extent it seems likely that the economic benefits will accrue to the Group and the income from rendering of services can be reliably measured. The revenue is recognized in the statement of in the accounting period in which the services are rendered.

3.4.25 Interest income and expense

Interest income and interest expense are recognized on a time-proportion basis using the effective interest method.

3.4.26 Lease

The Group is the lessee of machinery, equipment, land and buildings.

3.4.26.1 *Finance leases*

The Group leases certain property, plant and equipment, of which it has substantially all the risk and rewards incidental to the ownership. These assets are capitalized and recognized in the balance sheet at the commencement of the lease at the lower of the fair value of the asset and the present value of the minimum lease payments, each determined at the inception of the lease. Each lease payment is allocated between the redemption of the liability and finance charges on annuity basis. The lease obligations are included in long-term debt without the interest charge. The interest element of the finance cost is charged to the income statement over the lease period so as to produce a constant periodic rate of interest on the remaining balance of the liability for each period. The property, plant and equipment acquired under capital leases are depreciated on a straight-line basis over the useful life of the asset with depreciation included in depreciation expense.

3.4.26.2 *Operating leases under IFRS 16*

Since financial year 2019/2020, the group applies IFRS 16 (Cf. note 3.4.2.3) for operating leases under scope of this new standard. They are accounted as finance lease.

3.4.26.3 *Other operating leases*

Payments made under other operating leases are charged to the income statement.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.4.27 Use of estimates and judgements

The preparation of the Group's financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and the disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the consolidated financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period.

The estimates and associated assumptions are based on historical experience and other factors that are considered to be relevant. Actual outcomes could differ from those estimates. Existing circumstances and assumptions about future developments, however, may change due to market changes or circumstances arising beyond the control of the Group. Such changes are reflected in the assumptions when they occur.

The Group has identified the following areas as being critical to understanding GEH's financial position as they require management to make complex and/or subjective judgments and estimates about matters that are inherently uncertain.

- Impairment test of goodwill (Cf. note 3.9.1 – Goodwill);
- Assessment of the recoverability of trade receivables exposure to credit risk, as well as the risk profile (Cf. note 3.5.1.3);
- Provisions for risks: Most claims involve complex issues, and the probability of loss and an estimation of damages are difficult to ascertain. A provision is recognised when the risk of a loss becomes more likely than not and when it is possible to make a reasonable estimate of the expected financial effect;
- Provision for employee benefits: The post-employment benefits lay on several assumptions such as (Cf. note 3.12):
 - The discount rate determined by reference to market yields at the closing on high quality corporate bonds;
 - Estimate of future salary increases mainly taking into account inflation, seniority, promotion, and supply and demand in the employment market;
- Income tax charges and assessment of deferred tax assets: The Group is subject to income and other taxes in numerous jurisdictions. There are transactions and calculations for which the ultimate tax determination is uncertain during the ordinary course of business. Deferred tax assets are recognised to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the temporary differences and losses carried forward can be utilised. Management judgement is required to assess probable future taxable profits. Deferred tax assets on losses carried-forwards and on temporary differences are annually reassessed (Cf note 3.8.7);
- Recognition of restoration, and decommissioning cost/provision (3.4.23.2).

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.5 Financial Risk Management

3.5.1 Financial risk management

The Group's activities expose it to a variety of financial risks: market risk (including currency, interest rate and commodity), counterparty credit risk and liquidity risk.

Group Treasury under supervision of the Group Chief Financial Officer identifies, evaluates and hedges risks in close cooperation with the subsidiaries. The Group's overall risk management program seeks to minimize potential adverse effects on the Group's financial performance, through the use of derivative financial instruments such as foreign exchange forward contracts. Derivatives are not used for speculative purposes.

3.5.1.1 Liquidity risk

Liquidity risk is the risk that the Group may have difficulty honouring its debts at their maturity. The Group manages its financing centrally. A cash management report is prepared, with the aim of providing a regularly updated overview of the Group's short-, medium- and long-term financing requirements. Nearly all the Group's financing is arranged centrally, as to ensure an appropriate mix of its sources of financing.

Group Treasury monitors rolling forecasts on the Group's liquidity requirements to ensure it has sufficient headroom to meet operational needs. Management monitor, on a weekly basis, the level of the "Liquidity Head Room" (total amount available based on committed facility agreement minus current utilization).

	30 September 2020						30 September 2019
	Uncommitted Credit Lines	Committed Credit Lines	VAT Facility	Revolving Credit Facility	Non-recourse Factoring	Total	
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	
Facility Commitment	2 500	2 000	7 000	40 000	118 000	169 500	198 000
Amount Available	2 500	2 000	-	40 000	66 286	110 786	130 375
Amount Drawn	-	-	-	40 000	(47 791)	(87 791)	(61 586)
Head Room	2 500	2 000	-	-	18 495	22 995	68 789

- On April, 2020, we have renewed the current non-recourse factoring facility until April 30th, 2023. From now on, the non-recourse factoring facility provides financing of up to €118 million for the Group.
- On July, 2020, GDE signed a €20m term loan signed with the Group's main French banking partners, benefiting from a 90% guarantee from the French State ("Prêt Garanti par l'Etat"). This facility will have an initial maturity of 1 year, with an up to 5-year extension option at GDE's discretion. Differed amortization for 1 year with a contemplated progressive amortization thereafter.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

As at 30 September 2020, the undiscounted cash flow based on the residual contractual maturities of the Group's financial liabilities is broken down as follows:

	Book Value	Contractual Cash Flow	< 1 year	1 - 5 years	> 5 years
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Preference shares (3.4.19)	-	-	-	-	-
High yield Bond (note 3.9.14)	246 103	255 000	-	255 000	-
Lease liabilities (note 3.9.14)	76 286	76 286	14 667	36 688	24 931
Bank loan (note 3.9.14)	60 034	60 034	40 018	20 016	-
Other liabilities	503	503	473	3	27
Short-term debt (note 3.9.18)	2 386	2 386	2 386	-	-
Accounts payables including tax payables (note 3.9.16)	174 151	174 151	174 151	-	-
Other current liabilities excluding derivatives (note 3.9.17)	2 138	2 138	2 138	-	-
Total non-derivative financial liabilities	561 601	570 498	233 360	312 180	24 958
Derivative instruments including hedging (note 3.9.17)	123	123	123	-	-
Total derivative financial liabilities	123	123	123	-	-

And as at 30 September 2019:

	30 September 2019				
	Book Value	Contractual Cash Flow	< 1 year	1 - 5 years	> 5 years
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Preference shares (3.4.19)	-	-	-	-	-
Bank Loans (note 3.9.14)	243 877	255 000	-	255 000	-
Lease liabilities (note 3.9.14)	33 889	33 889	8 419	19 659	5 811
Other long-term liabilities	618	618	548	70	-
Short-term debt	1 729	1 729	1 729	-	-
Accounts payables including tax payables	174 510	174 510	174 510	-	-
Other current liabilities excluding derivatives	2 353	2 353	2 353	-	-
Total non-derivative financial liabilities	456 976	468 099	187 559	274 729	5 811
Derivative instruments including hedging	315	315	315	-	-
Total derivative financial liabilities	315	315	315	-	-

3.5.1.2 *Interest rate risk*

GEH's corporate debt, before hedging, is partially subject to a variable rate of interest. The Group could use hedging instruments to cover itself against any rise in interest rates, and to optimize the cost of its debt. The instruments that could be used are swaps and are managed directly by the Group treasurer.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.5.1.2.1 Exposure to interest rate risk

At the end of the reporting period 2020, the Group's net interest rate position based on nominal values can be analysed as follows:

	30 September 2020		
	Fixed portion K-EUR	Variable portion K-EUR	Total K-EUR
Preference shares - Long-term portion	-	2 050	2 050
Preference shares - Short-term portion	-	-	-
Long-term debt	137 060	246 103	383 163
Short-term debt	-	2 386	2 386
Cash and cash equivalents		(126 049)	(126 049)
Net position before hedging	137 060	124 490	261 550
Derivative instruments related to the above mentioned variable debt	-	-	-
Net position after hedging	137 060	124 490	261 550

And as at 30 September 2019:

	30 September 2019		
	Fixed portion K-EUR	Variable portion K-EUR	Total K-EUR
Preference shares - Long-term portion	-	1 950	1 950
Preference shares - Short-term portion	-	-	-
Long-term debt	34 637	243 877	278 515
Short-term debt	-	1 729	1 729
Cash and cash equivalents	-	(57 699)	(57 699)
Net position before hedging	34 637	189 857	224 494
Derivative instruments related to the above mentioned variable debt	-	-	-
Net position after hedging	34 637	189 857	224 494

3.5.1.2.2 Sensitivity analysis

The tables below show the impact on income statement of a sudden 1% rise in the interest rates applied to actual amounts of variable-rate financial liabilities, after hedging:

	30 September 2020	30 September 2019
	K-EUR	K-EUR
Impact of a 1% rise in interest rates	(1 819)	(1 698)

3.5.1.3 Credit risk and counterparty risk

Counterparty risk corresponds to the loss that the Group could suffer if one or more counterparties were to fail to fulfil their obligations. The Group minimizes counterparty risk by carrying out financial transactions (loans, hedges on currencies, interest rate and raw material) with leading financial institutions. In the Group's opinion it is not exposed to any significant counterparty risk. The carrying amount of financial assets represents their maximum credit exposure.

Credit risk is the risk of financial loss incurred by the Group in the event that a customer or counterparty to a given asset was to fail to meet its contractual obligations. At present the risk arises mainly from trade receivables.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

GEH has policies in place to ensure that sales of products and services are made to customers with an appropriate credit history. As a company policy, all sales are either:

- Credit insured;
- Prepaid before shipment;
- Covered by documentary letters of credit;
- On cash against document basis.

Payments on open account are mitigated through two credit insurance providers, namely Coface and Atradius.

When a customer reaches its credit limit, the Group stops deliveries unless a specific approval is given by the Group's CEO. Any new trading counterparty is vetted through an internal KYC ("Know your customer") procedure. Payment balances for all clients are reviewed at least weekly in order to identify overdue payments and if required, stop any further delivery even if due under commercial contract. GEH's operational structure is highly integrated and incorporates multiple controls to prevent the occurrence of any unauthorized trading or non-compliance with credit limits.

The Group has a very large portfolio of customers. The Group is not exposed to a significant credit risk as a result of concentration, indeed no customer represents more than 15% of the revenue, and the top five customers account for less than 34% of total revenue.

The aged balance of financial assets at amortized cost at the end of 30 September 2020 is as follows:

	Past due not impaired				Total Gross carrying amount at 30 September 2020
	Neither past due nor impaired	Amounts overdue up to 1 month	Amounts overdue above 1 month	Gross amount impaired	
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	
Other non current financial assets (note 3.9.6)	14 688	-	-	13 948	28 636
Trade receivables (note 3.9.8)	39 830	446	515	586	41 377
Other account receivables (note 3.9.8)	9 086	-	-	-	9 086
Income tax receivables (note 3.9.8)	2 738				2 738
Other current assets (note 3.9.9)	4 812	-	-	1 796	6 608
Cash and cash equivalent (note 3.9.10)	126 049	-	-	-	126 049
Total	197 203	446	515	16 330	214 494

The aged balance of account receivables, and financial assets at amortized cost at the end of 30 September 2019 was as follows:

	Past due not impaired				Total Gross carrying amount at 30 September 2019
	Neither past due nor impaired	Amounts overdue up to 1 month	Amounts overdue above 1 month	Gross amount impaired	
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	
Other non current financial assets (note 3.9.6)	14 640	-	-	13 948	28 588
Trade receivables (note 3.9.8)	39 160	701	79	1 000	40 940
Other account receivables (note 3.9.8)	10 175	-	-	-	10 175
Income tax receivables (note 3.9.8)	4 780				4 780
Other current assets (note 3.9.9)	7 578	-	-	1 965	9 543
Cash and cash equivalent (note 3.9.10)	57 699	-	-	-	57 699
Total	134 032	701	79	16 913	151 725

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.5.1.4 *Currency risk*

As the Group conducts its business in an international environment, Group entities may be exposed to currency risks with respect to purchases or sales transactions in currencies other than their functional currency, primarily for transactions settled in US dollars.

The Group reporting procedures and monitoring system ensure that all currency risk exposure arising out of commercial contracts is systematically identified, covered and that the information is reconciled on an on-going basis. Subsidiaries' current and future business transactions are generally hedged for periods of less than three months.

Hedge accounting as defined by IAS 39 is applied in this case, and the Group's foreign currency derivatives are therefore treated as cash flow hedge transaction in accordance with the aforementioned standard.

The principal currency hedging instruments used by the Group are forward purchases and sales of foreign currencies.

The Group's net exposure to foreign currency risk based on notional amounts arises on the following main currencies:

	30 September 2020		30 September 2019	
	K-local currency	K-EUR	K-local currency	K-EUR
US dollar	5 454	4 659	7 224	6 617
Trade receivables		4 659		6 617
US dollar	-	-	-	-
Subordinated debt	-	-	-	-
US dollar	90	78	306	271
Other currencies	-	-	-	-
Trade payables	-	78	-	271

	30 September 2020		30 September 2019	
	K-USD	K-EUR	K-USD	K-EUR
Sales	43 562	37 074	33 121	30 006
Purchases	1 194	1 015	395	357
Fair Value (assets)	-	123))	-	(313)
Fair Value (liabilities)	-		-	(2)
Total fair value	-	(123)	-	(315)

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.5.1.4.1 Sensitivity analysis

The following table shows the sensitivity on profit before tax, before hedging, to a reasonable change in the US dollar exchange rates, all other variables being equal.

	30 September 2020		30 September 2019	
	Before hedging		Before hedging	
		K-EUR		K-EUR
EUR/USD	-5%	(226)	(328)	
	+5%	249	363	

Management has determined that sensitivity on profit before tax after hedging is close to nil.

3.5.1.5 Capital management

The Group's objectives when managing capital are to safeguard the Group's ability to continue as a going concern in order to provide returns for shareholders, meet bondholders requirements and benefits for other stakeholders and to maintain an optimal capital structure to reduce the cost of capital.

In order to achieve this overall objective, the Group's capital management, amongst other things, aims to ensure that it meets financial covenants attached to the interest-bearing borrowings that define capital structure requirements. Breaches in meeting the financial covenants would enable the banks to immediately call borrowings. There have been no breaches in the financial covenants of any interest-bearing borrowings in the current period.

In order to maintain or adjust the capital structure, the Group may adjust the amount of dividends paid to shareholders, return capital to shareholders, issue new shares, issue new subordinated debts or sell assets to reduce debt.

Consistent with others in the industry, the Group monitors capital on the basis of the gearing ratio. This ratio is calculated as net debt divided by total capital. Net debt is calculated as total long-term debt (including "Long-term and current portion of long-term debt" as shown in the consolidated balance sheet). Total capital is calculated as "group equity" as shown in the consolidated balance sheet plus net debt and subordinated debt.

	30 September 2020		30 September 2019	
		K-EUR		K-EUR
Long-term debt - long-term portion*	328 479		270 096	
Long-term debt - short-term portion*	54 685		8 419	
Total long-term debt	383 163		278 515	
Liabilities				
Total group equity	80 825		73 664	
Redeemable preference shares	0		0	
Total long-term debt and group equity	463 988		352 179	
Gearing ratio	82,58%		79,08%	

*IFRS 16 included from October 1, 2019

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.6 Fair-value of financial instruments

Recognition and measurement principles regarding financial assets and liabilities are defined in IAS 32 and IFRS 9. The classification of financial instruments into specific categories is described in note 3.4.10 Financial assets.

3.6.1 Financial instruments by category

The carrying amounts of assets and liabilities shown in the statement of financial position, are as follows:

As at 30 September 2020

	Assets at fair value through OCI	Assets at fair value through profit & loss	Derivatives used for hedging	Loans and receivables	Total - 30 September 2020
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Other non-current financial assets		287		14 401	14 688
Accounts receivables				41 484	41 484
Other current assets				4 537	4 537
Cash & cash equivalent				126 049	126 049
Total financial instruments - assets	0	287	0	186 471	186 758

As at 30 September 2019

	Assets at fair value through OCI	Assets at fair value through profit & loss	Derivatives used for hedging	Loans and receivables	Total - 30 September 2019
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Other non-current financial assets		287		14 353	14 640
Accounts receivables				40 725	40 725
Other current assets				5 986	5 986
Cash & cash equivalent				57 699	57 699
Total financial instruments - assets	-	287	0	118 763	119 050

As at 30 September 2020

	Liabilities at fair value through profit & loss	Derivatives used for hedging	Loans and payables	Total - 30 September 2020
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Dividends on preference shares	-	-	2 050	2 050
Long-term debt	-	-	383 163	383 163
Accounts payables	-	-	171 842	171 842
Other current liabilities			2 262	2 262
Short-term debt	-	-	2 386	2 386
Total financial instruments - liabilities	0	0	561 073	561 073

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

As at 30 September 2019

	Liabilities at fair value through profit & loss	Derivatives used for hedging	Loans and payables	Total - 30 September 2019
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Redeemable preference shares	-	-	1 950	1 950
Long-term debt	-	-	278 515	278 515
Accounts payables	-	-	172 704	172 704
Other current liabilities			2 688	2 688
Short-term debt	-	-	1 729	1 729
Total financial instruments - liabilities	0	0	457 586	457 586

The fair value of other non-current financial assets approximates their carrying amounts as at 30 September 2020 and at 30 September 2019.

The fair value of long term debt totalled Euro 383,2 million as at 30 September 2020.

The fair value is estimated by discounting future cash flows using a discount rate equals to Euribor 3 months plus appropriate credit rating at closing date. This method corresponds to Level 2 in the fair value hierarchy (Cf. note 3.6.2 – Fair value hierarchy).

The fair value of other current assets, accounts receivable, cash and cash equivalent, accounts payables, other current liabilities and short-term debt approximate their carrying amounts because these are mostly short-term in nature. The fair values are within level 2 of the fair value hierarchy (Cf. note 3.6.2 – Fair value hierarchy).

3.6.2 Fair value hierarchy

The following table presents the Group's financial assets and liabilities measured at fair value. The different levels have been defined as follows:

- Level 1: quoted prices (unadjusted) in active markets for identical assets (or liabilities);
- Level 2: inputs other than quoted prices included within Level 1 that are observable for the asset or liability, either directly (i.e. prices) or indirectly (i.e. derived from prices); and
- Level 3: inputs for the asset or the liability that are not based on observable market data (unobservable inputs).

Level 2 classifications primarily include interest rate swaps and forward transactions which derive their fair value primarily from exchange quotes and readily observable broker quotes.

Level 3: the fair value of assets available for sale cannot be reliably evaluated, therefore, they are valued at their acquisition costs less any possible impairment.

Financial instruments breakdown was as follows in terms of their different levels of fair value assessment:

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

	30 September 2020			
	Total	Level 1	Level 2	Level 3
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Assets				
Assets at fair value through OCI	-			
Derivatives used for hedging	-	-	-	-
Assets at fair value through profit & loss (3.9.6)	287	-	-	287
Total financial instruments - assets	287	-	-	287

	30 September 2020			
	Total	Level 1	Level 2	Level 3
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Liabilities				
Liabilities at fair value through profit & loss	-	-	-	-
Derivatives used for hedging	-	-	-	-
Total financial instruments - liabilities	-	-	-	-

	30 September 2019			
	Total	Level 1	Level 2	Level 3
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Assets				
Assets at fair value through OCI	-			
Derivatives used for hedging	-	-	-	-
Assets at fair value through profit & loss (3.9.6)	287	-	-	287
Total financial instruments - assets	287	-	-	287

	30 September 2019			
	30 September 2020	30 September 2019		
	Assets at fair value through profit & loss			
Opening balance sheet	287	287		
Restructuring transaction	-	-		
Acquisition	-	-		
Gains and losses recognised in profit or loss	-	-		
Reclassifications	-	-		
Others	-	-		
Closing balance sheet	287	287		

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.7 Acquisitions and disposals

3.7.1 Details of main acquisitions and disposals in interests held in subsidiaries:

During the year ended 30 September 2020, there were neither significant acquisitions nor disposals.

3.7.2 Transaction on GDE shares

Historically, GDE shares have been sold to directors and senior employees at the last available statutory net asset value of the GDE subsidiary. In the share transfer agreement, the employees have taken the commitment to sell GDE shares back only to the Group. The share transfer agreement also specifies the circumstances under which GEH Group would be obliged to buy back the shares from the employees. Commitments are taken by the Group and the employees for a duration of fifteen years.

3.7.3 Acquisition of GDE shares related to agreements with employees

For the twelve-month period, there was no significant acquisition.

3.7.4 Disposal of GDE shares related to agreements with employees

3.7.4.1 In 2020:

There was no disposal of GDE shares to directors and senior employees.

3.7.4.2 In 2019:

There was no disposal of GDE shares to directors and senior employees.

3.7.5 Transactions with non-controlling interests

3.7.5.1 Acquisition of additional interest in a subsidiary

There was no significant disposal neither in 2020 nor 2019.

3.7.5.2 Disposal of interest in a subsidiary without loss of control

There was no significant disposal neither in 2020 nor 2019.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.8 Details on consolidated income statement

3.8.1 Revenue

Revenue are broken down by market as follows:

	30 september 2020 12 Months K-EUR	30 september 2019 12 Months K-EUR
Europe	802 958	1 068 203
America	0	0
Asia	59 761	75 365
Africa	17 824	16 089
Total revenue	880 543	1 159 657

The breakdown of revenue by category is as follows:

	30 september 2020 12 Months K-EUR	30 september 2019 12 Months K-EUR
Sales of goods	847 892	1 126 386
Income from services rendered	32 651	33 271
Total revenue	880 543	1 159 657

Services include mainly rental and handling of dumpsters, storage and shearing.

3.8.2 Cost of raw material and other related cost and gross margin

Cost of raw material and other related cost includes mainly costs for ferrous and non-ferrous scrap as well as unavoidable costs to use the raw material such as commission paid out to intermediaries and landfill costs related to shredder waste. Gross margin is defined as the difference between sales, cost of raw material and other related cost and freight.

3.8.3 External charges

This caption mainly includes:

- Electricity and water;
- Fuel and gas;
- Insurances;
- Administrative expenses;
- Maintenance and repair of equipment.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.8.4 Employee benefits expenses

	30 september 2020 12 Months K-EUR	30 september 2019 12 Months K-EUR
Wages and salaries	(48 912)	(51 517)
Social charges	(14 489)	(15 284)
Pension costs	(3 335)	(3 808)
Other staff costs	(2 137)	(2 201)
Employee benefits expenses	(68 872)	(72 809)

	30 september 2020 12 Months Unit	30 september 2019 12 Months Unit
Western Europe	1 249	1 262
Eastern Europe	112	108
Total average number of employees	1 361	1 370

3.8.5 Cost of net debt

	30 september 2020 12 Months K-EUR	30 september 2019 12 Months K-EUR
Interest on loans, bank overdrafts and borrowing base facility	(20 821)	(18 040)
Interest on rent debts	(1 053)	0
Leasing interests	(725)	(888)
Interest income	49	57
Cost of net debt	(22 550)	(18 871)

3.8.6 Other financial income and expenses

	30 september 2020 12 Months K-EUR	30 september 2019 12 Months K-EUR
Foreign currency exchange result, net	(674)	(645)
Result on trading derivatives	48	(1 646)
Other financial result	(55)	(123)
Employee benefits expenses	(681)	(2 414)

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.8.7 Income tax expenses

The Group's effective tax rate differs from the statutory income tax rate of the Luxembourg, which is 27,19% as at September 30, 2020, due to different tax rates in other countries, non-deductible items and unrecognized deferred tax assets.

	30 september 2020 12 Months K-EUR	30 september 2019 12 Months K-EUR
Current tax	(3 370)	(2 400)
Deferred Tax	13 614	(14 424)
Total tax on income	10 244	(16 824)

The following table reconciles the statutory income tax rate of the Luxembourg being 27,19% with effective income tax rate:

	30 september 2020 12 months K-EUR	30 september 2019 12 months K-EUR
Profit (Loss) before tax	(462)	(9 510)
Standard tax rate in Luxembourg	27,19%	28,26%
Theoretical income tax expense / (income)	(126)	(2 687)
Impact of		
Differences in tax rates applicable to foreign companies	226	(101)
Permanent differences between accounting income and taxable income	2 353	4 414
Unrecognised deferred tax assets and unused tax losses	2 162	4 920
Recognised deferred tax assets and utilised tax losses from prior years	(14 853)	10 245
Other	(5)	33
Group income tax expense / (income)	(10 244)	16 824
Effective tax rate	not applicable	not applicable

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9 Details on consolidated statement of financial position

3.9.1 Goodwill

3.9.1.1 *Table of changes in goodwill*

	30 september 2020
	K-EUR
Opening Balance Sheet - Gross carrying amount	167 253
Restructuring transaction	0
Acquisitions and others increases	1 038
Other Reclassifications	1
Translation adjustment	(449)
Gross carrying amount at 30 september 2020	167 843
Opening Balance Sheet - Accumulated depreciation	(58 201)
Translation adjustment and others	454
Accumulated depreciation at 30 september 2020	(57 748)
Net carrying amount at opening	109 052
Net carrying amount at closing	110 095

The increase in goodwill of Euro 1 million is explained by M&A process (cf. note 3.2.2).

	30 september 2019
	K-EUR
Opening Balance Sheet - Gross carrying amount	167 482
Other Reclassifications	(30)
Translation adjustment	(199)
Gross carrying amount at 30 september 2019	167 253
Opening Balance Sheet - Accumulated depreciation	(58 575)
Disposals and others decreases	98
Other Reclassifications	30
Translation adjustment and others	247
Accumulated depreciation at 30 september 2019	(58 201)
Net carrying amount at opening	108 907
Net carrying amount at closing	109 052

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.1.1.1 Impairment testing

The value in use of CGUs and goodwill is determined as follows:

- post-tax cash flow projections covering a period of five years, prepared on the basis of the budgets and medium-term business plans drawn up by Group entities are discounted;
- cash flows beyond the five-year period are extrapolated by applying a perpetuity growth rate to normative forecast cash flows, corresponding to the last year of the plan;
- cash flows are discounted based on a rate which reflects current market assessments of the time value of money and the risks specific to the asset (or group of assets). This rate corresponds to the post-tax weighted average cost of capital (WACC). The use of a post-tax rate results in recoverable amounts that are similar to those that would have been obtained by applying pre-tax rates to pre-tax cash flows.

3.9.1.1.2 Cash flow projections

Cash flow projections are based on financial budgets approved by management covering a one-year period. Cash flows beyond the one-year period for up to five years approved by the management are prepared using the estimated growth rates for key drivers including volumes (tons sold), prices, gross margin per ton and costs.

Changes in the economic and financial context, as well as changes in the competitive or regulatory environment may impact estimates of cash flow projections.

Forecasts are made at the smallest level (for each CGU), based on detailed projections of the recycling market by country, taking into account expected activity developments in the CGU's as well as demand for recycling in developed countries and growth in demand in emerging countries. Forecasts also include the impact of efficiency plans already launched by each cash-generating unit at the date of preparation of the budgets.

3.9.1.1.3 Key assumptions:

The assumptions underlying the impairment tests on Group CGU with material goodwill balances are as follows:

- a post-tax discount rate (WACC) of 8.52%

3.9.1.1.4 Impairment tests results

No impairment losses were recognized against goodwill in 2020 as a result of the impairment test.

3.9.1.1.5 Sensitivity of goodwill impairment tests

Changes in the three main assumptions were used to address the sensitivity of goodwill impairment tests:

- 0.5 point increase in the discount rate ;
- 0.5 point decrease in the PGR;
- 5% of decrease in the EBITDA used to determine the terminal value.

The headroom of the tests, representing the difference between the value in use and the net carrying amount, as well as the impacts of changes in key assumptions on this headroom, are presented in the table below:

30 Septembre 2020					
Headroom of the test Based on assumptions for 2020	WACC (+0.5 point)	Impact on the PGR (-0.5 point)	EBITDA (-5%)	Combination of the three factors	Impairment
K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Total	415 829	-43 036	-38 104	-47 066	-128 206
					0

These stress test did not result in the recognition of any impairment losses on goodwill.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.2 Other intangible assets

3.9.2.1 Table of changes in other intangible assets

	Franchises/patents /similar rights	Leasehold	Other intangible assets	Intangible assets under construction	30 september 2020 12 Months K-EUR
Gross carrying amount at 30 september 2019	24 596	29	1 433	70	26 129
Restructuring transaction	0	0	0	0	0
Acquisitions and others increases	90	0	199	233	522
Disposals and others decreases	(5)	0	0	0	(5)
Other Reclassifications	258	0	0	(258)	0
Translation adjustment	(1)	0	0	0	(1)
Gross carrying amount at 30 september 2020	24 939	29	1 631	45	26 645
Accumulated depreciation at 30 september 2019	(20 738)	(29)	(752)	0	(21 519)
Restructuring transaction	0	0	0	0	0
Amortization	(3 255)	0	(287)	0	(3 542)
Disposals and others decreases	5	0	0	0	5
Translation adjustment	0	0	0	0	0
Accumulated depreciation at 30 september 2020	(23 988)	(29)	(1 039)	0	(25 056)
Net carrying amount at 30 september 2020	951	0	592	45	1 589
	Franchises/patents /similar rights	Leasehold	Other intangible assets	Intangible assets under construction	30 september 2019 12 Months K-EUR
Gross carrying amount at 30 september 2018	24 560	29	1 383	16	25 989
Restructuring transaction	0	0	0	0	0
Acquisitions and others increases	60	0	107	292	460
Disposals and others decreases	(262)	0	(74)	0	(335)
Reclassifications IFRS 5	0	0	0	0	0
Other Reclassifications	238	0	16	(238)	17
Translation adjustment	(0)	0	0	0	(0)
Gross carrying amount at 30 september 2019	24 596	29	1 433	70	26 129
Accumulated depreciation at 30 september 2018	(16 600)	0	(623)	0	(17 223)
Restructuring transaction	0	0	0	0	0
Amortization	(4 540)	0	(194)	0	(4 734)
Disposals and others decreases	259	0	74	0	333
Reversal of the year	0	0	0	0	0
Reclassifications IFRS 5	0	0	0	0	0
Other Reclassifications	142	(29)	(9)	0	104
Translation adjustment	0	0	0	0	0
Accumulated depreciation at 30 september 2019	(20 738)	(29)	(752)	0	(21 519)
Net carrying amount at 30 september 2019	3 858	0	681	70	4 610

There is no internally generated intangible asset.

Right of use on other intangible assets (application of IFRS 16 – note 3.4.2.3)

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

Franchises/patents /similar rights	
Gross carrying amount at 30 september 2019	0
Restructuring transaction	0
Acquisitions and others increases	1 843
New application IFRS 16	3 686
Other Reclassifications	0
Termination of contract	(1 843)
Translation adjustment	0
Gross carrying amount at 30 september 2020	3 686
Accumulated depreciation at 30 september 2019	0
Restructuring transaction	0
Amortization	(1 843)
New application IFRS 16	0
Other Reclassifications	0
Termination of contract	1 843
Translation adjustment	0
Accumulated depreciation at 30 september 2020	0
Net carrying amount at 30 september 2020	3 686

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.3 Property, plant and equipment

3.9.3.1 Table of changes in property, plant and equipment

	Land & Buildings K-EUR	Machinery & Equipment K-EUR	Other property, plant and equipment K-EUR	Property, plant and equipment in progress K-EUR	Total K-EUR
Gross carrying amount at 30 september 2019	310 506	247 160	36 748	5 133	599 547
Restructuring transaction	0	158	103	0	261
Acquisitions	2 367	4 365	1 485	8 640	17 057
Disposals	(14 619)	(24 862)	(1 997)	(19)	(41 498)
Reclassifications IFRS 5	18	218	(18)	0	218
Other Reclassifications	3 686	(1 259)	(534)	(9 700)	(7 808)
Translation adjustment and others	(1 322)	(784)	(53)	(16)	(2 175)
Gross carrying amount at 30 september 2020	300 637	225 195	35 733	4 038	565 603
Accumulated depreciation at 30 september 2019	(145 754)	(228 881)	(33 487)	(987)	(409 110)
Restructuring transaction	0	(66)	(61)	0	(126)
Depreciation charge of the year	(11 788)	(8 386)	(1 440)	0	(21 614)
Reversal of the year	0	0	0	0	0
Disposals during the year	13 937	24 310	1 957	0	40 205
Reclassifications IFRS 5	11	(214)	15	0	(188)
Other Reclassifications	1	6 490	1 073	222	7 786
Translation adjustment	660	761	52	0	1 472
Accumulated depreciation at 30 september 2020	(142 934)	(205 985)	(31 891)	(765)	(381 575)
Net carrying amount at 30 september 2020	157 703	19 210	3 842	3 273	184 028

The reclassifications IFRS 5 are related to French sites classified as held for sale (note 3.9.11).

	Land & Buildings K-EUR	Machinery & Equipment K-EUR	Other property, plant and equipment K-EUR	Property, plant and equipment in progress K-EUR	Total K-EUR
Gross carrying amount at 30 september 2018	310 773	339 395	75 089	6 215	731 471
Acquisitions	2 747	16 146	8 045	8 246	35 184
Disposals	(7 477)	(9 465)	(6 513)	(169)	(23 625)
Reclassifications IFRS 5	4 566	(229)	(258)	0	4 080
Reclassifications right of use tangible assets	(965)	(102 853)	(38 453)	0	(142 271)
Other Reclassifications	1 396	4 520	(1 195)	(9 156)	(4 434)
Translation adjustment and others	(536)	(354)	33	(3)	(860)
Gross carrying amount at 30 september 2019	310 506	247 160	36 748	5 133	599 547
Accumulated depreciation at 30 september 2018	(139 426)	(300 979)	(63 734)	(987)	(505 126)
Depreciation charge of the year	(12 504)	(21 891)	(3 604)	0	(37 999)
Reversal of the year	1 087	0	0	0	1 087
Disposals during the year	4 972	8 614	6 526	0	20 112
Reclassifications IFRS 5	(3 177)	260	239	0	(2 677)
Reclassifications right of use tangible assets	683	83 410	26 563	0	110 656
Other Reclassifications	2 343	1 360	558	0	4 261
Translation adjustment	268	344	(36)	0	576
Accumulated depreciation at 30 september 2019	(145 754)	(228 881)	(33 487)	(987)	(409 110)
Net carrying amount at 30 september 2019	164 752	18 279	3 261	4 145	190 437

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.3.2 Right of use on tangible assets (application of IFRS 16 – note 3.4.2.3)

	Land & Buildings	Machinery & Equipment	Other property, plant and equipment	Total
				K-EUR
Gross carrying amount at 30 september 2019	965	102 853	38 453	142 271
Restructuring transaction	0	271	120	391
Acquisitions	2 164	6 217	2 777	11 157
Disposals	0	(3 143)	(1 113)	(4 256)
New application IFRS 16	49 525	6 818	3 210	59 553
Other Reclassifications	0	(369)	0	(369)
Termination of IFRS 16 contract	(239)	(1 227)	(671)	(2 137)
Translation adjustment and others	0	(13)	(8)	(21)
Gross carrying amount at 30 september 2020	52 414	111 407	42 768	206 589
Accumulated depreciation at 30 september 2019	(683)	(83 410)	(26 563)	(110 656)
Restructuring transaction	0	(148)	(33)	(181)
Depreciation charge of the year	(3 505)	(7 408)	(4 034)	(14 948)
Reversal of the year	0	0	0	0
Disposals during the year	0	3 123	1 113	4 236
New application IFRS 16	(19 030)	(3 261)	(1 576)	(23 867)
Other Reclassifications	0	448	0	448
Termination of IFRS 16 contract	239	1 226	666	2 131
Translation adjustment	0	0	(2)	(2)
Accumulated depreciation at 30 september 2020	(22 979)	(89 431)	(30 430)	(142 839)
Net carrying amount at 30 september 2020	29 435	21 976	12 338	63 750

3.9.4 Shares in associates and joint-ventures

The main contributions are as follows:

	30 september 2020	30 september 2019
	K-EUR	K-EUR
Associates	1 833	1 967
Cernay	1 366	1 321
Erco	0	253
Other	467	392
Joint-ventures	280	280
Net assets at closing	2 113	2 247

The Group has got interest in several associates, which are involved in the recycling and treatment of ferrous and non-ferrous scrap in Europe. The Group's interest in associates is accounted for using the equity method in the consolidated financial statements. The entity ERCO has been liquidated during financial year 2019/20.

The other associates are private companies and there is no quoted market price available for their shares.

The Group has a 50% interest in Alsafer, a jointly controlled entity involved in the recycling and treatment of ferrous and non-ferrous scrap in France. The Group's interest in Alsafer is accounted for using the equity method in the consolidated financial statements.

Alsafer is a private company and there is no quoted market price available for its shares.

Summarized financial information of the associates and the joint venture, based on their IFRS financial statements, and reconciliation with the carrying amount of the investment in consolidated financial statements are set out below:

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

	Cernay Env.SA K-EUR	ERCO K-EUR	Other associates K-EUR	Joint-ventures K-EUR	Total K-EUR
Net assets at 30 september 2019	3 947	507	929	498	5 881
Dividends	0	(481)	0	(120)	(601)
Net assets at 30 september 2019 (after distribution)	3 947	26	929	378	5 280
Restructuring transaction					0
Profit/Loss for the period	129	0	163	120	412
Change scope of consolidation			(26)		(26)
Other comprehensive income					0
Foreign exchange gain/loss					0
Net assets at 30 september 2020	4 076	0	1 092	498	5 666
IFRS adjustments	(57)	0	30	(28)	(55)
Net assets at 30 september 2020	4 019	0	1 122	470	5 611
Closing parent integration rate	33,95%	0,00%	41,70%	49,99%	
Interests in associates	1 365	0	468	235	2 067
Investments in associates				45	45
Net assets at 30 september 2020	1 365	0	468	280	2 113

Summarized balance sheet:

	30 september 2020			Joint-ventures K-EUR	Total K-EUR
	Cernay Env.SA K-EUR	ERCO K-EUR	Other associates K-EUR		
Cash & cash equivalent	296	0	124	376	796
Current assets (excluding cash)	4 747	0	1 833	347	6 927
Total current assets	5 042	0	1 958	723	7 723
Financial liab. excluding trades	0	0	0	0	0
Others current liabilities	1 530	0	1 005	230	2 766
Total current liabilities	1 530	0	1 005	230	2 766
Total non-current assets	3 602	0	188	22	3 812
Total non-current liabilities	3 095	0	19	45	3 158
Net assets	4 019	0	1 122	470	5 611

Summarized statement of income:

	30 september 2020 12 months			Joint-ventures K-EUR	Total K-EUR
	Cernay Env.SA K-EUR	ERCO K-EUR	Other associates K-EUR		
Revenue	8 819	0	4 834	120	13 773
Other operational expenses	(8 294)	0	(4 593)	0	(12 887)
Depreciation	(397)	0	(79)	0	(476)
Profit (Loss) before tax from continuing operations	128	0	162	120	411
Income tax expenses	1	0	0	0	1
Post tax profit from continuing operations	129	0	163	120	412
Result classified as held for sale	0	0	0	0	0
Other comprehensive income	0	0	0	0	0
Total comprehensive income	129	0	163	120	412
Dividends received from equity method	0	(240)	0	(60)	(299)

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.5 Deferred tax assets and liabilities

Deferred tax assets and liabilities result from the following temporary valuation and accounting differences between the carrying amounts of the financial statements prepared according to IFRS and their respective tax bases:

	30 september 2020 12 Months K-EUR	30 september 2019 12 Months K-EUR
Deferred tax related to the following		
Tax loss carry forward	32 789	19 958
Temporary differences	803	560
Leasing	815	592
Internal profits on inventories	535	221
Pension liabilities	1 307	1 238
Financial instruments	34	86
Provisions on securities	(3)	(563)
Harmonisation of the depreciation period	(1 083)	(390)
IFRS16	1 039	0
Other	(83)	(108)
Net deferred taxes	36 152	21 594
Deferred tax assets	38 382	24 327
Deferred tax liabilities	(2 229)	(2 732)
Net deferred taxes	36 152	21 594

Total unrecognized deferred income tax assets amount to Euro 32.8 million. The group has concluded that the deferred assets related to losses carry-forward will be recoverable using the estimated future taxable income based on the approved business plans and budgets of each subsidiary.

Changes in net deferred tax assets over the fiscal year can be analysed as follows:

	30 september 2020 12 Months K-EUR	30 september 2019 12 Months K-EUR
Deferred tax related to the following		
Opening balance	21 594	35 931
Restructuring transaction	13 614	(14 421)
Tax income (/expense) during the period	34	99
Changes in fair value in other comprehensive income	915	(5)
Reclassification IFRS 5	(5)	(14)
IFRS16	Translation adjustments	Closing balance
	36 152	21 594

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.6 Other non-current financial assets

	Shares	Other financial assets	Total
	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Gross carrying amount at 30 september 2019	14 235	14 353	28 588
Restructuring transaction	1	1	1
Increase	0	414	414
Decrease / disposals during the year		(317)	(317)
Reclassifications		(50)	(50)
Translation adjustment and others	(0)	(0)	(0)
Gross carrying amount at 30 september 2020	14 235	14 401	28 636
Accumulated write down at 30 september 2019	(13 948)		(13 948)
Restructuring transaction			
Increase			
Decrease			
Reclassifications			
Translation adjustment and others			
Accumulated write down at 30 september 2020	(13 948)		(13 948)
Net carrying amount at 30 september 2020	287	14 401	14 688
	Shares	Other financial assets	Total
	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Gross carrying amount at 30 september 2018	14 748	15 172	29 920
Restructuring transaction			
Increase		21	21
Decrease / disposals during the year	(0)	(258)	(258)
Reclassifications	(513)	(582)	(1 095)
Translation adjustment and others	0	0	0
Gross carrying amount at 30 september 2019	14 235	14 353	28 588
Accumulated write down at 30 september 2018	(14 461)	(537)	(14 997)
Restructuring transaction			
Increase			
Decrease		446	446
Reclassifications	513	91	604
Translation adjustment and others		(0)	(0)
Accumulated write down at 30 september 2019	(13 948)		(13 948)
Net carrying amount at 30 september 2019	287	14 353	14 640

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.7 Inventories

	30 september 2020 K-EUR	30 september 2019 K-EUR
<i>Equipment spare parts</i>	8 471	8 748
<i>Impairment spare parts</i>	(1 219)	(1 192)
Net Equipment spare parts	7 252	7 556
<i>Inventory</i>	50 267	50 274
<i>Impairment inventory</i>	(2 657)	(4 925)
Net Inventory	47 610	45 350
 Total inventories	 54 862	 52 905

Impairment of inventories is included in “cost of raw material” in the consolidated statement of profit or loss.

3.9.8 Accounts receivable

	30 september 2020 K-EUR	30 september 2019 K-EUR
Trade receivables	41 377	40 940
including trade receivables from related parties	0	0
Impairment on trade receivables	(586)	(1 000)
 Trade receivables net	 40 791	 39 939
Advances	693	786
Tax and social security receivables	8 392	9 389
 Total accounts receivable	 49 877	 50 114
Income tax receivables	2 738	4 780
 Total accounts receivable including income tax receivables	 52 614	 54 894

3.9.9 Other current assets

	30 september 2020 K-EUR	30 september 2019 K-EUR
Prepaid expenses	1 913	3 576
Loans and deposits	2 084	2 116
Other receivables	2 611	3 852
 Total other current assets	 6 608	 9 543

3.9.10 Cash and cash equivalents

Cash and cash equivalents include investment securities, short-term deposits current account balances due by banks and cash.

	30 september 2020 K-EUR	30 september 2019 K-EUR
Securities	0	0
Cash at bank and in hand	126 049	57 699
 Cash and cash equivalents	 126 049	 57 699

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.10.1 Net cash

Cash and cash equivalents include the following for the purposes of the statement of cash flows:

	30 september 2020	30 september 2019
	K-EUR	K-EUR
Cash and cash equivalents	126 049	57 699
Bank overdrafts	(2 386)	(1 688)
Net cash	123 663	56 011

3.9.11 Assets and liabilities classified as held for sale

	30 september 2020	30 september 2019
	K-EUR	K-EUR
<i>Guy Dauphin Environnement</i>	841	872
<i>SCI Entrepôt du Plessis</i>	0	0
<i>Iron Horse France</i>	0	0
<i>Train à fil Herserange SCI</i>	0	0
French assets	841	872
Total Assets held for sale	841	872
French liabilities	0	0
Total Liabilities associated with assets classified as held for sale	0	0

3.9.12 Shareholder equity

3.9.12.1 Share capital

As of September 30, 2020, the company's share capital consisted of 41 977 349 shares with a par value of Euro 0,01 each, corresponding to a total value of Euro 419.773,49.

The share capital can be detailed as follows:

	Ordinary Shares	Preference Shares	Total
Number of shares issued as at 30 September 2020 - Fully paid	40 881 375	1 095 974	41 977 349

- Ordinary shares

They are classified as equity instruments.

Holders of these shares are entitled to one vote per share at general meetings of the Company and are entitled to dividends following distribution policy.

- Preferred shares

They are classified as equity instruments.

Holders of those shares are entitled to an annual dividend which amount is indexed on the high yield bond rate (note 3.9.14.2). No payment will be made annually with regards to those shares. The payment will be due only after the repayment of the bond.

As at September 30, 2020 the mandatory dividends are recognised in liabilities at fair value which corresponds to the present value of the discounted estimated future dividends.

3.9.12.2 Additional paid-in capital

Additional paid-in capital represents the net amount received by the Company, in cash, in excess of the par value on issuance of GEH shares.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.12.3 Other reserves

The retained earnings consist of the Group's consolidated profit for the year and of the accumulated profits from previous periods.

The retained earnings also include:

- Legal reserve;
- revaluation of net debt defined benefit obligations;
- Currency translation adjustment of foreign subsidiaries;
- Revaluation of derivatives qualifying for cash flow hedge

3.9.12.4 Non-controlling interests

Non-controlling interests consist of the interests in equity of consolidated subsidiaries held by other shareholders.

3.9.13 Provisions

	Provision for termination benefits	Long service awards	Environnemental provisions	Provision for sorting center	Other	Total
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Provisions at 30 september 2019	4 952	263	4 755	5 595	959	16 524
Additions	139	8	919	0	248	1 314
Reversals	(1)	(3)	(23)	(5 595)	(443)	(6 064)
Reclassifications	0	0	72	0	(72)	0
Translation adjustment	0	0	(138)	0	(6)	(145)
Discounting	137	0	0	0	0	137
Provisions at 30 september 2020	5 227	269	5 585	0	686	11 767
Current	0	0	3 973	0	248	4 221
Non-current	5 227	269	1 612	0	438	7 546
Provisions at 30 september 2020	5 227	269	5 585	0	686	11 767
	Provision for termination benefits	Long service awards	Environnemental provisions	Provision for sorting center	Liabilities on GDE shares	Other
	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR	K-EUR
Provisions at 30 september 2018	4 495	257	5 336	0	1 182	2 550
Additions	109	6	330	5 595	0	126
Reversals	(46)	0	(774)	0	0	(1 793)
Reclassifications	0	0	(81)	0	(1 182)	81
Translation adjustment	0	0	(56)	0	0	(61)
Discounting	394	0	0	0	0	394
Provisions at 30 september 2019	4 952	263	4 755	5 595	0	16 524
Current	0	0	1 707	4 017	0	248
Non-current	4 952	263	3 048	1 578	0	711
Provisions at 30 september 2019	4 952	263	4 755	5 595	0	16 524

Provision for termination benefits

Benefits offered to Group employees consist of post-employment benefits (Cf. note 3.12 – Employee benefits).

Provision for sorting center

It has been fully reversed as at September 2020 following the termination of related pluriannual contracts.

Environmental provisions

This provision encompasses the legal and contractual obligations of the Group in the completion of operating activities, which exist at certain sites and are related to closure and post-closure costs at waste disposal facilities. Any provision related to environmental risks would also be recorded in this caption.

Other

This item covers the future outflows that are considered probable and that relate to litigation (employee, Jubilee or other) or commitment arising in the normal course of GEH group's business operations. It mainly consists in employment-related legal disputes and other litigations.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.14 Long-term debt – long and short portion

3.9.14.1 Split by natures

	30 september 2020 K-EUR	30 september 2019 K-EUR
Non-current portion		
Bank loan-Long term		
Bank loan-Long term	20 016	0
Financial debt related to GDE shares repurchased	711	679
Bonds	246 103	243 877
Deposits and guarantees received	30	70
Lease liabilities - long-term portion	61 619	25 470
Total long term debt - long term portion	328 479	270 096
Current portion		
Bank loan - short term		
Bank loan - short term	40 018	0
Lease liabilities - short-term portion	14 667	8 419
Total current portion of long-term debt	54 685	8 419
Total long-term debt	383 163	278 515

3.9.14.2 Split by maturity and country

The carrying amounts of the Group's financial liabilities in 2020 were as follows:

	Amounts falling due within one year K-EUR	Amounts falling due between 1 and 5 years K-EUR	Amounts falling due after 5 years K-EUR	Total due 30 September 2020 K-EUR
Bank loans	40 018	20 016	0	60 034
Financial debt related to GDE shares repurchased	0	711	0	711
Bonds	0	246 103	0	246 103
Deposits and guarantees received	0	3	27	30
Lease liabilities	14 667	36 688	24 931	76 286
Total due	54 685	303 521	24 958	383 163

Finance lease commitments are mainly entered into for machinery and equipment with lease terms ranging from 5 years to 7 years.

The characteristics of the main credit lines of the Group are as follows:

Denomination	30 September 2020				
	Current value	Rate	Margin	Maturity	Start
High Yield Bond	255 000	Euribor 3M	6,25%	2023-11-15	2018-11-19
Total	255 000				

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.9.15 Other long-term liabilities

As at September 30, 2020 other long-term liabilities mainly included prepaid income.

3.9.16 Accounts payable

	30 september 2020 K-EUR	30 september 2019 K-EUR
Trade payables	68 832	75 588
Advances	2 488	2 400
Accrued expenses	74 611	77 915
Staff and social payables	20 172	12 190
Other taxes payable	5 739	4 611
Total accounts payable	171 842	172 704
Income tax payable	2 309	1 806
Total accounts payable including income tax payables	174 151	174 510

All accounts payable are current.

3.9.17 Other current liabilities

	30 september 2020 K-EUR	30 september 2019 K-EUR
Financial instruments trading/hedging	123	315
Other current liabilities	2 018	2 071
Prepaid income	120	282
Total current liabilities	2 262	2 668

3.9.18 Short-term debt

	30 september 2020 K-EUR	30 september 2019 K-EUR
Short-term bank borrowings	1	43
Bank overdrafts	2 384	1 686
Total short-term debt	2 386	1 729

3.10 Contingencies and commitments

3.10.1 Contingent liabilities

In the normal course of business the Group has received legal claims in respect of business contracts. Management believes that no significant liability exists in respect of these claims, except for those contracts where specific provisions have been made.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.10.2 Commitments

3.10.2.1 Commitments received

The Group has received the following commitments:

	30 September 2020 K-EUR	30 September 2019 K-EUR
Shareholder line of credit	-	-
Confirmed credit lines not used (1)	22 995	68 789
Total commitments received	22 995	68 789

(1) Confirmed line of credit not used mainly relates to the non-recourse Factoring (refer to note 3.5.1.1 – Liquidity risk Short term debt).

3.10.2.2 Commitments given

In respect of the senior secured floating rate notes due 2023 issued on November 19, 2018 and the super senior revolving credit facility agreement signed on November 19, 2018, the company granted to the lenders a pledge of Ecore BV's shares.

Apart from the guarantee requirements for the senior secured notes and the revolving credit facility, the Group has given the following other commitments:

	30 September 2020 K-EUR	30 September 2019 K-EUR
Other commitments given	20 811	18 717
Total commitments given	20 811	18 717

Other commitments include letters of credit and guarantees delivered by financial institutions to Group creditors and suppliers guaranteeing operating activities.

3.11 Significant litigation

The most significant litigations involving the Group are described hereinafter.

3.11.1 Litigation related to weighings

In February 2014, GDE (the French subsidiary of GEH) and its former CEO and Director have been indicted for an alleged fraud related to weighings performed on some of its French sites. In September 2017, a French Criminal Court convicted the subsidiary and its former CEO and Director to fines amounted to € 2.4 million. However GDE vigorously challenged the judgement and has appealed against the decision. Potential losses have been however fully recognized in 2017, and are fully paid.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.11.2 Landfill site of Nonant-le-Pin

On October 24, 2013 the newly opened landfill site of Nonant-le-Pin in France was blocked by environmentalist opponents who started a series of actions to prevent the subsidiary from operating the site. Despite a number of legal actions to defend its rights to do so, the cancellation of the legal authorisations to operate the site has been confirmed by the Supreme administrative court level ("Conseil d'Etat") on December 9, 2016. The company has afterwards appealed to the European Court of Human Rights with the aim to receive compensatory indemnities from the French government. In July 2020, the European court of human rights declared admissible the appeal.

Please note that during financial year 2019/2020, the Group has sold all its assets related to this landfill center which were fully depreciated .

3.12 Employee benefits

In France, the employees of the Group benefit from state retirement plans and from an end-of-career compensation paid by the employer in accordance with the collective trade agreements.

In other countries, the plans depend on local legislation, the type of business and the past practices of the subsidiary concerned. The projected costs and obligations recognized in the consolidated financial statements have been determined based on the following actuarial assumptions:

	Actuarial assumptions 30 September 2020	Actuarial assumptions 30 September 2019
Discount rate	0,60%	0,60%
Long-term forecast salary growth rate	2,00%	2,00%
Expected return on assets		
Mortality	INSEE tables M/W 2011-2013	INSEE tables M/W 2011-2013
Withdrawal rate	Turnover table with decreasing rates according to the ages and remains null after age 55, with an average rate of 2,87% for 2021	Turnover table with decreasing rates according to the ages and remains null after age 55, with an average rate of 3% for 2020
Retirement age - Executive	65	65
Retirement age - Non executive	63	63

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

	30 September 2020	30 September 2019
	K-EUR	K-EUR
Actuarial value of commitments at opening	4 952	4 495
Restructuring transaction	-	-
Current service cost	380	366
Interest expense	28	68
Actuarial losses (gains) arising from changes in demographic assumptions	-	-
Actuarial losses (gains) arising from changes in financial assumptions	137	394
Employee contributions	-	-
Effect of settlement on the obligation	(157)	(206)
Benefits paid	(112)	(166)
Acquisitions, disposals, liquidations and reclassification	-	-
Changes in scope	-	-
Changes in exchange rates	-	-
Actuarial value of commitments at closing	5 227	4 952
Fair value of plan assets at opening	0	0
Plan assets	-	-
Implicit return on plan assets	-	-
Actuarial gains and (losses) generated during the period on plan assets	-	-
Employer contributions to the fund	-	-
Benefit paid by the fund	-	-
Fair value of plan assets at closing	0	0
Net value of commitments at closing	5 227	4 952
Amounts recognized in profit & loss		
Current service cost	380	366
Financial cost	28	68
Total	408	434
	30 September 2020	30 September 2018
	K-EUR	K-EUR
Analysis of amount recognized in other comprehensive income		
Expected return on assets other than interest	-	-
Actual losses (gains) arising from changes in financial assumptions	137	394
Total losses (gains) recognized in other comprehensive income	137	394
Provisions Opening Balance Sheet	4 952	4 495
Restructuring transaction	-	-
Net expense for the year	408	434
Impact on comprehensive income	137	394
Reclassification	-	-
Benefits paid	(269)	(372)
Provisions at closing	5 227	4 952

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.13 Related parties

The consolidated financial statements include transactions carried out in the normal course of business between the Group and its related parties. There was no significant amounts with related parties neither in 2019 nor 2020.

3.13.1 Key-management

The statutory directors as at September 30, 2020 receive the following amount of direct and indirect compensation of any kind:

	30 September 2020 K-EUR	30 September 2019 K-EUR
Short-term employee benefits	2 289	2 259
Post-employment benefits		358
Termination benefits		-
Other benefits		-
Total key management benefits	2 289	2 616

3.14 Audit fees

The expenses for services rendered by the Group auditor are as follows:

	30 September 2020 K-EUR	30 September 2019 K-EUR
Legal audit Fees	340	373
Other assurance fees	-	
Total audit fees	340	373

3.15 Subsequent events

No significant subsequent events.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)

3.16 Scope of consolidation

3.16.1 Parent company

Corporate Name	Country	30 september 2020			30 september 2019		
		Consolidation method	% voting power	% interest	Consolidation method	% voting power	% interest
Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00		

3.16.2 Consolidated subsidiaries

Corporate Name	Country	30 september 2020			30 september 2019		
		Consolidation	% voting power	% interest	Consolidation	% voting power	% interest
Full	100,00	99,76	Full	100,00	99,76		
GDE Equipement CO	France	Full	100,00	99,76	Full	100,00	99,76
GDE CO 1	France	Full	100,00	99,76	Full	100,00	99,76
GDE CO 2	France	Full	100,00	99,76	Full	100,00	99,76
Iron Horse BV	Netherlands	Full	100,00	99,76	Full	100,00	99,76
Iron Horse France	France	Full	88,69	88,48	Full	88,69	88,48
Iron Horse Holding	France	Full	100,00	99,76	Full	100,00	99,76
Iron Horse Hungary	Hungary	Full	100,00	99,76	Full	100,00	99,76
Iron Horse Romania	Romania	Full	100,00	99,76	Full	100,00	99,76
La Petite Voevre Sarl	Luxembourg	Full	100,00	88,48	Full	100,00	88,48
SCI entrepôts du Plessis	France	NC			Full	100,00	88,48
La Petite Mouée SCI	France	Full	100,00	88,48	Full	100,00	88,48
Train A Fil Herserange SCI	France	Full	100,00	88,48	Full	100,00	88,48
Train A Fil Herserange SARL	Luxembourg	Full	100,00	88,48	Full	100,00	88,48
Alsadis SARL	France	Equity	35,18	54,05	Equity	35,18	54,05
Alsafer	France	Equity	49,99	49,81	Equity	49,99	49,81
Etablissements Breuil	France	Equity	49,00	48,82	Equity	49,00	48,82
Cernay Environnement SA	France	Equity	33,95	33,82	Equity	33,95	33,82
Ecore Belgium SA	Belgium	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
ECORE BV	Netherlands	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
ECORE SERVICES	France	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
Ecore Luxembourg SA	Luxembourg	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
Enningdal BV	Netherlands	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
ERCO	Germany	NC			Equity	50,00	49,82
Ereco Zrt	Hungary	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
Ecore Transport Luxembourg Sarl	Luxembourg	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
Guy Dauphin Environnement	France	Full	99,63	99,63	Full	99,63	99,63
Transenvironnement	France	Full	100,00	99,63	Full	100,00	99,63
Ker-Hu Kft	Hungary	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
LOCA	Switzerland	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
MBF Envt	France	NC			Full	100,00	99,63
Recylux SA (Luxembourg)	Luxembourg	NC			Full	100,00	100,00
Rohr Environnement	France	Full	50,36	50,17	Full	50,36	50,17
Romrecycling	Romania	Full	100,00	100,00	Full	100,00	100,00
SCI Les Fiefs	France	Full	100,00	99,63	Full	100,00	99,63
SCI Des Grenadiers	France	Full	100,00	99,63	Full	100,00	99,63
SCI le Chamois	France	Full	100,00	99,52	Full	100,00	99,52
SCI Magnolia	France	Equity	50,00	49,82	Equity	50,00	49,82
SCI Merisiers	France	Full	100,00	99,63	Full	100,00	99,63
SCI Pommiers	France	Full	100,00	99,63	Full	100,00	99,63

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)



Tel. +352 45 123-1
www.bdo.lu

1, rue Jean Piret
Boîte Postale 351
L-2013 Luxembourg

REPORT OF THE REVISEUR D'ENTREPRISES AGREE

To the Shareholders of
Groupe Ecore Holding S.A.S.
21, rue du Puits Romain
L-8070 Bertrange

Report on the audit of the consolidated Financial Statements

Opinion

We have audited the consolidated financial statements of Groupe Ecore Holding S.A.S. and its subsidiaries (the "Group"), which comprise the consolidated statement of financial position as at 30 September 2020, and the consolidated statement of comprehensive income, consolidated statement of changes in equity and consolidated statement of cash flows for the year then ended, and notes to the consolidated financial statements, including a summary of significant accounting policies.

In our opinion, the accompanying consolidated financial statements give a true and fair view of the consolidated financial position of the Group as at 30 September 2020, and of its consolidated financial performance and its consolidated cash flows for the year then ended in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRSs) as adopted by the European Union.

Basis for Opinion

We conducted our audit in accordance with the Law of 23 July 2016 on the audit profession (Law of 23 July 2016) and with International Standards on Auditing (ISAs) as adopted for Luxembourg by the "Commission de Surveillance du Secteur Financier" (CSSF). Our responsibilities under the law of 23 July 2016 and ISAs as adopted for Luxembourg by the CSSF are further described in the "Responsibilities of the "Réviseur d'Entreprises Agréé" for the audit of the consolidated financial statements" section of our report. We are also independent of the Group in accordance with the International Ethics Standards Board for Accountants' Code of Ethics for Professional Accountants (IESBA Code) as adopted for Luxembourg by the CSSF together with the ethical requirements that are relevant to our audit of the consolidated financial statements, and have fulfilled our other ethical responsibilities under those ethical requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

Other information

The President is responsible for the other information. The other information comprises the information included in the consolidated management report but does not include the consolidated financial statements and our report of the "Réviseur d'Entreprises Agréé" thereon.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)



Our opinion on the consolidated financial statements does not cover the other information and we do not express any form of assurance conclusion thereon.

In connection with our audit of the consolidated financial statements, our responsibility is to read the other information and, in doing so, consider whether the other information is materially inconsistent with the consolidated financial statements or our knowledge obtained in the audit or otherwise appears to be materially misstated. If, based on the work we have performed, we conclude that there is a material misstatement of this other information, we are required to report this fact. We have nothing to report in this regard.

Responsibilities of the President for the consolidated financial statements

The President is responsible for the preparation and fair presentation of these consolidated financial statements in accordance with IFRSs as adopted by the European Union, and for such internal control as the President determines is necessary to enable the preparation of consolidated financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the consolidated financial statements, the President is responsible for assessing the Group's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless the President either intends to liquidate the Group or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Responsibilities of the "Réviseur d'Entreprises Agréé" for the audit of the consolidated financial statements

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the consolidated financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue a report of the "Réviseur d'Entreprises Agréé" that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with the Law dated 23 July 2016 and with ISAs as adopted for Luxembourg by the CSSF will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these consolidated financial statements.

As part of an audit in accordance with the Law dated 23 July 2016 and with ISAs as adopted for Luxembourg by the CSSF, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the consolidated financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Group's internal control.

Annexes

Annexe 1 : États financiers consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour l'exercice clos le 30 septembre 2020 (en langue d'origine)



- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by the President.
- Conclude on the appropriateness of President's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Group's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our report of the "Réviseur d'Entreprises Agréé" to the related disclosures in the consolidated financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our report of the "Réviseur d'Entreprises Agréé". However, future events or conditions may cause the Group to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the consolidated financial statements, including the disclosures, and whether the consolidated financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.
- Obtain sufficient appropriate audit evidence regarding the financial information of the entities and business activities within the Group to express an opinion on the consolidated financial statements. We are responsible for the direction, supervision and performance of the Group audit. We remain solely responsible for our audit opinion.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

Report on Other Legal and Regulatory Requirements

The consolidated management report is consistent with the consolidated financial statements and has been prepared in accordance with applicable legal requirements.

Luxembourg, 18 December 2020

BDO Audit
Cabinet de révision agréé
represented by

Jean-Philippe Barret

BDO Audit, Société Anonyme
R.C.S. Luxembourg B 147.570
TVA LU 23425810

BDO Audit, a société anonyme incorporated in Luxembourg, is a member of BDO International Limited, a UK company limited by guarantee, and forms part of the International BDO network of independent member firms. BDO is the brand name for the BDO network and for each of the BDO Member Firms.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

1 Group consolidated financial statements

1.1 Consolidated statement of profit or loss

	K-EUR	31 March 2021 6 Months	31 March 2020* 6 Months
Revenue		657 964	471 074
Cost of raw material		(467 733)	(321 351)
Freight expenses		(62 518)	(52 584)
Cost of sales		(530 251)	(373 935)
GROSS PROFIT		127 712	97 139
External charges		(36 621)	(33 156)
Employee benefits expenses		(37 921)	(36 369)
Other operating income & expenses		(2 975)	(2 284)
EBITDA		50 196	25 330
Depreciation		(20 252)	(19 658)
CURRENT OPERATING INCOME		29 943	5 672
Impairment of goodwill		-	-
Other non-recurring incomes and expenses		-	0
OPERATING INCOME		29 943	5 672
Cost of net debt		(11 385)	(11 324)
Other financial income and expenses		(1 510)	(1 061)
PROFIT (LOSS) BEFORE TAX		17 049	(6 713)
Income tax		(3 452)	(1 673)
PROFIT (LOSS) AFTER TAX		13 597	(8 385)
Portion of the income of the equity affiliates		(42)	59
PROFIT (LOSS) FOR THE YEAR FROM CONTINUING OPERATIONS		13 555	(8 326)
Result classified as held for sale		-	-
PROFIT (LOSS) FOR THE YEAR		13 555	(8 326)
Shareholders		13 129	(8 513)
Non-controlling interests		426	187

* Unaudited accounts

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

1.2 Consolidated statement of financial position

K-EUR	31 March 2021	30 September 2020
Assets		
Goodwill	110 043	110 095
Other intangible assets	1 278	1 589
Right of use - Intangible assets	3 555	3 686
Property, plant and equipment	182 687	184 028
Right of use - Tangible assets	61 913	63 750
Investment in associates and joint ventures	2 071	2 113
Deferred tax assets	38 664	38 382
Other non current financial assets	13 006	14 688
Total non current assets	413 217	418 330
Inventories	74 076	54 862
Accounts receivables	80 896	49 877
Tax receivables	1 102	2 738
Other current assets	9 871	6 608
Cash & cash equivalent	157 375	126 049
Total current assets	323 320	240 134
Assets held For sale	841	841
TOTAL ASSETS	737 378	659 305
Equity		
Share capital	420	420
Additional paid-in capital	257 360	257 360
Consolidated reserves - Group	(182 417)	(191 779)
Consolidated profit / (loss) for the year - Group	13 129	9 507
Shareholders equity	88 491	75 507
Non-controlling interests	5 757	5 318
Total group equity	94 249	80 825
Liabilities		
Redeemable preference shares - long-term portion	2 050	2 050
Provisions - long-term portion	8 971	7 546
Rental debt - long-term portion	59 612	61 619
Long-term debt LT portion Long-term	267 676	266 860
Deferred tax liabilities	2 672	2 229
Other long-term liabilities	436	473
Total non-current liabilities	341 416	340 777
Redeemable preference shares - short-term portion	-	-
Provisions - short-term portion	3 252	4 221
Current portion of long-term debt	40 349	40 018
Rental debt - short-term portion	14 817	14 667
Accounts payable	233 056	171 842
Tax payable	2 553	2 309
Other current liabilities	3 697	2 262
Short-term debt	3 990	2 386
Total current liabilities	301 714	237 704
Liabilities held for sale	-	-
TOTAL LIABILITIES	737 378	659 305

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

1.3 Consolidated statement of cash flows

K-EUR	31 March 2021 6 Months	31 March 2020* 6 Months
CASH FLOWS FROM OPERATING ACTIVITIES		
Profit/(loss) after tax		
Depreciation/amortisation	20 252	19 658
Increase (Decrease) in provisions	452	(3 419)
Elimination of gains (loss) on asset disposals	(199)	(850)
Share in net earnings (losses) of associates	42	(59)
Other non-cash (income) expenses	830	148
Income tax (current and deferred)	3 452	1 673
Cost of net debt	11 385	11 324
Income tax (paid) received	(3 046)	784
Net change in working capital	11 046	982
Net cash from operating activities	57 768	21 914
CASH FLOWS FROM INVESTING ACTIVITIES		
Acquisitions of property, plant and equipment and intangible assets	(11 106)	(9 150)
Disposals of property, plant and equipment and intangible assets	924	1 868
Acquisition of consolidated subsidiaries, net of cash acquired	0	(1 102)
Dividends received	0	301
Increase in financial assets	(25)	(68)
Decrease in financial assets	111	26
Net cash used in investing activities	(10 096)	(8 125)
CASH FLOWS FROM FINANCING ACTIVITIES		
Bank loans	4	48 500
Repayments of long-term debt	(13)	(10)
Acquisition of non-controlling interests	0	0
Repayments of lease debt	(8 147)	(8 611)
Increase (Decrease) in short-term debt	0	(30)
Interest paid	(8 890)	(9 219)
Interest paid on lease debt	(884)	(981)
Dividends paid	0	0
Net cash received from (used in) financing activities	(17 930)	29 648
Effect of exchange rate changes	(21)	(76)
Cash and cash equivalents at beginning of period	123 663	56 011
Cash and cash equivalents at end of period	153 384	99 372
Net change in cash and cash equivalents	29 721	43 361

* Unaudited accounts

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

2 Notes to the consolidated financial statements

2.1 Corporate information

The principal business activities of Groupe Ecore Holding S.A.S. (the "Company") are the acquisition of participations in any company and the management of those participations. The principal business activity of its (the "Group" or "GEH Group") subsidiaries is the recycling of scrap metal, paper and plastic. The Group operates in France, Belgium, Luxembourg, Hungary, Romania and Switzerland. The principal office of the Company is at 21, rue du Puits Romain L-8070 Bertrange, Grand-Duché de Luxembourg.

The auditors have carried out a limited review of the consolidated financial statements for the six-month period ended March 31, 2021. This review does not include the consolidated financial statements for the six-month period ended March 31, 2020.

2.2 Main events of the period

2.2.1 Changes in the scope of consolidation

The financial consolidated statements include the impacts of the following event:

- The entity GDE Equipment Co. was absorbed by its parent company IRON HORSE HOLDING ("TUP") on October 1st, 2020.

2.2.2 Other events

- Opening of 2 new yards in France following M&A processes.

2.3 Statement of compliance

The consolidated financial statements have been prepared in accordance with International Financial Reporting Standards (IFRS) as adopted by the European Union (EU) effective March 31, 2021.

2.4 Significant accounting policies

The accounting policies set out below have been applied consistently throughout the period presented in these consolidated financial statements. The accounting policies have been applied consistently by all Group entities.

2.4.1 Basis of preparation

The consolidated financial statements have been prepared under the historical cost convention except for assets and liabilities held for sale, available-for-sale financial assets, financial assets and financial liabilities (including derivative instruments) presented at fair value through profit or loss. The consolidated financial statements have been prepared on a going concern basis.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

2.4.2 Changes in accounting policies

2.4.2.1 *New and amended standards adopted by the Group*

During the period in question, the Group adopted no new or revised IFRS standard that had to be mandatorily applied for the period and likely to have a significant impact on the Group's consolidated financial statements.

2.4.2.2 *New standards and interpretations applicable after 30 September 2020*

The Group has not applied any standard, interpretation or amendment in advance.

- Amendment to IFRS 3 "Business Combinations" on the definition of a business whose date of application is expected to be January 1, 2020.
- Amendment to IAS 1 and IAS 8: amendment to the definition of the term "significant" with an application date of 1 January 2020.
- Changes to IFRS 9, IAS 39 and IFRS7 – IBOR reform - phase 1.

These new standards, applicable for fiscal years beginning after January 1, 2020, are unlikely to have a material impact on the Group's financial statements.

2.4.3 Basis of consolidation

The consolidated financial statements include the assets, liabilities and results of operations of all subsidiaries, which the Company either directly or indirectly controls. Control is achieved when the Group is exposed, or has rights, to variable returns from its involvement with the investee and has the ability to affect those returns through its control over the investee.

When the Group has less than a majority of the voting or similar rights of an investee, the Group considers all relevant facts and circumstances in assessing whether it has power over the investee.

The Group re-assesses whether or not it controls an investee if facts and circumstances indicate that there are changes to one or more of the three elements of control. Consolidation of a subsidiary begins when the Group obtains control over the subsidiary and ceases when the Group loses control of the subsidiary. Assets, liabilities, income and expenses of a subsidiary acquired or disposed of during the year are included in the statement of comprehensive income from the date the Group gains control until the date the Group ceases to control the subsidiary.

Profit or loss and each component of other comprehensive income (OCI) are attributed to the equity holders of the parent of the Group and to the non-controlling interests, even if this results in the non-controlling interests having a deficit balance. When necessary, adjustments are made to the financial statements of subsidiaries to bring their accounting policies into line with the Group's accounting policies. All intra-group assets and liabilities, equity, income, expenses and cash flows relating to transactions between members of the Group are eliminated in full on consolidation.

A change in the ownership interest of a subsidiary, without a loss of control, is accounted for as an equity transaction.

If the Group loses control over a subsidiary, it:

- Derecognizes the assets (including goodwill) and liabilities of the subsidiary;
- Derecognizes the carrying amount of any non-controlling interests;
- Derecognizes the cumulative translation differences recorded in equity;
- Recognizes the fair value of the consideration received;
- Recognizes the fair value of any investment retained;
- Recognizes any surplus or deficit in profit or loss;

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

- Reclassifies the parent's share of components previously recognized in OCI to profit or loss or retained earnings, as appropriate, as would be required if the Group had directly disposed of the related assets or liabilities.

2.4.4 Foreign currency translation

2.4.4.1 *Functional and presentation currency*

The Group's presentation currency is the Euro (EUR) and all values are rounded to the nearest thousand (K-EUR) except when otherwise indicated. The Euro is the functional currency of the Group's principal operating subsidiaries. Most of the markets in which the Group is involved are EUR denominated.

2.4.4.2 *Foreign currency transactions*

Subsidiaries record transactions in the functional currency of the economic environment in which they operate. Transactions in currencies other than the functional currency of the subsidiary are recorded at the rates of exchange prevailing at the date of the transaction in the accompanying statement of income.

Monetary assets and liabilities in currencies other than the functional currency are translated at the rates of exchange prevailing at the balance sheet date and gains and losses are reported in the statement of income

2.4.4.3 *Group companies*

Upon consolidation, the balance sheets of subsidiaries with functional currencies other than the EUR are translated at the rates of exchange prevailing at the end of the year. The statements of income denominated in currencies other than the Euro are translated at the average rate for the year. The resulting exchange differences are recorded in equity through other comprehensive income and are included in the statement of income upon sale or liquidation of the underlying foreign subsidiary.

2.4.5 Business combinations and goodwill

The Company accounts for its business combinations under the acquisition method of accounting at the acquisition date, which is the date on which control is transferred to the Group.

Acquisition-related costs are expensed as incurred.

When the fair value of the consideration transferred for a business combination exceeds the fair values attributable to the Group's share of the identifiable net assets, the difference is treated as goodwill.

When the excess is negative, after a reassessment of the identification of all assets acquired and liabilities assumed, any remaining gain is recognized in profit or loss. Any contingent consideration payable is measured at fair value at the acquisition date. If the contingent consideration is classified as equity, then it is not re-measured and settlement is accounted for within equity. Otherwise, subsequent changes in the fair value of the contingent consideration are recognized in profit or loss.

Determining the fair value of assets acquired and liabilities assumed requires management's judgment and often involves the use of significant estimates and assumptions, including assumptions with respect to future cash inflows and outflows, discount rates and asset lives.

For the purpose of impairment testing, goodwill acquired in a business combination is allocated to each of the cash generating units ("CGUs"), or groups of CGUs, which is expected to benefit from the synergies of the combination. Each unit or group of units to which the goodwill is allocated represents the lowest level within the entity at which the goodwill is monitored for internal management purposes.

Goodwill impairment reviews are undertaken annually or more frequently if events or changes in circumstances indicate a potential impairment. The carrying value of goodwill is compared to the recoverable amount, which is

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

the higher of value in use and the fair value less costs of disposal. Any impairment is recognised immediately as an expense and is not subsequently reversed.

2.4.6 Intangible assets other than goodwill

Intangible assets other than goodwill include licenses and are stated at cost, less accumulated amortisation and accumulated impairment losses. Licenses are amortized on a linear basis over a period, generally not exceeding 5 years.

An intangible asset acquired as part of a business combination is measured at fair value at the date of acquisition and is recognized separately from goodwill if the asset is separable or arises from contractual or other legal rights.

Gains or losses on disposal of intangible assets are recorded in the statement of income under "Other operating income and expenses".

2.4.7 Property, plant and equipment

2.4.7.1 *Recognition and measurement*

Property, plant and equipment are measured at cost less accumulated depreciation and accumulated impairment losses. The initial cost of an asset comprises its purchase price or construction cost, any costs directly attributable to bringing the asset into operation, the initial estimate of any decommissioning obligation, if any, and, for qualifying assets, borrowing costs. The purchase price or construction cost is the aggregate amount paid and the fair value of any other consideration given to acquire the asset.

When parts of an item of property, plant and equipment have different useful lives, they are accounted for as separate items (major components).

The book value of property, plant and equipment is not revalued.

Gains or losses on disposal of an item of property, plant and equipment are recorded in the statement of income under "Other operating income and expenses".

The carrying value of property and equipment is reviewed for impairment whenever events or changes in circumstances indicate the carrying value may not be recoverable.

Assets in the course of construction are capitalized as a separate component of property, plant and equipment. Upon completion, the cost of construction is transferred to the appropriate category.

Assets which are the subject of finance leases or long term leases are presented on the statement of financial position, in accordance with IFRS 16.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

2.4.7.2 *Depreciation*

Items of property, plant and equipment are depreciated on a straight-line basis over the estimated useful lives of each component. Land is not depreciated.

Items of property, plant and equipment are depreciated from the date that they are installed and are ready for use. Assets under construction are not depreciated.

The estimated useful lives of significant items of property, plant and equipment are as follows:

- Buildings 20-33 years
- Machinery and equipment 5-20 years
- Other fixed assets 3-5 years

The depreciation of property, plant and equipment is recognized in the statement of income within "Depreciation".

Depreciation methods, useful lives and residual values are reviewed at each reporting date and adjusted if appropriate.

2.4.8 Impairment of non-financial assets

Goodwill, intangible assets and property, plant and equipment are subjected to impairment testing in certain circumstances:

- for non-current assets whose useful life is indefinite (as in the case of goodwill), impairment testing is carried out at least once per year, and any time there is an indicator of impairment;
- for other non-current assets, testing is only carried out when there is an indicator of impairment.

Assets subject to impairment tests are grouped into CGUs which are groupings of similar assets whose utilization generates identifiable cash flows. When the recoverable amount of a CGU is less than its net carrying amount, an impairment is recognized. The recoverable amount of the CGU is the higher of the fair value less the costs to sell and the value in use. Based on the Group's organisational structure, a CGU includes all yards belonging to the same country.

Prior impairments of non-financial assets (other than goodwill) are reviewed for possible reversal at each reporting date.

2.4.9 Other non-current financial assets

This category includes receivables related to loans to employees, assets available for sale (including investment securities), and other long-term receivables including deposits.

2.4.10 Financial assets

2.4.10.1 *Classification*

The Group classifies its financial assets in the following categories: at fair value through profit or loss, loans and receivables, and at fair value through other comprehensive income. The classification depends on the purpose for which the financial assets were acquired. Management determines the classification of its financial assets at initial recognition.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

- Financial assets at fair value through other comprehensive income

These are equity instruments not held for trading, for which the Group had irrevocably elected at initial recognition, and on a line-by-line basis, to present changes in fair value in other comprehensive income. This category mainly comprises investments in non-consolidated companies, initially recorded at cost, and subsequently measured at fair value, with no recycling of gains or losses to income statement upon disposal. Only dividends received are recorded in financial result.

- Financial assets at fair value through profit or loss comprise :

- Financial assets held for trading (acquired principally for the purpose of selling in the short term).
- Equity instruments, for which the Group had not, when applicable, elected the option of fair value through other comprehensive income ;
- Derivatives are also categorized as held for trading unless they are designated as hedges.

- Financial assets at amortized cost

These are financial assets held to collect contractual cash-flows that consist solely of payments of principal and interests at specified dates. They are initially measured at fair value, and subsequently measured at amortized cost using the effective interest method.

This category mainly includes cash, trade receivables, time deposits and loans to non-consolidated entities. They are presented within the line items “Loans and receivables”.

2.4.10.2 Recognition and measurement

Regular purchases and sales of financial assets are recognized on the trade date – the date on which the group commits to purchase or sell the asset. Investments are initially recognized at fair value plus transaction costs for all financial assets not carried at fair value through profit or loss. Financial assets carried at fair value through profit or loss are initially recognized at fair value, and transaction costs are expensed in the income statement. Financial assets are derecognized when the rights to receive cash flows from the investments have expired or have been transferred and the group has transferred substantially all risks and rewards of ownership.

Financial assets at fair value through profit or loss and financial assets at fair value through other comprehensive income are subsequently carried at fair value except for investment in equity instruments that do not have a quoted market price in an active market and whose fair value cannot be reliably measured. If the fair value cannot be determined on a reliable method, the shares are recognized at cost price. The Group holds financial assets at fair value through profit or loss assets which are exclusively unquoted equity instruments.

Gains or losses arising from changes in the fair value of the “financial assets at fair value through other comprehensive income” category are presented in the income statement within “other financial income and expenses” in the period in which they arise.

2.4.11 Impairment of financial assets

Assets carried at amortized cost

Accounts receivable are initially recognized at the amount invoiced to the customer. Impairment losses on trade accounts receivable are estimated using the expected loss method, in order to take account of the risk of payment default throughout the lifetime of the receivables. The expected credit loss is estimated for all accounts receivable at each reporting date using an average expected loss rate, determined primarily on the basis of historical credit loss rates. However, that average expected loss rate may be adjusted if there are indications of a likely significant increase in credit risk. If a receivable is subject to a known credit risk, a specific impairment loss is recognized for that receivable.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

2.4.12 Derivative financial instruments and hedging activities

The Group uses derivatives to hedge its primary market risk exposures, primarily risks related to foreign currency movements and to a lesser extent, exposure to commodity prices movements and interest rate movements.

Derivatives are initially recognized at fair value on the date a derivative contract is entered into and are subsequently re-measured at their fair value. The method of recognizing the resulting gain or loss depends on whether the derivative is designated as a hedging instrument, and if so, the nature of the item being hedged.

2.4.13 Hedge accounting

The group designates certain derivatives as either:

- hedges of the fair value of recognized assets or liabilities or a firm commitment (fair value hedge);
- hedges of a particular risk associated with a recognized asset or liability or a highly probable forecast transaction (cash flow hedge); or
- hedges of a net investment in a foreign operation (net investment hedge).

The group documents at the inception of the transaction the relationship between hedging instruments and hedged items, as well as its risk management objectives and strategy for undertaking various hedging transactions. The group also documents its assessment, both at hedge inception and on an ongoing basis, of whether the derivatives that are used in hedging transactions are highly effective in offsetting changes in fair values or cash flows of hedged items.

The full fair value of a hedging derivative is classified as a non-current asset or liability when the remaining hedged item is more than 12 months under caption “other non-current financial assets” or “other long-term liabilities” and as a current asset or liability when the remaining maturity of the hedged item is less than 12 months under caption “other current assets” or “other current liabilities”.

2.4.13.1 Fair value hedge

Changes in the fair value of derivatives that are designated and qualify as fair value hedges are recorded in the income statement, together with any changes in the fair value of the hedged asset or liability that are attributable to the hedged risk.

As of today, the Group does not apply fair value hedge accounting.

2.4.13.2 Cash flow hedge

The effective portion of changes in the fair value of derivatives that are designated and qualify as cash flow hedges is recognized in other comprehensive income. The gain or loss relating to the ineffective portion is recognized immediately in the income statement within “Other financial income and expenses”.

Amounts accumulated in equity are reclassified to profit or loss in the periods when the hedged item affects profit or loss (for example, when the forecast sale that is hedged takes place).

The Group uses forward currency contracts as hedges of its exposure to foreign currency risk in forecast transactions. The ineffective portion relating to foreign currency contracts is recognized in the income statement within “other financial income and expenses”.

The Group also uses interest rate swap. Swaps are used by the Group to switch from a variable rate to a fixed rate of interest. The effective portion of the interest rate swap’s gain or loss is directly recorded in other comprehensive income.

When a hedging instrument expires or is sold, or when a hedge no longer meets the criteria for hedge accounting, any cumulative gain or loss existing in equity at that time remains in equity and is recognized when the forecast

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

transaction is ultimately recognized in the income statement. When a forecast transaction is no longer expected to occur, the cumulative gain or loss that was reported in equity is immediately transferred to the income statement within "Other financial income and expenses".

2.4.13.3 *Net investment hedge*

Hedges of net investments in foreign operations are accounted for similarly to cash flow hedges.

Any gain or loss on the hedging instrument relating to the effective portion of the hedge is recognised in other comprehensive income in currency translation adjustments ("CTA"). The gain or loss relating to the ineffective portion is recognised in the income statement. Gains and losses accumulated in equity are included in the income statement when the foreign operation is partially disposed of or sold.

2.4.14 *Trade receivables*

Trade receivables are amounts due from customers for merchandise sold or services performed in the ordinary course of business. If collection is expected in one year or less, they are classified as current assets. If not, they are presented as non-current assets.

Trade receivables are recognized initially at fair value and subsequently measured at amortized cost less provision for impairment.

Trade receivables may be written down for impairment which is recognized when credit losses are expected. The expected credit loss is estimated taking into account historical loss experience, the age of the receivables and a detailed risk assessment including insurance.

The fair value of accounts and notes receivable is deemed to be their nominal amount, since payment periods are generally less than three months.

2.4.15 *Trade payables*

Trade payables are obligations to pay for goods or services that have been acquired in the ordinary course of business from suppliers. Accounts payable are classified as current liabilities if payment is due within one year or less (or in the normal operating cycle of the business if longer). If not, they are presented as non-current liabilities.

Trade payables are recognized initially at fair value and subsequently measured at amortized cost using the effective interest method.

2.4.16 *Inventories*

Stock of products is valued at the lower of the gross value (including direct allocated costs) and net realizable value. The Group applies the *First In First Out* method. Net realizable value is the estimated selling price in the ordinary course of business, less the estimated costs of completion and the necessary sales costs including costs incurred to bring the stocks to their current location. Impairment losses are recognized when the probable realizable value of inventories is lower than their cost price.

2.4.17 *Cash and cash equivalents*

In the consolidated statement of cash flows, cash and cash equivalents includes cash in hand, deposits held at call with banks, other short-term highly liquid investments with original maturities of three months or less and bank overdrafts. In the consolidated balance sheet, bank overdrafts are shown within short-term debt in current liabilities.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

2.4.18 Assets held-for-sale and discontinued operations

Non-current assets (or disposal groups) are classified as assets held for sale when their carrying amount is to be recovered principally through a sale transaction rather than continuing use and a sale is considered highly probable. They are stated at the lower of the carrying amount or fair value less costs of disposal.

2.4.19 Share capital and preference shares

The Group's ordinary shares are classified as equity instruments.

Financial instruments issued by the Group are classified as equity only to the extent that they do not meet the definition of a financial liability.

In accordance with IAS 32, preference shares, which are mandatorily redeemable on a specific date, are classified as liabilities.

Main characteristics of financial instruments issued by the Group:

Shares	Number	Payment of dividends	Redeemable
Ordinary equity shares	40.881.375	Discretionary	n/a
Preference shares	1.095.974	Mandatory	Discretionary
Total	41.977.349		

The Preference Shares issued on 19 November 2018 are entitled to payment of a cumulative annual dividend whose amount is indexed on the high yield bond rate. No payment will be made annually with regards to those shares. The payment will be due only after the repayment of the bond.

Measurement of dividends

As at 31 March 2021, the mandatory dividends were recognized in liability at fair value which corresponded to the present value of the estimated future dividend payments discounted at a market rate of interest.

Measurement of preference shares

Preference shares issued are at discretionary redemption and have been recorded at the subscription price directly in equity.

2.4.20 Debts and borrowings

Borrowings are recognized initially at fair value, net of transaction costs incurred. Borrowings are subsequently carried at amortized cost; any difference between the proceeds (net of transaction costs) and the redemption value is recognized in the income statement in cost of net debt over the period of the borrowings using the effective interest method.

Fees paid on the establishment of loan facilities are recognized as transaction costs of the loan to the extent that it is probable that some or all of the facility will be drawn down. In this case, the fee is deferred until the draw-down occurs.

2.4.21 Current and deferred income tax

Income tax expense comprises current and deferred tax. Current tax and deferred tax are recognized in profit or loss except to the extent that they relate to a business combination, or items recognized directly in equity or in other comprehensive income.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

2.4.21.1 *Current tax*

Current tax is the expected tax payable or receivable on the taxable income or loss for the year, using tax rates enacted or substantively enacted at the reporting date, and any adjustment to tax payable in respect of previous years.

2.4.21.2 *Deferred tax*

Deferred tax is recognized in respect of temporary differences between the carrying amounts of assets and liabilities for financial reporting purposes and the amounts used for taxation purposes.

The measurement of deferred tax reflects the tax consequences that would follow the manner in which the Group expects, at the end of the reporting period, to recover or settle the carrying amount of its assets and liabilities.

Deferred tax is measured at the tax rates that are expected to be applied to temporary differences when they reverse, using tax rates enacted or substantively enacted at the reporting date.

Deferred tax assets and liabilities are offset if there is a legally enforceable right to offset current tax liabilities and assets, and they relate to taxes levied by the same tax authority on the same taxable entity, or on different tax entities, provided they intend to settle current tax liabilities and assets on a net basis or their tax assets and liabilities will be realized simultaneously.

A deferred tax asset is recognized for unused tax losses, tax credits and deductible temporary differences to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which they can be utilized. Deferred tax assets are reviewed at each reporting date and are reduced to the extent that it is no longer probable that the related tax benefit will be realized.

2.4.22 Employee benefits

2.4.22.1 *Short-term benefits*

Group employees are entitled to short-term benefits such as paid annual leave, paid sick leave, bonuses and other benefits (other than termination benefits), payable within 12 months of the end of the period in which the corresponding services are rendered by employees. These benefits are shown in “other current liabilities” and expensed in the period when the related service is rendered by the employee.

2.4.22.2 *Post-employment benefits*

The Group operates various post-employment schemes, including both defined benefit and defined contribution pension plans. A defined contribution plan is a pension plan under which the Group pays fixed contributions into a separate entity. The Group has no legal or constructive obligations to pay further contributions if the fund does not hold sufficient assets to pay all employees the benefits relating to employee service in the current and prior periods. A defined benefit plan is a pension plan that is not a defined contribution plan. Typically defined benefit plans define an amount of pension benefit that an employee will receive on retirement, usually dependent on one or more factors such as age, years of service and compensation.

The liability recognized in the balance sheet in respect of defined benefit pension plans is the present value of the defined benefit obligation at the end of the reporting period less the fair value of plan assets. The defined benefit obligation is calculated annually by independent actuaries using the projected unit credit method. The present value of the defined benefit obligation is determined by discounting the estimated future cash outflows using interest rates of high-quality corporate bonds that are denominated in the currency in which the benefits will be paid, and that have terms to maturity approximating to the terms of the related pension obligation.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

Actuarial gains and losses arising from experience adjustments and changes in actuarial assumptions are charged or credited to equity in other comprehensive income in the period in which they arise.

Past-service costs are recognized immediately in income.

For defined contribution plans, the Group pays contributions to publicly or privately administered pension insurance plans on a mandatory, contractual or voluntary basis. The Group has no further payment obligations once the contributions have been paid. The contributions are recognized as employee benefit expense when they are due. Prepaid contributions are recognized as an asset to the extent that a cash refund or a reduction in the future payments is available.

2.4.22.3 Jubilee benefits

The provision for jubilee benefits is composed of expected benefits payable to current employees. Jubilee benefits are rights to a benefit employees earn after a certain term of service with the company.

2.4.22.4 Agreements with employees related to GDE shares

Agreements have been put in place whereby GDE shares are sold to selected directors and senior employees based on the last available statutory net asset value of the shares of GDE. In these agreements the employees have taken the commitment to sell GDE shares back to the Group. The agreements also specify the circumstances under which GEH Group would be obliged to buy back the shares from the employees. Commitments are taken by the Group and the employees for a duration of fifteen years.

The price of the sale-back is defined in the agreement as the last available statutory net asset value of GDE shares at the date of the exercise. The buy-back is based on this value unless contractually agreed differently between parties at transaction date.

The Group is applying the following accounting method for this transaction with employees.

- A liability is recognized in relation to the commitment to buy back the shares from the employees;
- The liability is initially recognized at the last available statutory net asset value of GDE shares;
- Subsequently, the increase in liability is remeasured at each period end with counterparty in the profit and loss under “employee benefits”.

2.4.23 Provisions

The Group recognizes provisions for liabilities and onerous contracts that have been incurred as of the balance sheet date and can be reasonably estimated.

Provisions are measured at the present value of the expenditures expected to be required to settle the obligation using a pre-tax rate that reflects current market assessments of the time value of money and the risks specific to the obligation. The increase in the provision following increase of the timespan is recognized as interest expense.

2.4.23.1 Provisions for claims, disputes and legal

Provisions for claims, disputes and legal proceedings are recorded if it is probable that the Group will be liable in a proceeding, for the estimated amount at which the liability can be settled.

2.4.23.2 Restoration, rehabilitation and decommissioning

Restoration, rehabilitation and decommissioning costs arising from the installation of plant, discounted to their net present value, are provided for and capitalized at the time such an obligation arises. The costs are charged to the statement of income over the life of the operation through depreciation of the asset and the unwinding of the discount on the provision. If the obligation results from production, costs are recognized when production occurs.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

2.4.23.3 *Onerous contracts*

A provision for onerous contracts is recognized when the expected benefits to be derived by the Group from a contract are lower than the unavoidable cost of meeting its obligations under the contract. The provision is measured at the present value of the lower of the expected cost of terminating the contract and the expected net cost of continuing with the contract. Before a provision is established, the Group recognizes any impairment loss on the assets associated with that contract.

2.4.23.4 *Government grants*

Grants relating to costs are deferred and recognised in the statement of profit or loss over the period necessary to match them with the costs that they are intended to compensate.

Grants relating to property, plant and equipment are included in non-current liabilities as deferred grants and are credited to the statement of income on a straight-line basis over the expected lives of the related assets.

2.4.24 Revenue recognition

Revenue is measured at fair value of the consideration received or receivable, taking into account contractually defined terms of payment and excluding taxes or duty.

In accordance with IFRS 15 (Revenue from Contracts with Customers), revenue is recognized when GEH transfers control over the product to the customer; control of an asset refers to the ability to direct the use of, and obtain substantially all of the remaining benefits from, that asset.

2.4.24.1 *Sales of goods*

Revenue from the sale of goods in the course of ordinary activities is measured at the fair value of the consideration received or receivable, net of returns, trade discounts and volume rebates.

Revenue from the sale of goods is recognized:

- the majority of the risks and benefits associated with the ownership of said goods have been transferred to the buyer; and
- the Group is no longer involved in the management of the goods, and no longer maintains effective control thereof.

2.4.24.2 *Sales of services*

Revenue from rendering of services is recognized in the statement of income to the extent it seems likely that the economic benefits will accrue to the Group and the income from rendering of services can be reliably measured. The revenue is recognized in the statement of in the accounting period in which the services are rendered.

2.4.25 Interest income and expense

Interest income and interest expense are recognized on a time-proportion basis using the effective interest method.

2.4.26 Lease

The Group is the lessee of machinery, equipment, land and buildings.

2.4.26.1 *Finance leases*

The Group leases certain property, plant and equipment, of which it has substantially all the risk and rewards incidental to the ownership. These assets are capitalized and recognized in the balance sheet at the commencement of the lease at the lower of the fair value of the asset and the present value of the minimum lease payments, each determined at the inception of the lease. Each lease payment is allocated between the redemption of the liability and finance charges on annuity basis. The lease obligations are included in long-term debt without the interest charge. The interest element of the finance cost is charged to the income statement

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

over the lease period so as to produce a constant periodic rate of interest on the remaining balance of the liability for each period. The property, plant and equipment acquired under capital leases are depreciated on a straight-line basis over the useful life of the asset with depreciation included in depreciation expense.

2.4.26.2 *Operating leases under IFRS16*

Since financial year 2019/2020, the group applies IFRS 16 for operating leases under scope of this new standard. They are accounted as finance lease.

Consolidated statement of profit or loss presented as at 31 March 2020 includes IFRS 16 impacts.

2.4.26.3 *Other operating leases*

Payments made under other operating leases are charged to the income statement.

2.4.27 Use of estimates and judgements

The preparation of the Group's financial statements in conformity with IFRS requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities and the disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the consolidated financial statements and the reported amounts of revenues and expenses during the reporting period.

The estimates and associated assumptions are based on historical experience and other factors that are considered to be relevant. Actual outcomes could differ from those estimates. Existing circumstances and assumptions about future developments, however, may change due to market changes or circumstances arising beyond the control of the Group. Such changes are reflected in the assumptions when they occur.

The Group has identified the following areas as being critical to understanding GEH's financial position as they require management to make complex and/or subjective judgments and estimates about matters that are inherently uncertain.

- Impairment test of goodwill;
- Assessment of the recoverability of trade receivables exposure to credit risk, as well as the risk profile;
- Provisions for risks: Most claims involve complex issues, and the probability of loss and an estimation of damages are difficult to ascertain. A provision is recognised when the risk of a loss becomes more likely than not and when it is possible to make a reasonable estimate of the expected financial effect;
- Provision for employee benefits: The post-employment benefits lay on several assumptions such as:
 - The discount rate determined by reference to market yields at the closing on high quality corporate bonds;
 - Estimate of future salary increases mainly taking into account inflation, seniority, promotion, and supply and demand in the employment market;
- Income tax charges and assessment of deferred tax assets: The Group is subject to income and other taxes in numerous jurisdictions. There are transactions and calculations for which the ultimate tax determination is uncertain during the ordinary course of business. Deferred tax assets are recognised to the extent that it is probable that future taxable profits will be available against which the temporary differences and losses carried forward can be utilised. Management judgement is required to assess probable future taxable profits. Deferred tax assets on losses carried-forwards and on temporary differences are annually reassessed;
- Recognition of restoration, and decommissioning cost/provision.

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

2.5 Scope of consolidation

2.5.1 Parent company

Corporate Name	Country	Consolidation method	31 March 2021 % voting power	% interest
Groupe Ecore Holding	Luxembourg	Full	100,00	100,00

2.5.2 Consolidated subsidiaries

Corporate Name	Country	Consolidation method	31 March 2021 % voting power	% interest
GDE Equipement CO	France	NC		
GDE CO 1	France	Full	100,00	99,76
GDE CO 2	France	Full	100,00	99,76
Iron Horse BV	Netherlands	Full	100,00	99,76
Iron Horse France	France	Full	88,69	88,48
Iron Horse Holding	France	Full	100,00	99,76
Iron Horse Hungary	Hungary	Full	100,00	99,76
Iron Horse Romania	Romania	Full	100,00	99,76
La Petite Voevre Sarl	Luxembourg	Full	100,00	88,48
La Petite Mouée SCI	France	Full	100,00	88,48
Train A Fil Heserange SCI	France	Full	100,00	88,48
Train A Fil Heserange SARL	Luxembourg	Full	100,00	88,48
Alsadis SARL	France	Equity	35,18	54,05
Alsafer	France	Equity	49,99	49,81
Etablissements Breuil	France	Equity	49,00	48,82
Cernay Environnement SA	France	Equity	33,95	33,82
Ecore Belgium SA	Belgium	Full	100,00	100,00
ECORE BV	Netherlands	Full	100,00	100,00
ECORE SERVICES	France	Full	100,00	100,00
Ecore Luxembourg SA	Luxembourg	Full	100,00	100,00
Enningdal BV	Netherlands	Full	100,00	100,00
Ereco Zrt	Hungary	Full	100,00	100,00
Ecore Transport Luxembourg Sarl	Luxembourg	Full	100,00	100,00
Guy Dauphin Environnement	France	Full	99,63	99,63
Transenvironnement	France	Full	100,00	99,63
Ker-Hu Kft	Hungary	Full	100,00	100,00
LOCA	Switzerland	Full	100,00	100,00
Rohr Environnement	France	Full	50,36	50,17
Romrecycling	Romania	Full	100,00	100,00
SCI Les Fiefs	France	Full	100,00	99,63
SCI Des Grenadiers	France	Full	100,00	99,63
SCI le Chamois	France	Full	100,00	99,52
SCI Magnolia	France	Equity	50,00	49,82
SCI Merisiers	France	Full	100,00	99,63
SCI Pommiers	France	Full	100,00	99,63

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)

GROUPE ECORE HOLDING S.A.S.

21, rue du Puits Romain
L - 8070 BERTRANGE

**RAPPORT D'EXAMEN LIMITE
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
INTERMÉDIAIRES AU 31 MARS 2021**

(Période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021)

Le 11 mai 2021

Annexes

Annexe 2 : Comptes semestriels consolidés de Groupe Ecore Holding S.A.S. pour le semestre clos le 31 mars 2021 (en langue d'origine)



Tel: +33 (0)1 58 36 04 30
Fax: +33 (0)1 42 94 26 92
www.bdo.fr

43-47 avenue de la Grande Armée
75116 Paris
FRANCE

GROUPE ECORE HOLDING S.A.S.

Rapport d'examen limité du commissaire aux comptes sur les « comptes » consolidés intermédiaires au 31 mars 2021

(Période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021)

Monsieur,

En notre qualité de commissaire aux comptes de Guy Dauphin Environnement et en réponse à votre demande, nous avons effectué un examen limité des « comptes » de Groupe Ecore Holding S.A.S. dont les comptes consolidés font l'objet de l'examen limité relatifs à la période du 1^{er} octobre 2020 au 31 mars 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous précisons que les informations relatives à la période du 1^{er} octobre 2019 au 31 mars 2020 présentées à titre comparatif dans les « comptes » n'ont pas fait l'objet d'un audit ou d'un examen limité.

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'examen limité des « comptes ». En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en oeuvre de nos travaux.

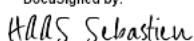
Ces « comptes » ont été établis sous la responsabilité de la direction de Groupe Ecore Holding S.A.S. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces «comptes».

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France et la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en oeuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les « comptes », pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalie significative obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, le fait que les « comptes » présentent sincèrement le patrimoine et la situation financière de l'entité au 31 mars 2021, ainsi que le résultat de ses opérations pour la période écoulée.

Paris, le 11 mai 2021

DocuSigned by:

 Sébastien

924BF5357489437...

BDO Paris Audit & Advisory
Représenté par Sébastien HAAS
Commissaire aux comptes

BDO Paris Audit & Advisory
Société d'Expertise Comptable inscrite au Tableau de l'Ordre de la région Paris-Ile-de-France
Société de Commissariat aux comptes inscrite sur la liste nationale des Commissaires aux comptes, rattachée à la CRCC de Paris
RCS Paris B 480 307 131 00056 - Code APE 6920Z
SARL au capital de 60 000 euros - TVA intracommunautaire FR82480307131